



Rapport sur la conjoncture économique dans la distribution

Mai 2019

Cette étude a été clôturée le 29 mai 2019.

SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie
Direction générale des Analyses économiques et de l'Economie internationale
Service Conjoncture et Développements sectoriels

Rue du Progrès 50
1210 Bruxelles

N° d'entreprise : 0314.595.348

<https://economie.fgov.be>

Tél. : 0800 120 33 (numéro gratuit)

Editeur responsable : Regis Massant
Président a.i. du Comité de direction
Rue du Progrès 50
1210 Bruxelles

Version internet

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Liste des graphiques..... | 4 |
| Liste des tableaux..... | 5 |
| Avant-propos..... | 6 |
| Executive summary..... | 7 |
| 1. Contexte global | 11 |
| 1.1. Economie européenne | 11 |
| 1.2. Reste du monde..... | 11 |
| 1.3. Belgique..... | 12 |
| 2. Conjoncture dans le commerce | 15 |
| 2.1. Conjoncture | 15 |
| 2.2. Chiffre d'affaires selon les données TVA | 18 |
| 2.3. Investissements selon les données TVA | 23 |
| 2.4. Emploi..... | 27 |
| 2.5. Chômage temporaire | 31 |
| 2.6. Entrepreneuriat..... | 32 |
| 2.6.1. Créations, radiations et assujettissements d'entreprises | 33 |
| 2.6.2. Faillites et pertes d'emploi dues aux faillites | 42 |
| 3. Autres indicateurs..... | 47 |
| 3.1. L'enquête de Statbel auprès du commerce de détail (G47) | 47 |
| 3.1.1. Le chiffre d'affaires dans différents regroupements du commerce de détail... 48 | |
| 3.1.2. Le secteur alimentaire, boissons et tabac | 48 |
| 3.1.3. Le secteur des textiles, vêtements et chaussures..... | 48 |
| 3.1.4. Les produits d'équipement du ménage..... | 49 |
| 3.1.5. Les carburants..... | 49 |
| 3.1.6. Les produits divers | 50 |
| 3.2. Enregistrement de la vente de voitures neuves et d'occasion | 50 |
| 3.3. Evolution des prix à la consommation dans le commerce de détail..... | 51 |
| 3.4. Commerce électronique | 54 |
| 3.4.1. Achats en ligne des consommateurs aux entreprises (B2C) | 54 |
| 3.4.2. Achats en ligne d'entreprise à entreprise (B2B) | 56 |
| 3.4.3. Ventes en ligne d'entreprise à entreprise (B2B) | 56 |
| 3.4.4. Chiffre d'affaires du commerce électronique | 57 |
| 3.4.5. Obstacles au commerce électronique..... | 58 |
| 4. Annexes | 59 |

Liste des graphiques

| | |
|--|----|
| Graphique 2-1. Courbe de conjoncture dans l'économie globale et dans le commerce (01.2008-04.2019)..... | 15 |
| Graphique 2-2. Courbes de conjoncture dans les biens courants de consommation | 16 |
| Graphique 2-3. Courbes de conjoncture dans les biens non courants de consommation | 17 |
| Graphique 2-4. Chiffre d'affaires dans le commerce | 18 |
| Graphique 2-5. Investissements dans le commerce..... | 23 |
| Graphique 2-6. Nombre de postes de travail dans le commerce (G45-G47) | 28 |
| Graphique 2-7. Nombre de postes de travail dans les sous-secteurs du G47..... | 30 |
| Graphique 2-8. Chômage temporaire dans le commerce..... | 31 |
| Graphique 2-9. Créations et radiations d'entreprises dans les sous-secteurs du G47..... | 33 |
| Graphique 2-10. Créations et radiations d'entreprises dans le secteur G45..... | 40 |
| Graphique 2-11. Créations et radiations d'entreprises dans le secteur G46..... | 41 |
| Graphique 2-12. Créations et radiations d'entreprises dans le secteur G47..... | 42 |
| Graphique 2-13. Faillites et pertes d'emploi dans le secteur G45..... | 43 |
| Graphique 2-14. Faillites et pertes d'emploi dans le secteur G46..... | 44 |
| Graphique 2-15. Faillites et pertes d'emploi dans le secteur G47..... | 45 |
| Graphique 2-16. Faillites et pertes d'emploi dans les sous-secteurs du G47 | 46 |
| | |
| Graphique 3-1. Chiffre d'affaires du commerce de détail à prix courants et constants.... | 47 |
| Graphique 3-2. Chiffre d'affaires à prix courants et à prix constants dans diverses branches du commerce de détail | 48 |
| Graphique 3-3. Chiffre d'affaires à prix courants et à prix constants dans les carburants et produits divers | 49 |
| Graphique 3-4. Achats en ligne en 2018 (population de 16 à 74 ans)..... | 54 |
| Graphique 3-5. Achats en ligne de biens et services provenant d'autres pays européens | 55 |
| Graphique 3-6. Utilisation du commerce électronique dans les PME entre 2014 et 2017 | 56 |
| Graphique 3-7. Total des ventes par voie électronique des entreprises | 57 |
| Graphique 3-8. Total des ventes par voie électronique des PME (10-249 personnes employées)..... | 57 |
| Graphique 3-9. Individus n'ayant pas rencontré de problème lors de l'achat ou de la commande de biens ou de services en ligne, pour leur usage privé | 58 |

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

Liste des tableaux

| | |
|--|----|
| Tableau 1-1. Prévisions de croissance du Fonds Monétaire International et du Bureau fédéral du Plan..... | 14 |
| Tableau 2-1. Total du chiffre d'affaires | 19 |
| Tableau 2-2. Total des investissements dans le commerce | 24 |
| Tableau 2-3. Nombre de postes de travail dans le commerce (G45-G47)..... | 28 |
| Tableau 2-4. Nombre d'assujettis par taille d'entreprises dans le commerce (G45-G47)..... | 34 |
| Tableau 2-5. Nombre des créations par taille d'entreprises dans le commerce (G45-G47) ... | 36 |
| Tableau 2-6. Nombre des radiations par taille d'entreprises dans le commerce (G45-G47) .. | 38 |
| Tableau 2-7. Démographie des entreprises dans le commerce (G45-G47) | 39 |
| Tableau 2-8. Faillites et emplois perdus..... | 42 |
| Tableau 3-1. Achat de voitures neuves et d'occasion..... | 50 |
| Tableau 3-2. Hausses de prix des produits alimentaires transformés en 2018 par rapport aux pays voisins..... | 51 |
| Tableau 3-3. Hausses de prix des produits alimentaires non transformés en 2018 par rapport aux pays voisins..... | 52 |
| Tableau 3-4. Hausses de prix des biens industriels non énergétiques en 2018 par rapport aux pays voisins..... | 53 |
| Tableau 3-5. Achats en ligne au cours de l'année écoulée..... | 54 |
| Tableau 3-6. Achats en ligne par catégorie de produits | 55 |
| Tableau 4-1. Nomenclature NACE dans le secteur de la distribution | 59 |
| Tableau 4-2. Chiffre d'affaires selon les données TVA | 63 |
| Tableau 4-3. Investissements selon les données TVA | 64 |

Avant-propos

Dans le contexte de l'identification et de la mise en œuvre des synergies entre le secrétariat du Conseil Central de l'Economie (CCE) et le SPF Economie, un projet commun a été mis en place dans le domaine des analyses sectorielles de la conjoncture.

Le SPF Economie utilisera entre autres son expertise, en collaboration avec le Conseil Central de l'Economie, pour examiner en détail et clarifier la conjoncture de secteurs comme ceux de l'alimentation, de la distribution, de la chimie et du textile.

Le rapport actuel « Conjoncture économique dans la distribution – mai 2019 » a été élaboré par l'équipe de la Direction générale des Analyses économiques et de l'Economie internationale du SPF Economie (Chantal Binotto, David Restiaux, Richard Saka Sapu, Kris Van den Berghe et Vincent Vanesse). Il fait l'objet d'un examen minutieux par le Comité de pilotage (Emmanuel De Béthune, Lieselot Smet et Peter Van Herreweghe).

Les expériences positives de cette coopération et les synergies réalisées offrent de nombreuses perspectives de collaboration entre le SPF Economie et le secrétariat du CCE pour d'autres projets et études. Les deux directions ont d'ailleurs conclu un protocole d'accord afin d'intégrer ce type de coopération de manière structurelle dans les deux institutions et sont favorables à étendre cette collaboration dans le cadre des analyses conjoncturelles sectorielles des commissions consultatives spéciales (CCS) du CCE.

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

Executive summary

Contexte global

- **L'activité économique**, tant européenne que mondiale, s'est ralentie en 2018. Ce ralentissement devrait se poursuivre en 2019.
- La **situation conjoncturelle en Belgique** est relativement favorable en 2018, malgré un ralentissement par rapport à 2017. La demande intérieure continue d'être le principal moteur de la croissance en 2018 et devrait l'être également en 2019. Si les exportations nettes ont contribué positivement à la croissance du PIB en 2018, ce ne devrait plus être le cas en 2019.
- Les **principaux risques** pour l'économie belge, à court terme, sont de nature exogène avec comme principaux points d'attention le Brexit et la politique commerciale des Etats-Unis.

Conjoncture

- Malgré un contexte économique favorable, la **confiance des chefs d'entreprise** du secteur du commerce s'est érodée dans la seconde partie de 2017 jusqu'à la mi 2018. Elle s'est toutefois raffermie dès août 2018.

Chiffre d'affaires

- En 2018, le chiffre d'affaires réalisé par **l'ensemble des trois secteurs** composant le commerce (G45-G47) s'est établi à 606 milliards d'euros, en hausse de 3,4 % par rapport à l'année précédente, contre une progression de 6 % en 2017.
- Le rythme de croissance du chiffre d'affaires dans le secteur G45 « **commerce et réparation de véhicules automobiles et de motocycles** » a décéléré en 2018, revenant de 8,7 % de hausse en 2017 à +2,7 % en 2018 et générant ainsi un total de 122,8 milliards d'euros.
- Le secteur G46 « **commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles** » (appelé plus communément « commerce de gros ») a progressé de 4,2 % en 2018, soit à un rythme moins rapide que l'année précédente (+6,4 %).
- Le rythme de croissance annuel du chiffre d'affaires du secteur G47 « **commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles** » (appelé plus communément « commerce de détail ») a une nouvelle fois progressé en 2018 (+1,3 %), soit du même ordre qu'en 2017 (+1,4 %), portant les ventes à un montant total de 99,3 milliards d'euros.
- Le chiffre d'affaires du **sous-secteur** dominant, le 47.1 « commerce de détail en magasin non spécialisé » dans lequel on retrouve la grande distribution, a progressé au fil des ans sur la période 2014-2018 pour atteindre 46 milliards en 2018. Toutefois le rythme de croissance ralentit et pour la première fois depuis 2012, les ventes dans le sous-secteur 47.2 « commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé » (bouchers, boulangers...) ont été plus dynamiques que celles de la grande distribution. Le rapport entre le chiffre d'affaires en 2018 du 47.2 et du 47.11 est de 11,8 % (contre 13,6 % en 2014), ce qui se traduit par un léger gain de parts de marché des magasins spécialisés par rapport aux grandes chaînes de la distribution et des superettes et qui

pourrait s'expliquer par un changement dans le comportement des consommateurs (à nuancer toutefois par des effets prix éventuels).

- La « **vente à distance** » continue d'enregistrer des évolutions remarquables de son chiffre d'affaires. Les ventes réalisées par les entreprises de vente par correspondance et d'e-commerce (sans magasins physiques) sont particulièrement dynamiques puisqu'elles ont crû de 21,4 % en 2018.

Investissements

- En 2018, les investissements dans **l'ensemble du secteur du commerce (G45-G47)** ont reculé de 0,5 % à un an d'écart mais restent au-dessus des six milliards d'euros de dépenses. Une croissance des investissements s'observe dans le secteur de l'automobile et le secteur de gros.
- Les investissements ont reculé pour la première fois depuis 2013 (-4,9 %) dans le secteur du **commerce de détail (G47)**, reflétant ainsi une diminution des dépenses d'investissements effectuées dans la grande distribution (les supermarchés, supérettes et assimilés) mais également dans les commerces de détail spécialisés qu'ils soient alimentaires ou non.

Emploi

- Le **nombre de postes de travail** dans **l'ensemble du secteur du commerce (G45-G47)** s'est quasi stabilisé durant la période 2013-2017, passant de 489.082 postes de travail en 2013 à 498.445 postes de travail en 2017, soit une augmentation de 1,9 %. Une légère hausse de l'emploi a été constatée sur les 9 premiers mois de 2018 (+0,6 %) par rapport à la période correspondante de 2017.
- Dans le secteur G45 « **commerce et réparation de véhicules automobiles et de motocycles** », 2017 semble consolider la reprise de l'emploi initiée en 2016 après plusieurs années de baisse, l'emploi croissant de 2,4 % par rapport à 2016 pour atteindre 57.538 postes. Cette hausse s'est poursuivie au cours des 9 premiers mois de 2018, où l'emploi dans ce secteur a crû de 2,1 % par rapport à la période correspondante de 2017.
- Comme c'est le cas dans le secteur G45, 2017 semble une année de consolidation en termes de croissance de l'emploi dans le secteur G46 « **commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles** ». Ainsi en 2017, l'emploi a augmenté de 0,3 % par rapport à 2016, passant de 184.269 à 184.909 postes de travail. Cette amélioration s'est poursuivie sur les 9 premiers mois de 2017, avec une augmentation de 0,3 % par rapport à la même période de 2016.
- Dans le secteur G47 « **commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles** », la hausse de l'emploi amorcée en 2014 s'est poursuivie en 2017, avec une augmentation de 0,8 % à un an d'écart, passant de 254.031 à 255.998 postes de travail. Cette hausse s'est confirmée sur les 9 premiers mois de 2018, le secteur comptant 1.398 nouveaux postes, soit 0,5 % de plus par rapport à la même période de 2017. Trois **sous-secteurs** expliquent à 82,2 % l'emploi du secteur G47. Il s'agit, par ordre d'importance, du 47.1 « commerce de détail en magasin non spécialisé », du 47.7 « autres commerces de détail en magasin spécialisé » et du 47.5 « commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé », soit respectivement 99.714, 76.395 et 34.795 des 256.506 emplois directs.

Chômage temporaire

- Le nombre de personnes équivalent temps plein (ETP) ayant eu recours au **régime du chômage temporaire** s'est réduit dans le secteur du commerce (G45-G47) en 2018 par rapport à 2017 pour s'établir à son plus bas niveau depuis 2013. En moyenne, le nombre d'ETP ayant bénéficié du régime du chômage temporaire a reculé de 1.458 personnes entre 2017 et 2018 (-8,9 %). Au premier trimestre de 2019, le nombre de chômeurs temporaires a diminué en moyenne de 1.411 personnes à un an d'écart (-8,9 %) et s'est élevé à 4.626 ETP, soit le niveau le plus faible observé sur la période d'observation.

Démographie entrepreneuriale

- En 2017, l'ensemble du secteur du commerce (G45-G47) a répertorié 178.620 **entreprises assujetties**, soit 1.908 assujettis de plus qu'en 2016 (+1,1 %). Le dynamisme entrepreneurial, se reflétant principalement au travers des PME occupant moins de 5 travailleurs (90,7 %), est soutenu à 53,4 % par le secteur G47 « commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles » et à 32,6 % par le secteur G46 « commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles ».
- En 2017, les **créations d'entreprises** dans l'ensemble du secteur du commerce (G45-G47) sont en hausse de 0,8 % par rapport à 2016 avec 117 nouvelles entreprises créées (contre 689 l'année précédente). Ces nouvelles créations ont concerné principalement des PME dont 98,1 % d'entre elles occupent moins de 5 travailleurs. Ces créations sont soutenues à 59,0 % par le secteur G47 « commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles » et à 28,0 % par le secteur G46 « commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles ».
- Les **radiations d'entreprises** en 2017 dans l'ensemble du secteur du commerce (G45-G47) ont évolué défavorablement par rapport à 2016. Elles sont en hausse de 322 unités (revenant de 11.996 entreprises radiées en 2016 à 12.318 en 2017). Ces radiations ont concerné à 99,97 % des PME de moins de 50 travailleurs dont la plupart occupent moins de 5 travailleurs (12.207 entreprises radiées de moins de 5 travailleurs sur 12.314 occupant moins de 50 travailleurs), et sont soutenues à 59,0 % par le secteur G47 « commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles » et à 29,6 % par le secteur G46 « commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles ».

Faillites et pertes d'emploi y afférentes

- En 2018, l'ensemble du secteur du commerce (G45-G47) a enregistré une évolution favorable en termes de **faillites**. Celles-ci ont diminué de 5,95 % par rapport à 2016 (passant de 2.536 à 2.385 faillites d'entreprises). Le secteur G47 « commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles » explique 57,6 % des faillites enregistrées dans l'ensemble du commerce et a enregistré une baisse de 8,3 % du nombre de celles-ci en 2018, revenant de 1.499 à 1.374 faillites. Sur la période 2014-2018, 2014 s'avère une année record en termes de nombre de faillites enregistrées dans l'ensemble du secteur du commerce (G45-G47).
- Le **nombre d'emplois perdus** à la suite de ces faillites, dans l'ensemble du secteur du commerce (G45-G47), a connu une évolution plus favorable en 2018, diminuant de 9,8 % en glissement annuel (passant de 3.375 à 3.225 pertes d'emploi). Le secteur G47 « commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles », expliquant

64,7 % des pertes d'emploi de l'ensemble du commerce, a vu celles-ci diminuer à un an d'écart pour atteindre 2.088 pertes d'emploi en 2018. Sur la période 2014-2018, 2016 est une année record pour le secteur G47 en termes de pertes d'emploi dues aux faillites.

E-commerce

- **Le nombre d'acheteurs en ligne** augmente chaque année. Alors qu'en 2014, seulement 54 % de la population belge âgée de 16 à 74 ans effectuait des achats en ligne, ce pourcentage atteignait déjà les 61 % en 2018. Le commerce en ligne a également fortement progressé dans les pays voisins. Toutefois, le commerce en ligne belge est toujours à la traîne par rapport à ceux-ci. En 2018, les Pays-Bas avaient le pourcentage le plus élevé d'acheteurs en ligne avec 80 %, suivis par l'Allemagne avec 77 % et la France avec 67 %.
- Le pourcentage de la population belge âgée de 16 à 74 ans n'ayant **jamais fait d'achats en ligne** s'élevait à 29 %, soit un peu plus que la moyenne européenne (27 %). Une grande partie de la population belge n'a donc jamais effectué d'achats en ligne ou du moins pas au cours l'année écoulée.
- Selon le **tableau de bord numérique de la Commission européenne**, en 2018, 38,8 % des personnes basées en Belgique ont acheté en ligne auprès de vendeurs établis dans d'autres pays européens. Ce pourcentage est donc encore plus élevé qu'en 2017, où il était de 37,4 %. En Allemagne, seuls 18,2 % des personnes ont opéré des achats en ligne auprès des vendeurs d'autres pays de l'UE, tandis que la moyenne de l'Union européenne en la matière s'élève à 21,3 %, soit 17,5 points de pourcentage de moins qu'en Belgique. Si la Belgique parvenait à se rapprocher de la moyenne européenne, de nombreux emplois supplémentaires pourraient être créés.

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

1. Contexte global

1.1. Economie européenne

Perspectives

Selon les prévisions de printemps de la Commission européenne publiées en mai 2019¹, l'Union européenne a enregistré un **ralentissement de la croissance** de son PIB en 2018 (2 % de croissance), après avoir connu en 2017 son meilleur résultat (2,5 % de croissance) depuis la crise économique et financière de 2008. Pour la seconde année consécutive, **chacun des Etats membres** a connu une expansion économique.

Le **ralentissement de l'activité économique européenne en 2018** résulterait essentiellement d'un dynamisme plus faible de l'activité économique mondiale, combiné à l'apparition de tensions géopolitiques et commerciales, notamment entre les Etats-Unis et la Chine, au Brexit et à d'autres problèmes internes dans plusieurs Etats membres tels que les grèves et le mouvement des gilets jaunes. La reprise sur le marché du travail, la hausse des salaires, une inflation modérée, des mesures budgétaires de relance dans certains Etats membres ou encore la politique monétaire accommodante ont néanmoins permis de limiter ces effets négatifs et de soutenir l'expansion économique.

En 2019, l'activité économique européenne poursuivrait toutefois son ralentissement pour atteindre 1,4 % de croissance avant de se renforcer légèrement en 2020 (1,6 %), en raison de l'atténuation de facteurs nationaux défavorables et de conditions financières toujours favorables et de mesures de relance dans certaines économies émergentes.

1.2. Reste du monde

Perspectives

Selon le FMI², **la croissance mondiale de l'économie** s'est affichée à 3,6 % en 2018, soit en légère décélération par rapport à la croissance enregistrée en 2017 (+3,8 %). Par ailleurs, celle-ci devrait continuer de ralentir en 2019 (+3,3 %). Ce ralentissement résulterait principalement d'un recul de l'activité économique dans les pays avancés (+1,8 % en 2019 contre +2,2 % en 2018), mais serait également observé dans une moindre mesure dans les pays émergents et en développement (+4,4 % en 2019 contre +4,5 % en 2018). En 2020, l'activité économique mondiale repartirait à la hausse (+3,6 %), sous l'impulsion de la croissance de l'activité dans les pays émergents et en développement (+4,8 %), tandis que celle des pays avancés continuerait de ralentir (+1,7 %).

Zones géographiques

Pour les pays avancés, la croissance économique continue de ralentir et se limiterait à 1,8 % en 2019 (contre 2,2 % en 2018). Les **Etats-Unis** verraient leur croissance économique baisser de 2,9 % en 2018 à 2,3 % en 2019 et 1,9 % en 2020, les effets positifs de la relance budgétaire initiée en 2018 s'amenuisant peu à peu. En 2019, l'activité économique ralentirait également en **zone euro** (1,3 % en 2019 contre 1,8 % en 2018) avant d'accélérer en 2020 (1,5 %), tandis

¹ CE, [European Economic Forecast](#), spring 2019.

² FMI, [Perspectives de l'économie mondiale : Croissance ralentie, reprise précaire](#), avril 2019.

que celle du **Japon** repartirait à la hausse en 2019, atteignant 1 % (contre 0,8 % en 2018), avant de ralentir en 2020 (0,5 %).

Pour les **pays émergents** et les **pays en développement**, la croissance économique devrait ralentir à 4,4 % en 2019 (contre 4,5 % en 2018). Les résultats sont toutefois contrastés dans ce groupe de pays. Alors qu'une nouvelle accélération de la croissance du PIB est attendue en **Inde**, passant de 7,1 % en 2018 à 7,3 % en 2019 et 7,5 % en 2020, l'activité économique de la **Chine** poursuivrait son ralentissement, revenant de 6,6 % en 2018 à 6,3 % en 2019 et 6,1 % en 2020, résultant d'une réglementation financière plus stricte et des tensions commerciales avec Etats-Unis, ces derniers voulant limiter les exportations chinoises à destination du marché américain.

1.3. Belgique

Perspectives

La **situation conjoncturelle en Belgique** est plutôt favorable, et ce malgré un ralentissement de l'activité économique en 2018. En croissance depuis plusieurs années, le produit intérieur brut (PIB) n'a toutefois progressé que de 1,4 % en 2018, contre 1,7 % en 2017. Ce ralentissement devrait pourtant se poursuivre, de sorte que la croissance de l'activité se limiterait à 1,3 % en 2019, selon le Bureau fédéral du Plan. La croissance de l'activité économique en Belgique s'accélération en 2020, atteignant 1,4 % à l'instar de celle de 2018.

Composantes du PIB

La croissance économique **en 2018** a été principalement soutenue par la **demande intérieure hors stocks** (1,1 point de pourcentage) et plus particulièrement par les dépenses d'investissement (0,5 point de pourcentage), alors que ce rôle était tenu par la consommation des ménages l'année précédente. La demande intérieure hors stocks devrait rester le moteur de croissance de l'activité économique en Belgique en 2019 et 2020. En effet, la diminution de l'impôt des personnes physiques combinée à une indexation plus importante des salaires du secteur privé et à un ralentissement de l'inflation, devrait soutenir le pouvoir d'achat des particuliers. Les investissements devraient également être dynamiques, ceux-ci bénéficiant toujours de conditions de financement favorables et d'une forte rentabilité.

La contribution à la croissance du PIB des **exportations nettes** a été positive **en 2018** (0,7 point de pourcentage), mais celle-ci devrait toutefois se réduire et être négative (-0,2 point de pourcentage) en 2019 et 2020.

Inflation

Selon la Commission européenne, l'**inflation (IPCH)** s'est une nouvelle fois accélérée en Belgique en 2018, où elle a atteint 2,3 % de hausse, soit 0,1 point de pourcentage de plus qu'en 2017. Cette accélération résulte principalement d'une augmentation des prix énergétiques, notamment les prix du pétrole et de l'électricité, mais également d'un accroissement des prix des produits alimentaires. Par conséquent, la hausse de l'inflation a restreint les effets positifs de la croissance modérée des salaires. Toutefois, l'inflation (IPCH) devrait ralentir à 1,9 % en 2019 et 1,7 % en 2020, faisant suite à une diminution du prix du pétrole et des denrées alimentaires.

Risques

Les **principaux risques** pour l'économie belge à court terme sont de nature exogène. Les incertitudes entourant encore les modalités du Brexit avec la possibilité qu'un accord sur les

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

relations commerciales futures entre l'Union européenne et le Royaume-Uni ne soit pas conclu, la perte de confiance dans les marchés mondiaux ou encore les velléités de politiques commerciales protectionnistes (affirmées ou plausibles) de certains partenaires commerciaux historiques, notamment les Etats-Unis (cinquième débouché pour les exportations belges), pourront avoir des incidences plus ou moins prononcées sur certains secteurs de l'économie belge.

Constats et tendances du secteur de la distribution

Certaines **chaînes de magasin, comme Blokker**, ont connu une année particulièrement difficile en 2018, avec une nouvelle baisse du chiffre d'affaires, pouvant induire de nouvelles fermetures de magasins et la suppression de plusieurs centaines d'emplois. En 2017, Blokker avait déjà dû entamer une restructuration qui avait coûté la fermeture de 63 magasins et la perte de 230 emplois³. En cause, la concurrence de l'e-commerce ainsi que la croissance de nouvelles enseignes low-cost telles qu'Action et Extra.

Plusieurs **chaînes de magasin de vêtements** ont aussi été touchées, et particulièrement en ce début d'année 2019. En effet, alors que la maison mère de la chaîne « Coolcat » aux Pays-Bas avait été déclarée en faillite, les enseignes belges semblaient être épargnées⁴. Pourtant, les directeurs de « Coolcat Belgium » ont finalement opté pour le dépôt de bilan pour les magasins situés sur le territoire⁵. Ainsi, l'état de faillite a été demandé pour les 17 magasins présents en Belgique et 163 emplois seraient perdus à la suite de cet événement. Coolcat n'est pas le seul magasin d'habillement à avoir fermé ses portes en ce début d'année 2019. En effet, en janvier 2019, les directeurs de l'enseigne Newlook ont eux aussi annoncé la faillite des magasins de la chaîne en Belgique, ainsi que la suppression de 110 emplois⁶. Faisant suite à plusieurs années de mauvais résultats, d'autres magasins de cette enseigne, présents sur le territoire, avaient déjà dû fermer leurs portes.

Certains magasins de **niches alimentaires** sont laissés sur le carreau en début d'année 2019. Ainsi, alors que le fabricant bruxellois de dragées « Vanparys » a fait faillite en mars 2019⁷ (35 emplois perdus), la faillite a également été prononcée pour la chocolaterie Jacques à Eupen en mai 2019⁸ (67 emplois perdus).

En ce qui concerne les **magasins de jouets**, ceux-ci ont également connu quelques difficultés, avec un recul global du chiffre d'affaires et la fermeture des enseignes spécialisées « La Grande Récré »⁹ (95 emplois perdus). La pression sur les magasins de jouets proviendrait essentiellement de trois facteurs¹⁰, à savoir la concurrence directe avec l'e-commerce, et notamment les sites Amazon et Bol, la pression sur les marges et le glissement du temps utilisé pour les jouets vers des loisirs numériques. En 2017, le secteur avait réussi à tirer son épingle

³ La Libre, [Il y aura de nouvelles fermetures de magasins Blokker en Belgique, annonce la direction](#), novembre 2018.

⁴ Trends, [L'enseigne CoolCat fait faillite aux Pays-Bas, les activités belges pas concernées](#), avril 2019.

⁵ RTBF, [Les 17 magasins CoolCat de Belgique vont fermer pour cause de faillite](#), avril 2019.

⁶ La Libre, ["New Look" annonce sa faillite en Belgique et quitte le pays](#), janvier 2019.

⁷ L'Echo, [Le fabricant de dragées Vanparys fait aveu de faillite](#), mars 2019.

⁸ RTBF, [Eupen: la chocolaterie Jacques va définitivement fermer ses portes](#), mai 2019.

⁹ RTBF, [L'enseigne "La Grande Récré" en faillite, tous les magasins de Belgique seront fermés dès ce mercredi](#), juin 2018.

¹⁰ Trends, [Comment les géants du jouet s'organisent pour survivre face à l'e-commerce](#), décembre 2017.

du jeu grâce au succès rencontré par certains jouets comme les hoverboards et les handspinners¹¹ mais cela n'a plus été le cas en 2018.

En fait, **l'e-commerce** est souvent pointé du doigt comme étant la source des problèmes que rencontre le secteur de la distribution. D'après une [étude menée par Gondola](#), 72 % des belges ayant fait des achats sur internet ont utilisé un site étranger pour passer commande, soit exclusivement auprès d'un site web provenant d'une boutique étrangère (16 %), soit en faisant des achats au cours de l'année à la fois sur les boutiques en lignes belges et étrangères (56 %). En effet, seulement 28 % des e-shoppers belges ont passé commande sur un site de commerce électronique belge. Il y a donc un manque à gagner pour les entreprises belges. De plus, l'hypermarché dans son format actuel connaît de plus en plus de difficultés à s'en sortir étant donné l'essor du commerce électronique, des magasins de proximité, des enseignes spécialisées et du succès que connaissent les hard discounters¹².

Toutefois, malgré les problèmes rencontrés, 2019 présente de **meilleures perspectives pour certaines branches du secteur** de la distribution. En effet, le secteur de la grande distribution souhaite procéder à des recrutements massifs en 2019¹³. Chez Lidl, quelques 200 collaborateurs seraient recherchés. Ce chiffre monte à plus de 600 pour le groupe Colruyt, tandis que Delhaize annonce le recrutement de 1.000 emplois à pourvoir en 2019 et 2020.

Enfin, il convient encore de souligner une **nouvelle tendance** dans le secteur de la distribution. Alors qu'Amazon avait déjà lancé les supermarchés intelligents¹⁴, baptisés [Amazon Go](#), en janvier 2018, il semblerait que l'idée de supermarché sans caisse émerge également en Europe. Ainsi, en France, la chaîne de magasins Auchan a décidé de tester le premier magasin sans caisse¹⁵, permettant aux clients de faire leurs achats à tout moment. Si la pratique semble intéressante pour le consommateur (gain de temps), ce genre de supermarché pourrait également avoir des conséquences sur l'emploi du secteur, étant donné la suppression du personnel de caisse.

Tableau 1-1. Prévisions de croissance du Fonds Monétaire International et du Bureau fédéral du Plan

| | 2017 | 2018 | 2019 (e) | 2020 (e) |
|-------------------------------|------------|-------------|-------------|-------------|
| Monde | 3,8 | 3,6 | 3,3 | 3,6 |
| Zone Euro | 2,4 | 1,8 | 1,3 | 1,5 |
| Etats-Unis | 2,2 | 2,9 | 2,3 | 1,9 |
| Japon | 1,9 | 0,8 | 1 | 0,5 |
| Royaume-Uni | 1,8 | 1,4 | 1,2 | 1,4 |
| Belgique | 1,7 | 1,4 | 1,3 | 1,4 |
| <i>Demande intérieure *</i> | <i>1,1</i> | <i>1,1</i> | <i>1,6</i> | <i>1,6</i> |
| <i>Variation des stocks *</i> | <i>0</i> | <i>-0,4</i> | <i>-0,1</i> | <i>0</i> |
| <i>Exportations nettes *</i> | <i>0,6</i> | <i>0,7</i> | <i>-0,2</i> | <i>-0,2</i> |

* Contribution à la croissance du PIB en point de pourcentage, (e) = estimation.

Source : FMI, [Perspectives de l'économie mondiale : Croissance ralentie, reprise précaire](#), avril 2019, Bureau fédéral du Plan. [Budget économique](#), février 2019 et [perspectives économiques 2019-2024](#), février 2019.

¹¹ La dernière heure, [Le marché du jouet en recul en Belgique](#), octobre 2018.

¹² Trends, [Après le choc Carrefour, la mort du supermarché?](#), février 2018.

¹³ La Meuse, [Des milliers de jobs à pourvoir dans les grandes enseignes](#), avril 2019.

¹⁴ RTBF, [Voilà à quoi ressemble le premier supermarché sans caisse ouvert par Amazon](#), janvier 2018.

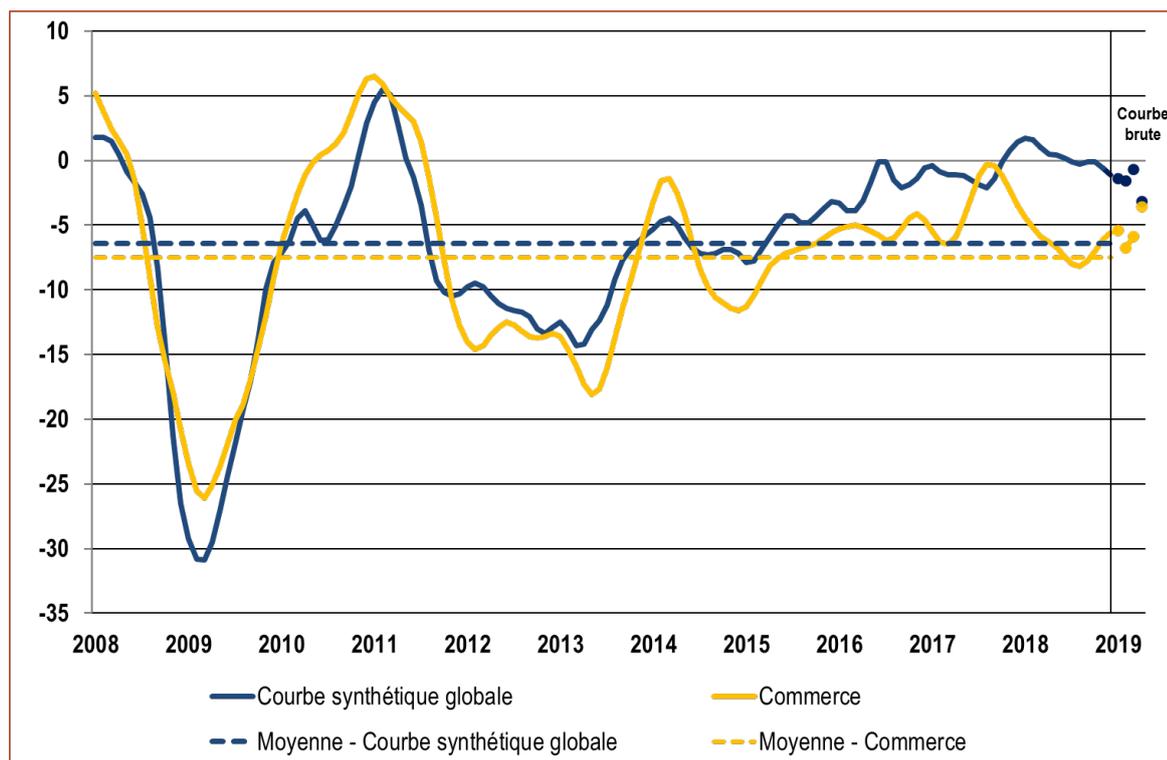
¹⁵ La dernière heure, [Auchan lance le premier magasin sans caisse... à la frontière belge!](#), février 2019.

2. Conjoncture dans le commerce

2.1. Conjoncture

La courbe de conjoncture lissée dans le secteur du commerce représentée dans le graphique 2-1 couvre la période allant de janvier 2008, dès l'amorce de la crise économique et financière, à décembre 2018 et a été complétée par les données brutes pour les premiers mois de 2019¹⁶.

Graphique 2-1. Courbe de conjoncture dans l'économie globale et dans le commerce (01.2008-04.2019)



Source : BNB, enquêtes de conjoncture.

Depuis 2008, la **courbe synthétique globale** (industrie, commerce, construction...) a connu trois cycles conjoncturels. Le premier cycle caractérisé par une chute importante de la confiance suivi d'une remontée en 2010 est de plus grande ampleur que les suivants.

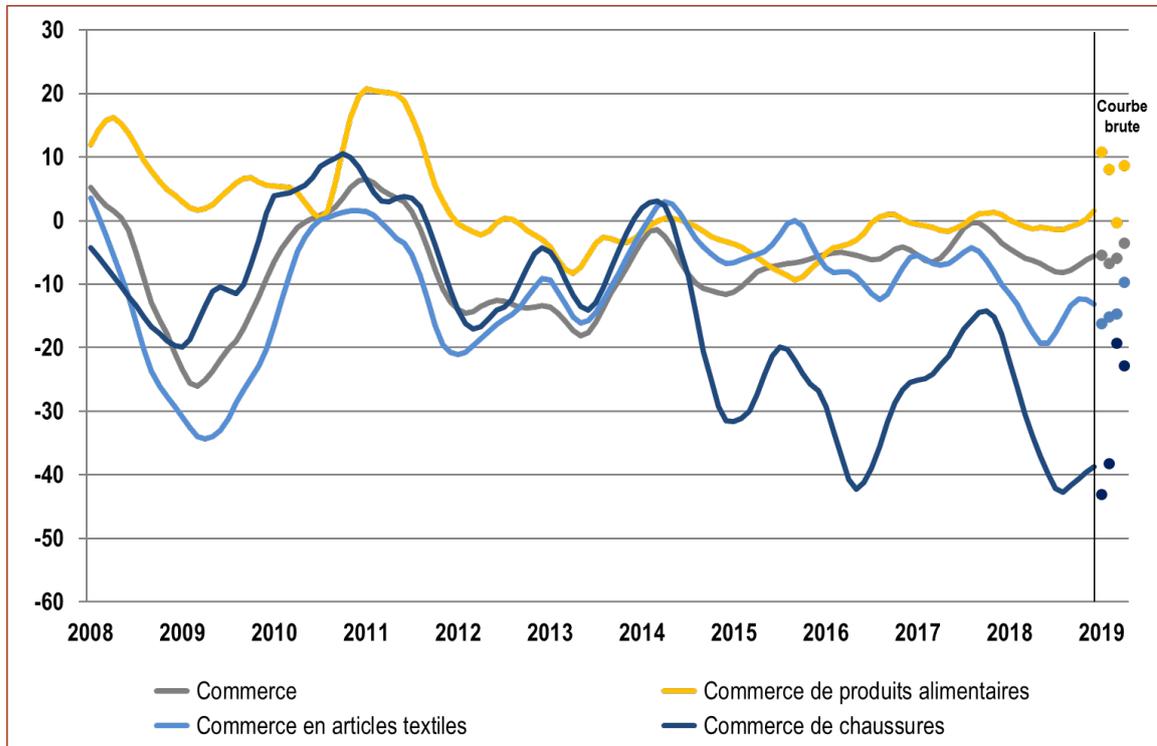
La **courbe de conjoncture relative au commerce** semble corrélée à la courbe globale. Toutefois, depuis 2012, si la corrélation entre les deux courbes semble toujours présente, la courbe de confiance des chefs d'entreprise du commerce s'installe légèrement en dessous de la courbe globale, à deux exceptions près.

Entre mars 2017 et août 2017, la courbe de confiance des chefs d'entreprise du commerce s'est orientée plus fermement à la hausse avant de redescendre par la suite. Le profil annuel de la courbe en forme de « cloche » contraste avec celui observé pour la courbe synthétique globale en forme de « creux ». Le pic de confiance observé en août 2017 dans la courbe de commerce lissée s'explique par les prévisions optimistes des chefs d'entreprise en matière d'emploi. En 2018, les prévisions de commandes ont influencé la courbe, d'abord à la baisse

¹⁶ Données brutes à partir de mars 2019 pour la courbe synthétique globale et à partir de janvier pour la courbe sectorielle.

en se détériorant jusqu'en août 2018, la courbe passant sous sa moyenne de longue période, pour remonter par la suite. Les données brutes de ce début d'année 2019 semblent traduire un regain de confiance de la part des chefs d'entreprise du commerce.

Graphique 2-2. Courbes de conjoncture dans les biens courants de consommation



Source : BNB, enquêtes de conjoncture.

Le graphique 2.2. montre que le climat des affaires, mesuré par la courbe lissée, s'est amélioré dans la seconde partie de l'année 2018 pour le **commerce de biens** pris dans son ensemble. Si le début d'année 2019 a été marqué par une légère détérioration, les données brutes traduisent toutefois une amélioration de la confiance des chefs d'entreprise du commerce.

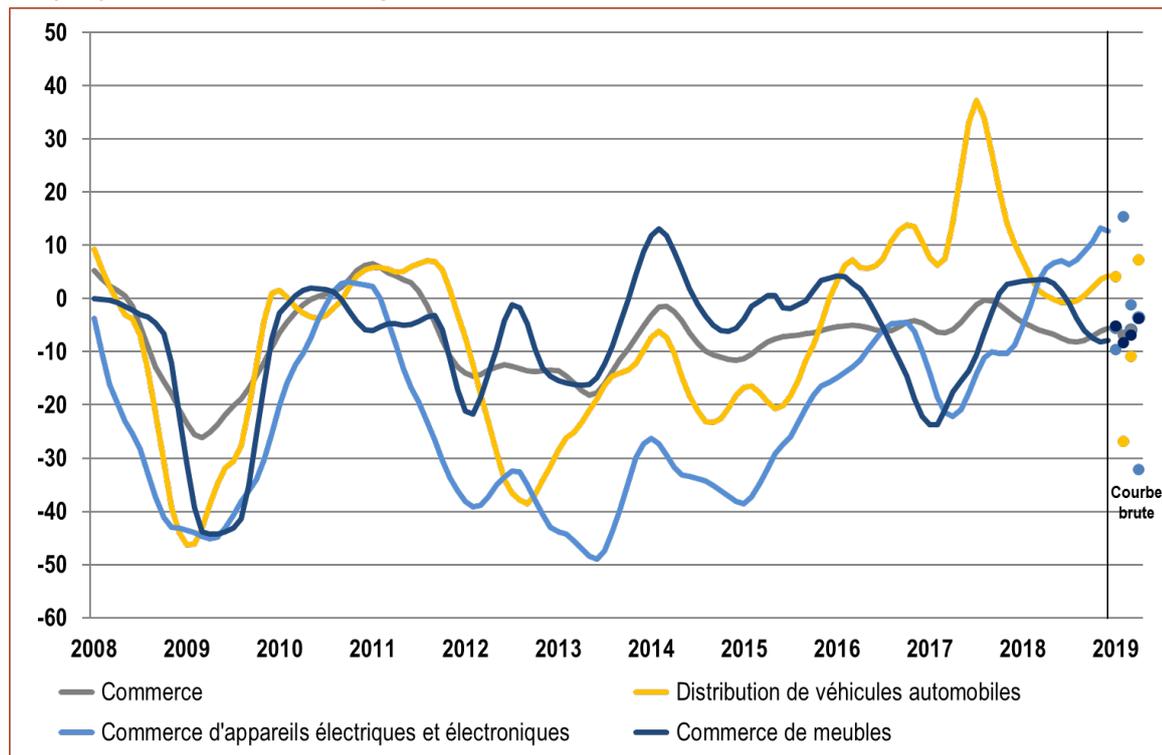
La désagrégation par sous-secteur montre que la détérioration du climat de confiance observée dans le « **commerce en articles textiles** », initiée au second semestre 2017, s'est poursuivie jusqu'en juillet 2018. Le climat des affaires s'est amélioré par la suite.

La confiance dans le « **commerce de produits alimentaires** » est traditionnellement plus stable, ce commerce étant moins affecté par les variations conjoncturelles que celui d'autres types de produits, de par la nature de ces biens (biens de première nécessité), ce qui s'est vérifié une nouvelle fois en 2018. Les premières données brutes de 2019 font preuve toutefois d'une certaine volatilité.

Parmi les sous-secteurs analysés, le « **commerce de chaussures** » est celui qui a affiché la plus grande détérioration de confiance depuis mi-2014. Si un extraordinaire regain d'optimisme avait pu s'observer depuis le niveau plancher du milieu de l'année 2016, celui-ci a pris fin en fin d'année 2017. L'année 2018 se caractérise par une détérioration importante de la confiance des chefs d'entreprise du commerce de chaussures, celle-ci rejoignant même, à l'été 2018, le niveau plancher de 2016. Une légère amélioration est observable depuis août 2018. Il est à noter un certain « décrochage » du climat des affaires pour ce secteur depuis 2014 avec de fortes amplitudes de variations pour cet indicateur.

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

Graphique 2-3. Courbes de conjoncture dans les biens non courants de consommation



Source : BNB, enquêtes de conjoncture.

La confiance des entrepreneurs dans le « **commerce de meubles** » s'est renforcée au cours de l'année 2017 pour se détériorer à partir de mai 2018.

La confiance des chefs d'entreprise dans le secteur du « **commerce d'appareils électriques et électroniques** » s'est raffermie depuis son niveau plancher de 2013 pour atteindre son plus haut niveau en novembre 2018. Selon les données brutes de 2019, la confiance amorce un léger repli en ce début d'année.

Comme c'est le cas dans le commerce d'appareils électriques et électroniques, la confiance des chefs d'entreprise dans la « **distribution de véhicules neufs** » s'est redressée depuis son niveau plancher de 2012 jusqu'en juillet 2017, où elle a atteint un sommet. Elle s'est depuis lors fortement détériorée pour se reprendre quelque peu à partir de juillet 2018. Les données brutes de 2019 montrent une sérieuse baisse de confiance des chefs d'entreprise de ce secteur en mars 2019 mais ce recul n'a été que temporaire.

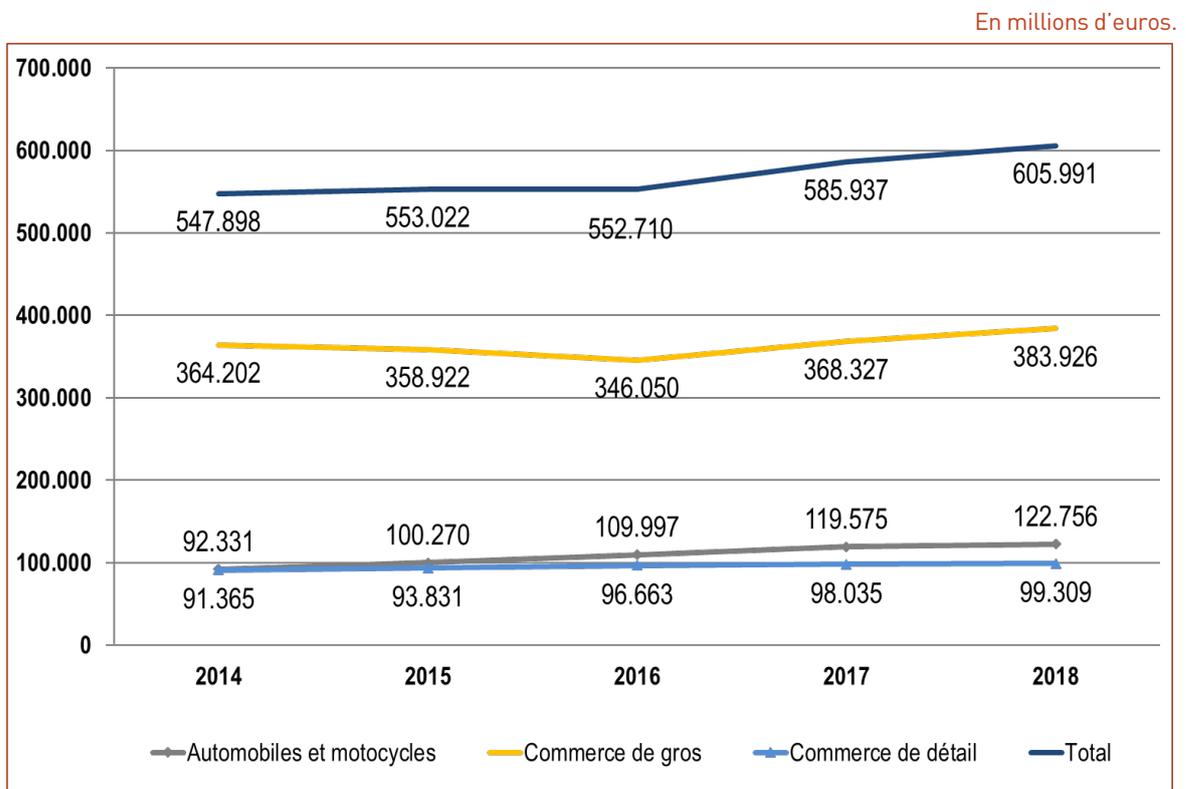
2.2. Chiffre d'affaires selon les données TVA¹⁷

En 2018, le chiffre d'affaires réalisé par l'ensemble des trois secteurs composant le commerce (G45-G47) s'est établi à 606 milliards d'euros, en hausse de 3,4 % par rapport à l'année précédente, contre une progression de 6 % en 2017. Cette décélération du rythme de progression des ventes observée en 2018 s'observe également pour les trois secteurs pris séparément, bien que de manière moindre pour le secteur du commerce de détail (G47).

Par rapport à 2014, le chiffre d'affaires dans le commerce a augmenté de 10,6 % en 2018.

Depuis 2014, le chiffre d'affaires a principalement évolué à la hausse dans le commerce automobile (+33 %) et dans le commerce de détail (+8,7 %). Les ventes dans le commerce de gros ont crû de 5,4 % par rapport à 2014 malgré deux reculs successifs en 2015 et 2016 (sous l'influence de la volatilité des prix des combustibles).

Graphique 2-4. Chiffre d'affaires dans le commerce



Source : Statbel.

¹⁷ Définition Statbel : Le chiffre d'affaires comprend les montants facturés (TVA non comprise) par l'assujetti à la TVA. Ces montants correspondent à la vente sur le marché de biens ou de services fournis à des tiers en Belgique ou à l'étranger. Le chiffre d'affaires inclut également tous les autres coûts (transport, emballage, etc.) facturés au client, même si ceux-ci sont facturés séparément. Les réductions de prix, ristournes et remises, ainsi que la valeur des biens retournés (par notes de crédit) doivent être déduites. Les revenus considérés comme autres revenus opérationnels, les revenus financiers et les revenus extraordinaires dans les comptes de la société sont exclus du chiffre d'affaires.

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

Tableau 2-1. Total du chiffre d'affaires

Montants en millions d'euros et croissance par rapport à l'année précédente en %.

| Code NACE | Chiffre d'affaires | | | | | Variation 2018/2014 | |
|------------------------------|--------------------|---------|---------|---------|---------|------------------------|-------|
| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | | |
| Automobiles et motocycles | 45 | 92.331 | 100.270 | 109.997 | 119.575 | 122.756 | 33,0% |
| T/T-1 | | | 8,6% | 9,7% | 8,7% | 2,7% | |
| Commerce de gros | 46 | 364.202 | 358.922 | 346.050 | 368.327 | 383.926 | 5,4% |
| T/T-1 | | | -1,4% | -3,6% | 6,4% | 4,2% | |
| Commerce de détail | 47 | 91.365 | 93.831 | 96.663 | 98.035 | 99.309 | 8,7% |
| T/T-1 | | | 2,7% | 3,0% | 1,4% | 1,3% | |
| Total | 45-47 | 547.898 | 553.022 | 552.710 | 585.937 | 605.991 | 10,6% |
| T/T-1 | | | 0,9% | -0,1% | 6,0% | 3,4% | |

Source : Statbel.

Commerce et réparation de véhicules automobiles et de motocycles (G45)

Le rythme de croissance du chiffre d'affaires dans le secteur G45 « **commerce et réparation de véhicules automobiles et de motocycles** » a décéléré en 2018, revenant de 8,7 % de hausse en 2017 à +2,7 % en 2018 et générant ainsi un total de 122,8 milliards d'euros. Si le chiffre d'affaires a progressé de façon continue sur la période d'observation, la hausse a toutefois été la moins rapide. Deux sous-secteurs composent principalement cette branche d'activité. Ainsi, le sous-secteur 45.1 « **commerce de véhicules automobiles** », le plus influent en termes de poids, a réalisé une hausse de son chiffre d'affaires de 3,4 % en 2018, contre 10,4 % en 2017, soit une décélération sensible du rythme de croissance annuel. Le sous-secteur 45.3 « **commerce d'équipements de véhicules automobiles** » a connu une stabilisation des ventes après trois années consécutives de hausse (+3,2 % en 2017). De moindre importance, le sous-secteur 45.2 « **entretien et réparation de véhicules automobiles** » a enregistré une très légère hausse de ses ventes en 2018 (+0,2 %, contre +6,3 % en 2017). Le plus petit sous-secteur en termes de chiffre d'affaires, le 45.4 « **commerce et la réparation de motocycles** » a vu ses ventes progresser de 10,5 % en 2018, après avoir connu un recul de 1,1 % en 2017. Les quatre sous-secteurs qui composent le secteur « commerce et réparation de véhicules automobiles et de motocycles » (G45) enregistrent donc une progression de leurs ventes en 2018 par rapport à 2017, ce qui illustre une conjoncture toujours favorable pour le secteur.

Commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles (G46)

Le secteur G46 « **commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles** » (appelé plus communément « commerce de gros ») a progressé de 4,2 % en 2018, soit à un rythme moins rapide que l'année précédente (+6,4 %). Ce secteur est dominé par trois sous-secteurs qui, par ordre d'importance, sont le commerce de biens spécialisés (46.7) tels que les carburants et les produits chimiques, le commerce de biens domestiques (46.4) et le commerce de produits alimentaires (46.3). Le chiffre d'affaires du secteur G46 s'est établi à 383,9 milliards d'euros, notamment sous l'impulsion du premier sous-secteur le plus important. En effet, dans le sous-secteur 46.7 « **autres commerces de gros spécialisés** », les ventes ont progressé de 7,1 % après 11,6 % en 2017. Cette hausse s'explique notamment par le niveau des prix des carburants, la catégorie 46.71 « **combustibles** » ayant vu son chiffre d'affaires progresser de 20,6 % en 2018.

Le deuxième sous-secteur par ordre d'importance, le 46.4 « **commerce de gros de biens domestiques** » a enregistré une légère hausse de son chiffre d'affaires en 2018 (+0,8 %) après

deux années consécutives de baisse. A l'intérieur de ce sous-secteur, c'est la catégorie 46.46 « **commerce de gros de produits pharmaceutiques** » qui explique la tendance légèrement haussière puisqu'elle a vu ses ventes augmenter de 640 millions d'euros en 2018 (+1,5 %). Cette catégorie est de loin la plus importante dans le sous-secteur et affiche traditionnellement un profil dynamique qui s'est interrompu brutalement en 2016. Quant à la deuxième catégorie en termes de poids dans ce sous-secteur, à savoir la 46.49 « **commerce de gros d'autres biens domestiques** », ses ventes sont restées dynamiques progressant de 2,1 % en 2018, après 6,7 % en 2017. A l'instar de la sous-catégorie précédente, les ventes dans la catégorie 46.42 « **commerce de gros d'habillement et de chaussures** », troisième par ordre d'importance, sont toujours en hausse en 2018, progressant de 3,9 %, après 6 % de hausse en 2017. Par ailleurs, le chiffre d'affaires du 46.41 « **commerce de gros de textiles** » est reparti timidement à la hausse (+0,3 %) après 5 années de baisses consécutives.

Dans le troisième sous-secteur par ordre d'importance, à savoir le 46.3 « **commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac** », la croissance du chiffre d'affaires a été moins soutenue en 2018 qu'en 2017 (+1,5 % contre +4,7 % en 2017). La catégorie dominante¹⁸, le 46.31 « **commerce de gros de fruits et de légumes** », a vu son chiffre d'affaires légèrement reculer en 2018 (-1,5 %, contre +3,9 % en 2017) tandis que la dynamique des ventes de la catégorie 46.36 « **commerce de gros de sucre, de chocolat et de confiserie** » s'est fortement amoindrie. Ainsi après trois années de progression à deux chiffres, le chiffre d'affaires de la catégorie 46.36 n'a progressé que de 5,4 % en 2018. Le chiffre d'affaires de la catégorie 46.35 « **commerce de gros de produits à base de tabac** » poursuit sa tendance baissière initiée en 2016, reculant de 10,6 % en 2018 (après -7,4 % en 2017). La catégorie 46.32 « **commerce de gros de viandes et de produits à base de viande** » a enregistré un recul de 5 % de ses ventes en 2018, après avoir progressé de 4,6 % en 2017. Après une nette accélération en 2017, les ventes se sont presque stabilisées en 2018 dans la catégorie 46.33 « **commerce de gros de produits laitiers, œufs, huiles et matières grasses comestibles** » (+0,7 % en 2018 après 31,7 % en 2017). Parmi toutes les catégories, exception faite de la 46.39, la hausse la plus importante a été actée dans la catégorie 46.34 « **commerce de gros de boissons** » (+11,4 %).

Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (G47)

Le rythme de croissance annuel du chiffre d'affaires du secteur G47 « **commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles** » (appelé plus communément « commerce de détail ») a une nouvelle fois progressé en 2018 (+1,3 %), soit du même ordre qu'en 2017 (+1,4 %), portant les ventes à un montant total de 99,3 milliards d'euros.

Le chiffre d'affaires du sous-secteur dominant, le 47.1 « **commerce de détail en magasin non spécialisé** », a progressé au fil des ans sur la période 2014-2018 pour atteindre 46 milliards en 2018. Toutefois le rythme de croissance a ralenti ces deux dernières années, passant de 7,9 % en 2016 à 2,5 % en 2017 jusqu'à 1,4 % en 2018. Le chiffre d'affaires de ce sous-secteur, comptant pour près de 46,3 % du chiffre d'affaires total du commerce détail (G47), explique une bonne partie des performances de celui-ci en termes de chiffre d'affaires et masque donc les résultats contrastés observés dans ses autres sous-secteurs. La catégorie 47.11 « **commerce de détail en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire** », constituée des supérettes et des supermarchés, compose principalement ce sous-secteur. Depuis 2014, le chiffre d'affaires de cette dernière (47.11) a progressé de 18,5 %.

¹⁸ Hormis la catégorie 46.39 des « autres produits d'alimentation » trop hétérogène.

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

Le deuxième sous-secteur en termes de poids (en fonction du chiffre d'affaires mais aussi de l'emploi), le 47.7 « **autres commerces de détail en magasin spécialisé** » a connu une progression de 1,5 % de son chiffre d'affaires en 2018 après une année de stagnation en 2017. Dans ce sous-secteur, les indépendants et PME sont fortement présents (93 % des entreprises y ont moins de 5 travailleurs). Les ventes dans la catégorie dominante, à savoir l'**habillement** (47.71), se sont quasi stabilisées en 2018 (+0,1 % contre +1,3 % en 2017), tandis que celles dans la deuxième catégorie, par ordre d'importance, les **produits pharmaceutiques** (47.73), sont reparties à la hausse en 2018 (+2,4 %) après un recul de 0,3 % en 2017. Il en est de même pour le chiffre d'affaires des **articles médicaux et orthopédiques** (47.74) (+4,3 % en 2018 contre -9,5 % en 2017). Les ventes des **produits de beauté et parfums** (47.75) se montrent très dynamiques, progressant de 7 % en 2018, soit du même ordre qu'en 2016 (+7,4 %), tout comme celles des **fleurs, plantes, graines et produits pour animaux** (47.76) qui ont connu une hausse de 10 % en 2018 (contre 2,9 % en 2017). Les ventes de **chaussures** (47.72) se sont réduites pour la troisième année consécutive en 2018 (-3,9 % après -1,6 % en 2017). Quant aux articles de **bijouteries et d'horlogeries** (47.77), ils se vendent moins bien d'années en années avec un recul du chiffre d'affaires de 3,6 % en 2018, soit le quatrième recul consécutif.

Le troisième sous-secteur le plus important, le 47.5 « **commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé** », a enregistré une légère hausse de son chiffre d'affaires en 2018 (+1 %). Le chiffre d'affaires du commerce de **produits spécialisés dans l'intérieur de maison** (catégories 47.51 + 47.53 + 47.59) a reculé une nouvelle fois en 2018, à l'exception de la catégorie 47.59 qui affichait non pas un recul mais une stabilisation de son chiffre d'affaires en 2017. Le succès combiné à la stratégie expansionniste de la chaîne de hard discount **Action** semble affecter les concurrents. Cette chaîne se situe toutefois dans un autre code NACE, le 47.19, qui affiche par ailleurs un profil assez dynamique depuis quelques années. Toujours dans le sous-secteur 47.5, le commerce de détail de **quincaillerie, de peintures et de verres** (47.52) a poursuivi le redressement de ses ventes initié en 2016 après deux années de baisses successives, celles-ci progressant de 1,4 % en 2018, soit du même ordre qu'en 2017 (+1,5 %). La catégorie 47.54 « **commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé** » a vu son chiffre d'affaires repartir à la hausse en 2018 (+5,8 % après une baisse de 1,4 % en 2017).

Le sous-secteur 47.2 « **commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé** » a vu ses ventes progresser de 1,8 % en 2018, après une baisse de 2,4 % en 2017. Pour la première fois depuis 2012, les ventes dans le sous-secteur 47.2 « **commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé** » ont été plus dynamiques que celles du commerce de détail en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire (le 47.11). Le rapport entre le chiffre d'affaires en 2018 du 47.2 et du 47.11 est de 11,8 % (contre 13,6 % en 2014), ce qui se traduit par un léger **gain de parts de marché des magasins spécialisés par rapport aux grandes chaînes de la distribution et des superettes** et qui pourrait s'expliquer par un changement dans le comportement des consommateurs (à nuancer toutefois par des effets prix éventuels). Le **commerce des fruits et légumes** (47.21) a enregistré une nouvelle baisse de ses ventes en 2018 (-2,3 % après un recul de 5,9 % en 2017), confirmant la tendance baissière des ventes observée dans cette catégorie depuis plusieurs années. Toutefois, les ventes ont progressé de 2,4 % en 2018 dans la catégorie 47.22 « **commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé** » (contre +0,7 % en 2017), cette augmentation pourrait résulter des scandales alimentaires qui ont touché la filière industrielle et qui incitent les consommateurs à s'orienter vers des producteurs et distributeurs locaux. Les ventes de **poissons** (47.23) sont reparties à la hausse en 2018 (+3,7 %) après un recul de 4,9 % en 2017. La tendance haussière du chiffre d'affaires de la catégorie **boulangeries-pâtisseries** (47.24) s'est poursuivie en 2018

avec une nette accélération de celui-ci (+6,7 %). Les revenus tirés de la vente se sont réduits une nouvelle fois dans la catégorie 47.25 « **commerce de détail de boissons en magasin spécialisé** » mais de manière moins marquée en 2018 (-2,4 %) qu'en 2017 (-14,8 %). L'augmentation des accises sur les boissons alcoolisées en novembre 2015 combinée à des éco-taxes semblent avoir poussé les consommateurs à s'approvisionner dans les pays voisins. Depuis presque 10 ans, les ventes ont progressé chaque année dans le **commerce de tabac** (47.26) et ont atteint une hausse de 4,2 % en 2018 à un an d'écart.

Le sous-secteur 47.4 « **commerce de détail d'équipement de l'information et de la communication en magasin spécialisé** » voit son chiffre d'affaires progresser de 2,8 % après un recul de 2,8 % en 2017. Malgré cette évolution positive en 2018, le secteur enregistre toutefois un recul de son chiffre d'affaires de 14,7 % par rapport à 2014.

Le recul du chiffre d'affaires se poursuit dans le sous-secteur 47.6 « **commerce de détail de biens culturels et de loisirs en magasin spécialisé** » avec une septième année de baisse consécutive (-1,2 % après -3,1 % en 2017). A l'exception des **disquaires** (47.63) et des **articles de sport** (47.64) pour qui le chiffre d'affaires a augmenté de respectivement 4,2 % et 0,2 % en 2018 (contre +12,8 % et -1,1 % en 2017), les autres catégories ont enregistré une diminution du chiffre d'affaires en 2018 tout comme en 2017. En effet, une légère baisse du chiffre d'affaires a été observée tant du côté des **magasins de livres** (47.61) (-0,6 %) que des **librairies** (47.62) (-0,3 %). La baisse la plus importante a été observée dans les **magasins de jouets** (47.65) dont les ventes ont reculé de 5,9 % en 2018. Cette catégorie de produits semble être affectée par la concurrence de l'e-commerce.

Le sous-secteur 47.8 « **commerce de détail sur éventaires et marché** » affiche une timide progression des ventes en 2018 (+1 % après +0,6 % en 2017) portant la hausse depuis 2014 à 8,1 %. Toutefois, malgré un chiffre d'affaires dépassant pour la première fois les 500 millions d'euros, le poids relatif de ce sous-secteur dans l'ensemble du chiffre d'affaires du commerce de détail reste marginal (2 %).

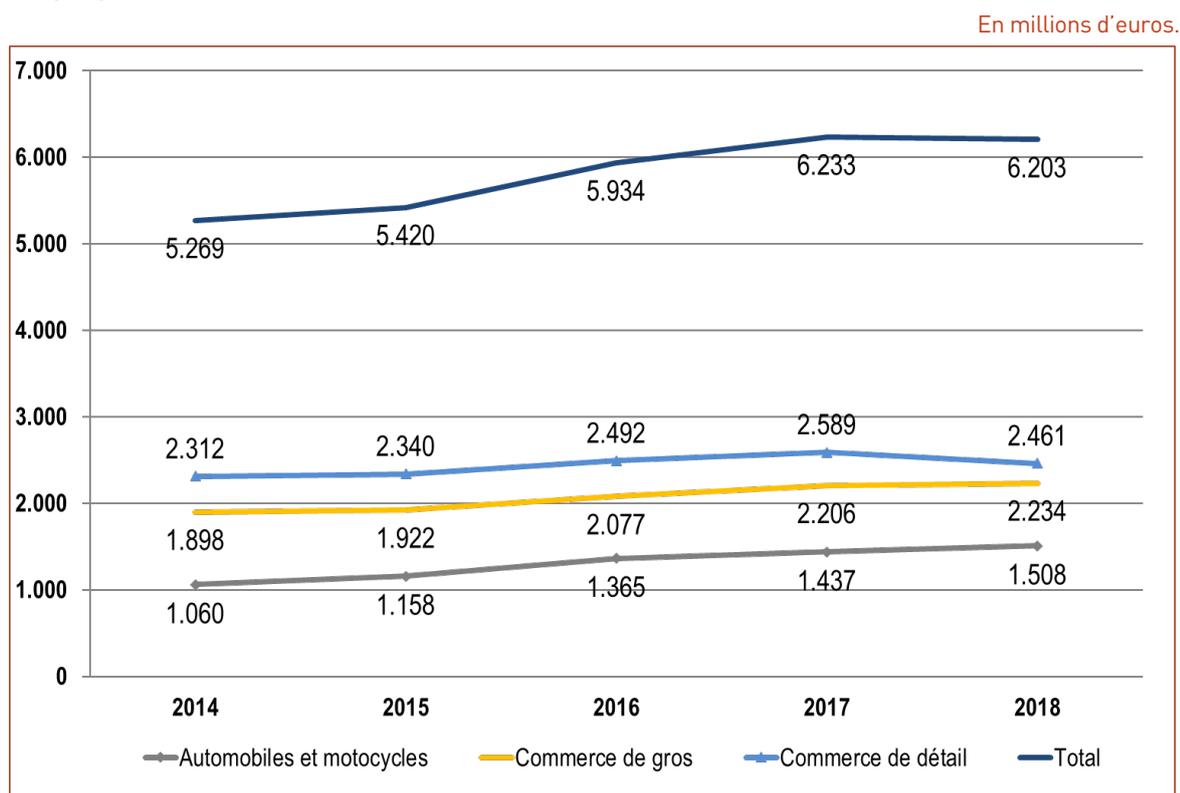
Dans le sous-secteur 47.9 « **commerce de détail hors magasin, éventaires ou marchés** », les ventes sont restées dynamiques en 2018 (+18,6 % après +19 % en 2017). Au gré des années, la catégorie dominante, la 47.91 « **vente à distance** », continue d'enregistrer des évolutions remarquables de son chiffre d'affaires. En effet, avec 21,4 % de hausse en 2018 (après 25,0 % en 2017), la progression mesurée depuis 2014 s'élève à 154,9 %. Dans cette catégorie se trouvent les magasins en ligne « pure players » qui ne disposent pas d'enseigne physique et qui vendent par catalogue ou par e-commerce sans distinction du type de marchandises ou de services vendus. Il convient de préciser que le développement du commerce électronique des grandes enseignes de la distribution et des petits commerçants n'est pas traduit dans ce code NACE. En effet, le chiffre d'affaires généré par les ventes en ligne des magasins spécialisés ou non, qui disposent également de magasins physiques (par exemple Vanden Borre) est intégré dans le code NACE principal de l'enseigne. Le sous-secteur 47.91 « **vente à distance** » est donc représenté par des entreprises actives dans la **vente par correspondance uniquement** (on y trouve tous types de marchandises, des médicaments mais également des ventes de tickets pour concerts et spectacles).

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

2.3. Investissements selon les données TVA¹⁹

En 2018, les investissements²⁰ dans l'ensemble du secteur du commerce (G45-G47) ont reculé de 0,5 % à un an d'écart mais restent au-dessus des six milliards d'euros de dépenses. Ce léger retrait stoppe le mouvement haussier enregistré sur la période d'observation. Depuis 2014, les investissements ont progressé de 42,3 % dans la vente et la réparation de véhicules (G45), de 17,7 % dans le commerce de gros (G46) et de 6,5 % dans le commerce de détail (G47).

Graphique 2-5. Investissements dans le commerce



Source : Statbel.

¹⁹ Définition Statbel : Les investissements sont les coûts réalisés par l'assujetti à la TVA pour l'acquisition de biens et de services qui composent son actif : frais d'établissement, actifs immatériels, terrains et bâtiments, installations, machines et outillage, meubles et matériel roulant, actifs fixes en location-achat et autres actifs fixes. Les acquisitions d'autres biens et achats d'études (ex. honoraires d'un architecte) ainsi que les salaires et charges sociales ne sont pas considérés comme des investissements (ex. personnel de l'entreprise construisant ou transformant un bâtiment pour le compte de l'entreprise).

²⁰ Les statistiques des dépenses en matière d'investissements ne sont pas cycliques et peuvent capter des investissements importants et ponctuels engendrant de facto des effets de base à la baisse l'année suivante.

Tableau 2-2. Total des investissements dans le commerce

Montants en millions d'euros et croissance par rapport à l'année précédente, variation en %.

| | Code NACE | Investissements | | | | | Variation 2018/2014 |
|------------------------------|--------------|-----------------|-------|-------|-------|-------|------------------------|
| | | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | |
| Automobiles et motocycles | 45 | 1.060 | 1.158 | 1.365 | 1.437 | 1.508 | 42,3% |
| T/T-1 | | | 9,3% | 17,8% | 5,3% | 5,0% | |
| Commerce de gros | 46 | 1.898 | 1.922 | 2.077 | 2.206 | 2.234 | 17,7% |
| T/T-1 | | | 1,3% | 8,1% | 6,2% | 1,2% | |
| Commerce de détail | 47 | 2.312 | 2.340 | 2.492 | 2.589 | 2.461 | 6,5% |
| T/T-1 | | | 1,2% | 6,5% | 3,9% | -4,9% | |
| Total | 45-47 | 5.269 | 5.420 | 5.934 | 6.233 | 6.203 | 17,7% |
| T/T-1 | | | 2,9% | 9,5% | 5,0% | -0,5% | |

Source : Statbel.

Commerce et réparation de véhicules automobiles et de motocycles (G45)

Les investissements dans le secteur « commerce et réparation de véhicules automobiles et de motocycles » continuent d'être dynamiques. Le rythme de croissance des investissements a toutefois légèrement fléchi pour atteindre 5 % en 2018, contre 5,3 % en 2017. Les investissements ont progressé dans les sous-secteurs 45.1 « **commerce de véhicules automobiles** » (+8,5 %) et 45.4 « **commerce et réparation de motocycles** » (+13,7 %) mais ont reculé dans les sous-secteurs 45.2 « **entretien et réparation de véhicules automobiles** » (-4,2 %) et 45.3 « **commerce d'équipements de véhicules automobiles** » (-10,4 %).

Commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles (G46)

Pour la quatrième année consécutive, le commerce de gros a augmenté ses investissements en 2018 (+1,2 %, après +6,2 % en 2017).

Après le ralentissement des dépenses d'investissements dans le sous-secteur 46.1 « **intermédiaires du commerce de gros** » en 2017 (+1 %), elles se sont contractées en 2018 (-10,9 %). Le niveau d'investissement reste toutefois élevé.

Le sous-secteur 46.2 « **commerce de gros de produits agricoles bruts et d'animaux vivants** » a connu une augmentation de 9,8 % de ses investissements en 2018 après un léger repli de 4,5 % observé en 2017, sous l'effet de la catégorie la plus importante, à savoir la 46.21 « **commerce de gros de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail** », qui a vu ses investissements augmenter de 16,1 % en 2018.

Les investissements ont progressé de 25,6 % en 2018 dans le sous-secteur 46.3 « **commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac** », après une hausse de 3,3 % en 2017. A l'exception du commerce de gros de tabac (46.35) qui voit ses investissements reculer et du commerce de gros de la viande et des boissons (46.32) dont les dépenses d'investissements ne progressent que très légèrement, les investissements dans les autres catégories de produits alimentaires ont été particulièrement dynamiques en 2018. Après plusieurs années de recul dans la catégorie la plus importante de ce sous-secteur, à savoir celle des **fruits et légumes** (46.31), les investissements sont repartis à la hausse en 2018 (+13,1 %). Les deux catégories les plus remarquables sont le « **commerce de gros de produits laitiers, œufs, huile et matières grasses** » (46.33) et le « **commerce de gros et de café, thé, cacao et épices** » (46.37) qui progressent de respectivement +122,6 % et +118,8 % sur un an et ont ainsi atteint un plus haut sur les 10 dernières années.

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

Les dépenses en matière d'actifs dans le sous-secteur 46.4 « **commerce de gros de biens domestiques** » ont reculé de 7,5 % en 2018 après avoir progressé de 8,8 % en 2017, notamment en raison de d'une diminution des investissements dans la catégorie 46.45 « **commerce de gros de parfumerie et de produits de beauté** » (-25,9 %) qui avait procédé à des dépenses d'investissements importantes en 2017 (+82,6 %). La catégorie « **commerce de gros de mobilier domestique, de tapis et d'appareils d'éclairage** » (46.47) continue d'accroître ses investissements en 2018 (+8,7 %), soit du même ordre qu'en 2017 (+8,7 %) tandis que le **commerce de gros d'habillement et de chaussures** (46.42) les a réduits (-29,6 %), il s'agit du niveau le plus bas atteint depuis 2012. A l'exception des investissements dans les articles d'**horlogerie et de bijouterie** (46.48) qui ont légèrement fléchi (-0,9 %) en 2018, les investissements dans les autres catégories de produits ont été particulièrement dynamiques, progressant dans les appareils **électroménagers** (46.43) de 33,9 %, dans la vaisselle (46.44) de 31,7 % et dans les **textiles** (46.41) de 15,4 %. La catégorie 46.46 « **commerce de gros de produits pharmaceutiques** », qui est importante en termes de niveau d'investissement, a augmenté ses investissements de 12,9 % en 2018, mettant fin à 5 années de baisses successives.

Le sous-secteur 46.5 « **commerce de gros d'équipement de l'information et de la communication** » affiche traditionnellement de fortes variations annuelles dans le rythme de progression de ses investissements. Après une hausse de 50,8 % en 2017 (la deuxième hausse consécutive), le niveau de ceux-ci s'est réduit de 32,8 % en 2018.

Le sous-secteur 46.6 « **commerce de gros d'autres équipements industriels** » a enregistré une baisse de ses investissements en 2018 de 10,4 % après avoir progressé de 27,3 % en 2017.

En 2017, les investissements dans le sous-secteur 46.7 « **autres commerces de gros spécialisés** » ont crû de 4 % en 2018, après un recul de 3,5 % en 2017. A l'exception du commerce de gros des produits chimiques et des combustibles (46.71 et 46.75), toutes les autres catégories ont connu une hausse de leurs investissements en 2018. Les investissements continuent de croître au fil des ans dans la catégorie la plus importante en termes de poids, la 46.73 « **commerce de gros de bois, de matériaux de construction et d'appareils sanitaires** » (+4,8 % en 2018) pour atteindre le plus haut niveau sur les dix dernières années. Le « **commerce de gros de quincaillerie et fournitures pour plomberie et chauffage** » a également crû en 2018 (+43,8 %) pour atteindre un plus haut sur la période d'observation.

Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (G47)

Les investissements ont reculé pour la première fois depuis 2013 (-4,9 % en 2018) dans le secteur du commerce de détail (G47), reflétant ainsi une diminution des dépenses effectuées dans le sous-secteur le plus influent, le 47.1 « **commerce de détail en magasin non spécialisé** » (-7,3 %). Le niveau des investissements reste toutefois élevé puisqu'il s'agit du second plus haut depuis 2010. Plus spécifiquement, c'est la catégorie prépondérante 47.11 « **commerce de détail en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire** », soit les supérettes, les supermarchés et assimilés, qui explique principalement ce recul²¹.

Le deuxième sous-secteur par ordre d'importance, le 47.7 « **autres commerces de détail en magasin spécialisé** » a également enregistré une diminution de ses investissements en 2018

²¹ Il convient de préciser que les investissements réalisés par exemple par le groupe Colruyt classé dans le code NACE 47.11 concernent tant les magasins Colruyt que les autres chaînes détenues par le groupe (Dreamland, par exemple) ou encore les activités annexes (notamment, en commerce de gros et en énergie) et qu'il est difficile d'isoler les activités d'un groupe pour les affecter à un code NACE.

(-5,6 %). Les baisses les plus sensibles ont été observées dans les catégories 47.77 de l'**horlogerie** (-49,8 % après une forte hausse en 2017 de 35,4 %), 47.72 des **chaussures** (-22,9 %), 47.79 des **biens d'occasion en magasin** (-19,3 %), 47.71 de l'**habillement** (-10,4 %) et 47.74 des **articles médicaux et orthopédiques** (-9,5 %). Les investissements ont progressé de 0,9 % dans les **parfums** (47.75), de 5,2 % dans les **produits pharmaceutiques** (47.73) et de 17 % dans les **fleurs et plantes** (47.76).

Les investissements du sous-secteur 47.2 « **commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé** » ont fléchi (-2,4 %) pour la seconde année consécutive. Seules trois catégories tirent leur épingle du jeu, à savoir le commerce de **viande** (47.22), les **boulangeries et pâtisseries** (47.24) et les **autres commerces** (47.29) en enregistrant une progression de leurs investissements en 2018 par rapport à 2017 de respectivement 0,1 %, 3,1 % et 4 %. Les investissements ont reculé de 5,5 % dans les commerces de **fruits** (47.21), de 17,7 % dans les **poissons et crustacés** (47.23), de 14,4 % dans les **boissons** (47.25) (soit le troisième recul successif) et de 26 % dans les commerces de **tabac** (47.26).

Les investissements dans le sous-secteur 47.3 « **commerce de détail de carburants en magasin spécialisé** » ont crû de 15,1 % en 2018 par rapport à l'année précédente pour atteindre un plus haut sur la période 2014-2018.

Les investissements ont reculé une nouvelle fois dans le sous-secteur 47.4 « **commerce de détail d'équipements de l'information et de la communication en magasin spécialisé** » (-13,1 % en 2018 après -15,1 % en 2017).

En reculant de 1,8 %, le sous-secteur 47.5 « **commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé** » a atteint son plus bas niveau d'investissement sur la période d'observation et même depuis 2008. Seule la catégorie de la **quincaillerie, de peintures et de verres** (47.52) affiche une progression (+28,4 %) alors que les autres catégories voient leurs investissements reculer nettement. Ainsi, les investissements dans les **meubles, appareils d'éclairage et autres articles de ménage** (47.59) se sont réduits de 10,2 %, ils ont diminué de 24,1 % dans les **tapis et moquettes**, de 26,7 % dans le **commerce d'électroménager** (47.54) et de 28,6 % dans le commerce de détail de textiles (47.51).

Le sous-secteur 47.6 « **commerce de détail de biens culturels et de loisirs en magasin spécialisé** » a intensifié ses investissements en 2018 (+7,1 %) après un recul de 1,1 % en 2017. Parmi les catégories, seuls les commerces de **journaux et papeterie** (47.62) ont enregistré un léger recul des dépenses d'investissements (-1,6 %). Toutes les autres catégories ont investi davantage en 2018 qu'en 2017. Ainsi, les investissements ont crû de 1,5 % dans les **commerces de livres en magasin spécialisé** (47.61), de 116,5 % dans le **commerce d'enregistrement musicaux et vidéo** (47.63), de 10,9 % dans le **commerce de détail de sport** (47.64) et de 29,8 % dans les **magasins de jeux et de jouets** (47.65).

Les investissements dans le sous-secteur 47.8 « **commerce de détail sur éventaires et marchés** » ont progressé de 14,3 % en 2018 principalement sous l'impulsion de la catégorie 47.81 « **commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés** ».

Le sous-secteur 47.9 « **commerce de détail hors magasin, éventaires ou marchés** » a accru ses dépenses d'investissement de 3,7 % en 2018 par rapport à 2017, contre 6,6 % un an auparavant. La catégorie des « **pure players** » en matière de **vente à distance** (47.91), a accru une nouvelle fois ses dépenses d'investissement en 2018 (+10 %) mais de manière moins marquée

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

qu'en 2017 (+39,2 %). Par sa nature et l'absence de magasins physiques, le niveau des investissements reste faible. Les investissements ont toutefois atteint un plus haut niveau sur la période d'analyse dans cette catégorie.

2.4. Emploi

Sur la période 2013-2017, le nombre de postes de travail²² dans l'ensemble du secteur du commerce (G45-G47) a augmenté de 1,9 %, passant de 489.082 à 498.445 emplois directs, plaçant l'année 2017 au top en termes d'emplois depuis 2013 (voire depuis 2008). Cette tendance haussière s'est confirmée **au cours des neuf premiers mois de 2018**. En effet, sur cette période, le secteur du commerce (G45-G47), qui comptait une moyenne de 500.679 emplois directs, a dépassé le pic de 2017 en progressant de 0,6 % par rapport aux neuf premiers mois de 2017.

Ce relèvement du nombre de postes de travail **sur les neuf premiers mois de 2018** résulte de l'évolution dans les trois secteurs le composant, bien que dans des proportions différentes. Le secteur G47 « **commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles** » a connu une hausse de 0,5 % par rapport à la période correspondante de 2017 et a contribué à 44,6 % de l'augmentation totale de l'emploi dans le commerce (G45-G47). Le secteur G45 « **commerce et réparation de véhicules automobiles et de motocycles** » a connu une progression de 2,1 % par rapport à la période correspondante de 2017 et a contribué à 37,6 % de l'augmentation totale de l'emploi dans le commerce (G45-G47), alors que le secteur G46 « **commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles** » a enregistré une amélioration de 0,3 % à un an d'écart et a contribué à 17,9 % de la hausse totale de l'emploi dans le commerce (G45-G47).

Dans les chapitres suivants, nous prendrons en compte, pour l'évolution à un an d'écart, les données les plus récentes, à savoir les neuf premiers mois de 2018 si disponibles, sinon l'année 2017.

²² Il s'agit des données centralisées de l'ONSS. La statistique des postes de travail occupés à la fin d'un trimestre consiste à dénombrer le nombre de travailleurs occupés par chaque employeur à la fin d'un trimestre. Les travailleurs qui, à la fin d'un trimestre, sont occupés par plus d'un employeur, sont comptabilisés plusieurs fois. La différence entre le nombre de postes de travail et le nombre de travailleurs occupés est exclusivement due à ces travailleurs à occupations multiples.

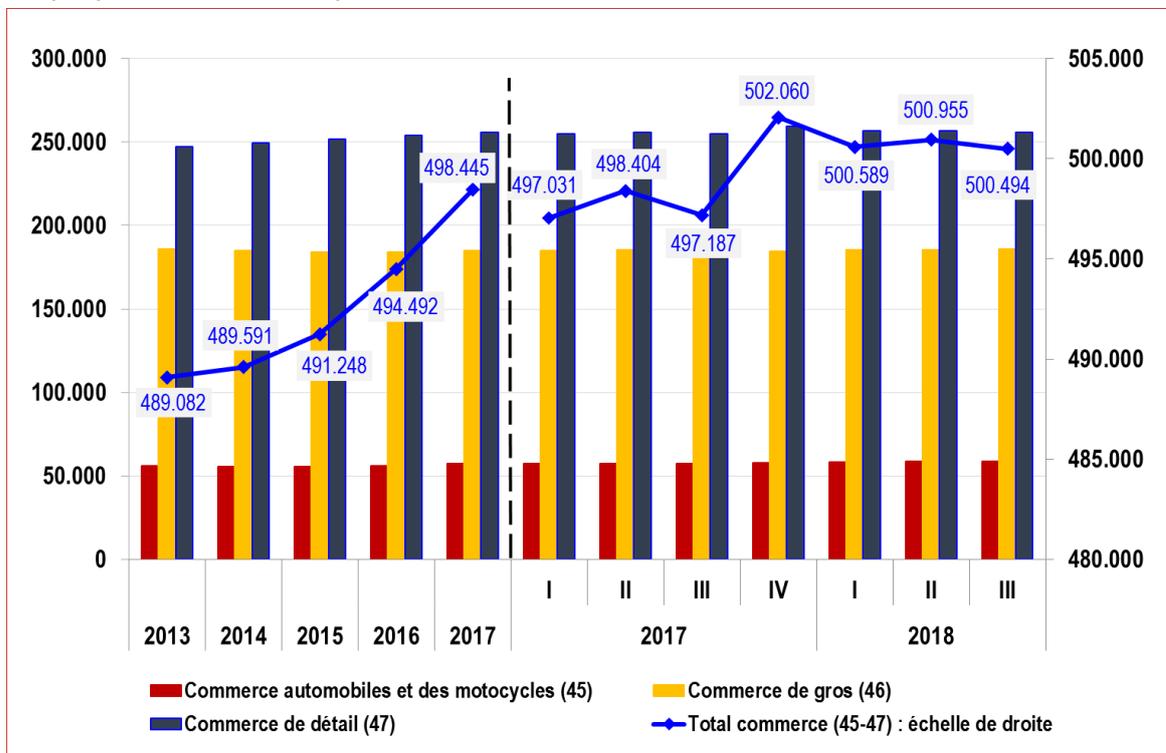
Les travailleurs qui remplissent simultanément plusieurs fonctions auprès d'un même employeur (soit sous plusieurs statuts, soit sous plusieurs contrats) n'occupent qu'un seul poste de travail. Seules les caractéristiques de la prestation principale sont retenues. Celle-ci sera sélectionnée de façon analogue à la prestation principale du travailleur occupé. Ce cas se rencontre le plus fréquemment dans le secteur de l'enseignement.

Tableau 2-3. Nombre de postes de travail dans le commerce (G45-G47)

Le pourcentage indiqué fournit l'évolution par rapport à l'année précédente.

| | Code NACE | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2017/2013 | M9-2017 | M9-2018 | Part en M9-2018 |
|--|-----------|---------|---------|---------|---------|---------|-----------|---------|---------|-----------------|
| Commerce automobiles et des motocycles | 45 | 55.911 | 55.416 | 55.408 | 56.193 | 57.538 | 2,9% | 57.437 | 58.618 | 11,7% |
| T/T-1 | | -1,9% | -0,9% | 0,0% | 1,4% | 2,4% | | | 2,1% | |
| Commerce de gros | 46 | 186.013 | 184.819 | 184.055 | 184.269 | 184.909 | -0,6% | 184.995 | 185.556 | 37,1% |
| T/T-1 | | -0,8% | -0,6% | -0,4% | 0,1% | 0,3% | | | 0,3% | |
| Commerce de détail | 47 | 247.158 | 249.357 | 251.784 | 254.031 | 255.998 | 3,6% | 255.108 | 256.506 | 51,2% |
| T/T-1 | | -0,3% | 0,9% | 1,0% | 0,9% | 0,8% | | | 0,5% | |
| Total commerce | 45-47 | 489.082 | 489.591 | 491.248 | 494.492 | 498.445 | 1,9% | 497.541 | 500.679 | 100,0% |
| T/T-1 | | 0,0% | 0,1% | 0,3% | 0,7% | 0,8% | | | 0,6% | |

Source : Statistiques centralisées de l'ONSS, en postes de travail.

Graphique 2-6. Nombre de postes de travail dans le commerce (G45-G47)


Source : Statistiques centralisées de l'ONSS, en postes de travail.

Le tableau 2-3, comme le graphique 2-6, montre que le secteur G47 « commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles » est le premier pourvoyeur d'emplois du secteur du commerce dans son ensemble (G45-G47). Pour les neuf premiers mois de 2018, ce secteur représentait 51,2 % de l'emploi total du commerce (contre 51,3 % en 2017, pour la même période) suivi par le secteur G46 « commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles » avec une part relative de 37,1 % (contre 37,2 % pour la période correspondante de 2017). La part relative du secteur G45 « commerce et réparation de véhicules automobiles et de motocycles » ne s'élève qu'à 11,7 % sur les neuf premiers mois de 2018, contre 11,5 % un an auparavant.

Commerce et réparation de véhicules automobiles et de motocycles (G45)

Sur la période 2013-2017, le secteur G45 « commerce et réparation de véhicules automobiles et de motocycles » a créé 1.627 emplois directs, soit une augmentation de 2,9 %. Ce

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

secteur a connu une baisse graduelle du nombre de ses emplois jusqu'en 2015 avant de voir ceux-ci repartir à la hausse pour atteindre un pic en 2017 (avec 57.538 emplois directs). Ce dynamisme de l'emploi s'est poursuivi **au cours des neuf premiers mois de 2018** portant leur nombre à 58.618. Le sous-secteur 45.1 « **commerce de véhicules automobiles** », premier pourvoyeur d'emplois du secteur G45 « commerce et réparation de véhicules automobiles et de motocycles », explique entièrement le profil d'évolution du secteur G45. En effet, ce sous-secteur représente 54,0 % d'emplois du secteur G45 sur l'ensemble des neuf premiers mois de 2018 (contre 53,9 % sur la même période de 2017).

Commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles (G46)

Durant la période 2013-2017, le secteur G46 « **commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles** » a connu, en termes d'emploi, une évolution baissière jusqu'en 2016 avant de repartir timidement à la hausse, même si celle-ci n'a pas suffi à renverser la tendance. En effet, le secteur G46 a enregistré une diminution des effectifs de 0,6 % en 2017 par rapport à 2013, revenant de 186.013 postes en 2013 à 184.909 en 2017, soit une perte de 1.104 emplois directs. **Au cours des neuf premiers mois de 2018**, la reprise de l'emploi semble s'être confirmée, le secteur comptabilisant une moyenne de 185.556 emplois directs, en légère hausse de 0,3 % à un an d'écart (soit 561 emplois directs en plus).

Trois **sous-secteurs** sur 8 ont perdu des emplois **en 2017 par rapport à 2016** et ont donc influencé la baisse d'emploi sur la période observée pour le secteur G46, il s'agit des sous-secteurs suivants : le 46.5 « **commerce de gros d'équipements de l'information et de la communication** » (2.076 des 3.165 postes perdus, soit 65,6 %), le 46.4 « **commerce de gros d'autres biens domestiques** » (430 des 3.165 postes perdus, soit 13,6 %) et le 46.7 « **autres commerces de gros spécialisés** » (404 des 3.165 postes perdus, soit 12,8 %). Si l'on parle ici d'un total de 3.165 emplois directs perdus, il convient toutefois de garder à l'esprit que certains emplois ont également été créés dans les sous-secteurs du G46 « commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles », de sorte qu'au total ce sont 1.104 emplois qui ont été perdus pour le G46.

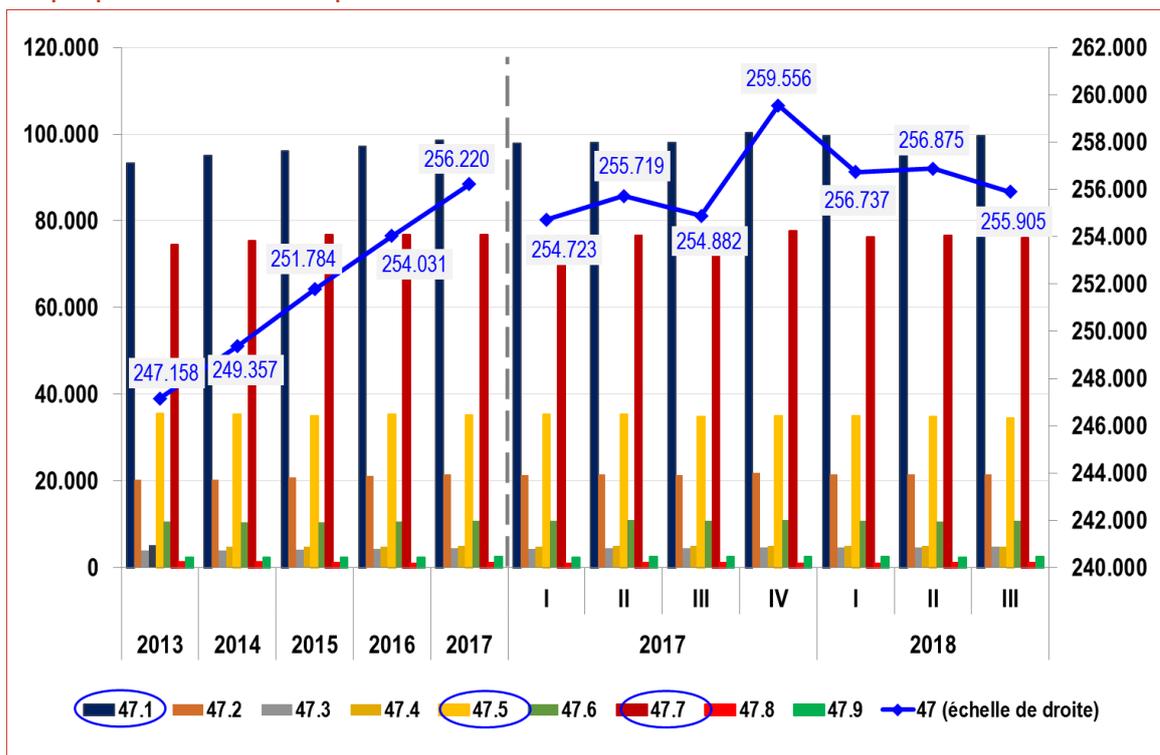
Les sous-secteurs 46.4 « commerce de gros de biens domestiques », 46.7 « autres commerces de gros spécialisés », 46.6 « commerce de gros d'autres équipements industriels » et 46.3 « commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac » sont les plus grands pourvoyeurs d'emplois du secteur G46 « commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles ». En effet, **au cours des neuf premiers mois de 2018**, ils ont soutenu l'emploi du secteur G46 avec respectivement 26,8 %, 23,1 %, 22,1 % et 17,4 % (soit 89,4 % de l'emploi du secteur G46).

Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (G47)

Le secteur G47 « **commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles** » est caractérisé par un nombre important de postes de travail, qui a évolué favorablement au fil des ans. En effet, leur nombre a augmenté de 3,6 % **en 2017 par comparaison à 2013**, soit 8.840 postes de travail supplémentaires.

Durant les neuf premiers mois de 2018, ce secteur comptabilisait une moyenne de 256.506 emplois directs, soit une progression de 0,5 %, à un an d'écart, équivalant à 1.398 emplois supplémentaires, par rapport aux neuf premiers mois de 2017.

Graphique 2-7. Nombre de postes de travail dans les sous-secteurs du G47



Source : Statistiques centralisées de l'ONSS, en postes de travail.

Au cours des neuf premiers mois de 2018, les postes de travail ont été créés majoritairement dans les trois sous-secteurs suivants : le 47.1 « commerce de détail en magasin non spécialisé » (+1.670 de 2.097 emplois directs créés), 47.3 « commerce de détail de carburants automobiles en magasin spécialisé » (+287 de 2.097 emplois directs créés) et le 47.2 « commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé » (+114 de 2.490 emplois directs créés). Ils sont ainsi responsables à 98,8 % de l'emploi créé dans le commerce de détail G47 (+2.071 de 2.097 postes de travail créés en un an d'écart).

L'emploi dans le commerce de détail au cours des neuf premiers mois de 2018 s'explique majoritairement par trois sous-secteurs : le 47.1 « commerce de détail en magasin non spécialisé », le 47.7 « autres commerces de détail en magasin spécialisé » et le 47.5 « commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé », dont l'emploi représente respectivement 38,9 %, 29,8 % et 13,6 % du total de l'emploi du secteur G47, soit 82,2 % de l'emploi du secteur G47 « commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles ».

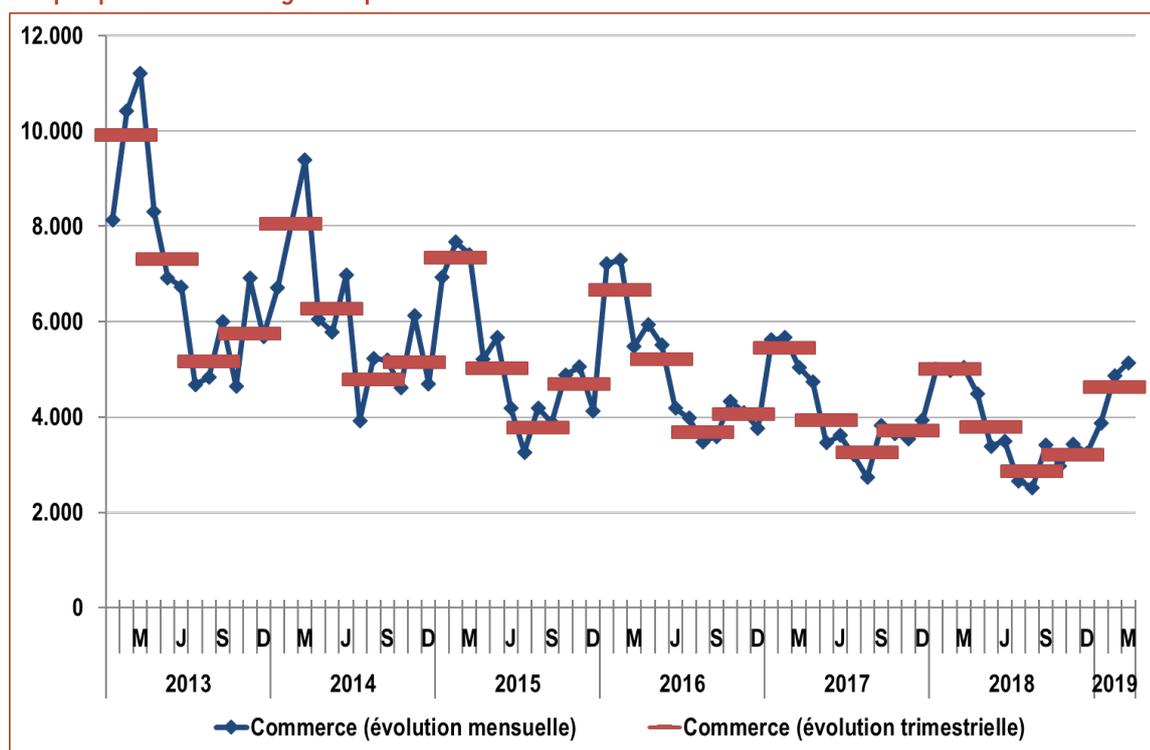
- Dans le sous-secteur 47.1, c'est la catégorie 47.11 « commerce de détail en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire » qui est la plus grande pourvoyeuse d'emplois. Durant les neuf premiers mois de 2018, cette catégorie comptait en moyenne 88.948 postes d'emploi sur un total de 99.714 postes d'emplois, soit 89,2 % de l'emploi du sous-secteur 47.1 (comme pour la période correspondante de 2017).
- Dans le sous-secteur 47.7, deux catégories soutiennent l'emploi : la 47.71 « commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé » et la 47.73 « commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé ». Au cours des neuf premiers mois de 2018, ces deux catégories comptaient en moyenne respectivement 31.836 et 14.379 postes d'emploi sur un total de 76.395 postes d'emploi, soit 60,5 % de l'emploi du sous-secteur 47.7 (contre 60,8 % pour la période correspondante de 2017).

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

- Dans le sous-secteur 47.5, deux catégories soutiennent également l'emploi : la 47.59 « commerce de détail de meubles, d'appareils d'éclairage et d'autres articles de ménage en magasin spécialisé » et la 47.52 « commerce de détail de quincaillerie, de peintures et de verres en magasin spécialisé ». En effet, au cours des neuf premiers mois de 2018, ces deux catégories comptaient en moyenne respectivement 14.112 et 12.304 postes d'emploi sur un total de 34.795 postes d'emploi, soit 75,9 % de l'emploi du sous-secteur 47.5 (comme pour la période correspondante de 2017).

2.5. Chômage temporaire

Graphique 2-8. Chômage temporaire dans le commerce



Source : Office national de l'emploi, en ETP.

Le graphique 2-8 met en évidence la présence d'une **saisonnalité**²³. Le nombre de personnes en équivalent temps plein (ETP) ayant eu recours au régime du chômage temporaire s'est réduit en moyenne de 1.458 unités dans le **secteur du commerce** en **2018 par rapport à 2017** pour s'établir à son plus bas niveau annuel depuis 2013.

Au **premier trimestre de 2019**, le nombre de chômeurs temporaires a diminué de 1.411 personnes à un an d'écart pour s'élever à 4.626 ETP, soit le niveau le plus faible observé pour un premier trimestre, depuis 2013.

²³ Le chômage temporaire évolue selon un rythme saisonnier. Le recours au chômage temporaire augmente au premier trimestre de l'année à l'inverse du quatrième trimestre qui enregistre le niveau le plus bas. Cet indicateur doit donc être apprécié d'une année sur l'autre.

2.6. Entrepreneuriat

Le paysage de l'ensemble du secteur du commerce (G45-G47) est constitué, en termes d'entreprises assujetties, essentiellement d'entreprises de moins de 50 travailleurs, dénommées ci-après **les PME**. Près de 91 % des entreprises assujetties sont des entreprises de moins de 5 travailleurs. Celles-ci font preuve d'une forte dynamique entrepreneuriale (créations et radiations) dans la majorité des cas.

Le secteur du commerce (G45-G47) a enregistré une évolution favorable en 2017 par rapport à 2016 en termes de créations (+1,1 %) et de nouvelles créations d'entreprises (+0,8 %), alors qu'il a enregistré une évolution défavorable en termes de radiations (+2,7 %).

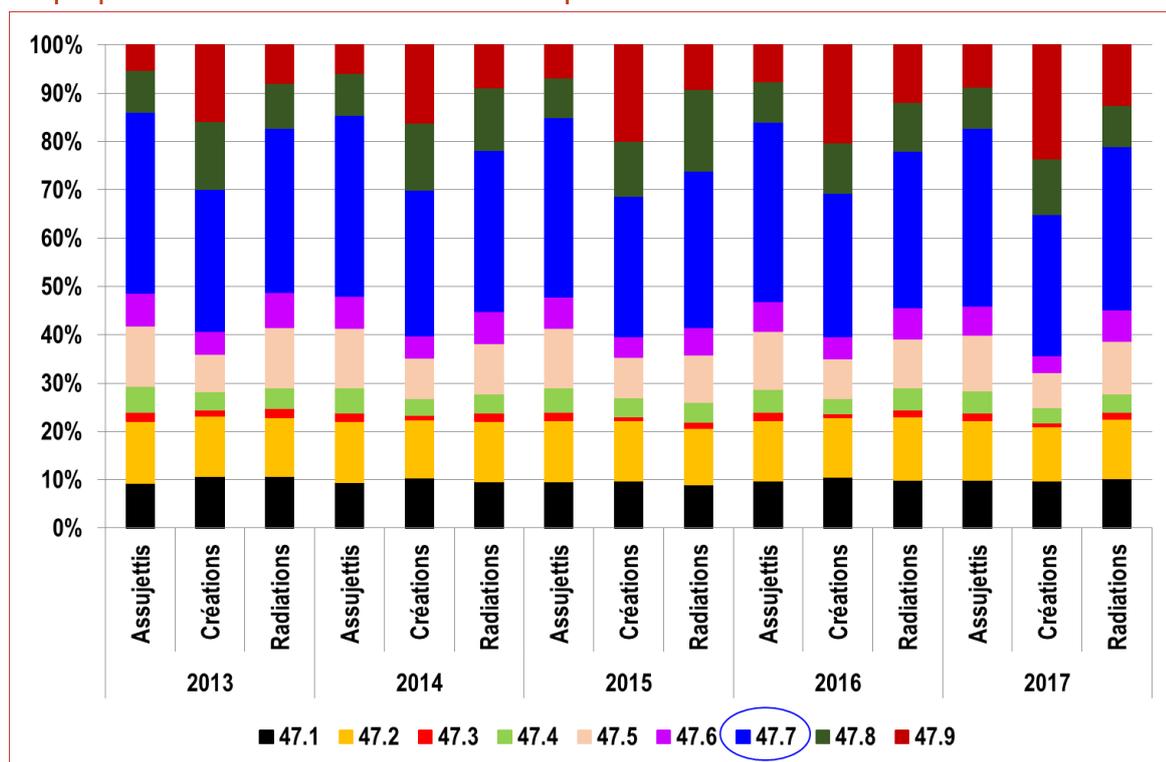
Sur la période 2013-2017, l'ensemble du secteur du commerce (G45-G47) a enregistré une évolution favorable tant en termes d'entreprises assujetties (+1,5 %, passant de 176.013 à 178.620), en termes de créations (+13,8 %) qu'en termes de radiations (-10,7 %). **En 2017**, le secteur du commerce (G45-G47) a donc été **créateur net**²⁴ d'entreprises (14.696 entreprises créées contre 12.318 entreprises radiées, soit un différentiel de +2.378 entreprises). Chaque secteur y a contribué positivement. Le secteur G47 « **commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles** » est le secteur dominant, tant en termes de créations nettes (58,8 %) qu'en termes d'entreprises assujetties (53,4 %). Par ailleurs, comme le montre le graphique 2-9, la position dominante du sous-secteur 47.7 « **autres commerces de détail en magasin spécialisé** » dans le secteur G47 « **commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles** » dans la dynamique entrepreneuriale s'observe sur l'ensemble de la période 2013-2017.

En 2017, le sous-secteur 47.7 comptait pour 36,8 % des entreprises assujetties du secteur G47, 29,2 % de ses créations d'entreprises et 33,8 % de ses radiations. C'est pourquoi, ce sous-secteur sera examiné plus en détail à chaque analyse du secteur G47.

²⁴ Si le nombre d'entreprises créées est supérieur à celui des radiations, on parle alors de création nette d'entreprises. Dans le cas contraire, on parle de destruction nette d'entreprises.

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

Graphique 2-9. Créations et radiations d'entreprises dans les sous-secteurs du G47



Source : Statbel.

2.6.1. Créations, radiations et assujettissements²⁵ d'entreprises²⁶

Entreprises assujetties

En 2017, avec 178.620 entreprises assujetties, le secteur du commerce (G45-G47) affiche une croissance du nombre d'entreprises assujetties de 1,1 % à un an d'écart. Le dynamisme entrepreneurial est soutenu à 53,4 % par le secteur G47 « commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles », à 32,6 % par le secteur G46 « commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles » et à 14 % par le secteur G45 « commerce et réparation de véhicules automobiles et de motocycles ».

²⁵ Statbel : les assujettis sont des entités qui ont la qualité d'assujetti à la TVA au 31 décembre de l'année observée. A l'inverse, les créations (assujettissements) regroupent les entités qui ont la qualité d'assujetti au 31 décembre de l'année observée, alors qu'elles n'avaient pas cette qualité au 31 décembre de l'année précédente. Il peut s'agir ou non de nouveaux assujettis.

Alors que ces chiffres mensuels comptabilisent exhaustivement les événements de la vie d'un assujetti (primo-assujettissements, radiations, ré-assujettissements, émigration ou immigration), ceux fournis annuellement pour 2008 et les années suivantes se basent sur une comparaison de photos annuelles prises au 31 décembre de chaque année. Il s'ensuit que, pour une année donnée, le nombre de « créations » ou de « radiations » observées dans la statistique annuelle sera nécessairement inférieur à la somme des créations ou des radiations comptabilisées dans la statistique mensuelle. Seuls les nombres d'actifs au 31 décembre de chaque année correspondent entre ces deux statistiques.

Les radiations regroupent les entités qui ne sont plus inscrites dans les registres de la TVA au 31 décembre de l'année observée alors qu'elles l'étaient au 31 décembre de l'année précédente. Il peut s'agir ou non d'assujettis qui cessent définitivement leurs activités. Seule la qualité d'assujetti a disparu entre les deux « photos » du registre.

²⁶ A la date de clôture de l'étude, aucune donnée n'était disponible pour 2018.

Sur la période 2013-2017, le secteur du commerce (G45-G47) a enregistré une moyenne de 176.147 entreprises assujetties et affiche une croissance de 1,5 %. Cette croissance est soutenue à 53,2 % par le secteur G47 « commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles », à 33,0 % par le secteur G46 « commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles » et à 13,8 % par le secteur G45 « commerce et réparation de véhicules automobiles et de motocycles ».

Tableau 2-4. Nombre d'assujettis par taille d'entreprises dans le commerce (G45-G47)

| Classes | Code NACE | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2017 | |
|-----------------------------------|-----------|---------|---------|---------|---------|---------|-------------------------------------|--------------------------|
| | | | | | | | Part relative dans chaque catégorie | Part relative dans total |
| Moins de 5 travailleurs | 45 | 21.218 | 21.299 | 21.570 | 22.137 | 22.513 | 13,9% | 90,1% |
| | 46 | 52.029 | 50.929 | 50.820 | 51.142 | 51.443 | 31,8% | 88,2% |
| | 47 | 86.116 | 85.930 | 85.643 | 86.790 | 88.025 | 54,3% | 92,3% |
| | 45-47 | 159.363 | 158.158 | 158.033 | 160.069 | 161.981 | 100,0% | 90,7% |
| De 5 à 9 travailleurs | 45 | 1.279 | 1.227 | 1.265 | 1.225 | 1.200 | 14,5% | 4,8% |
| | 46 | 3.050 | 3.019 | 3.017 | 2.941 | 2.930 | 35,5% | 5,0% |
| | 47 | 4.084 | 4.090 | 4.081 | 4.142 | 4.120 | 49,9% | 4,3% |
| | 45-47 | 8.413 | 8.336 | 8.363 | 8.308 | 8.250 | 100,0% | 4,6% |
| De 10 à 19 travailleurs | 45 | 642 | 644 | 642 | 651 | 656 | 14,2% | 2,6% |
| | 46 | 2.000 | 2.032 | 1.977 | 1.986 | 1.974 | 42,8% | 3,4% |
| | 47 | 1.910 | 1.956 | 1.967 | 1.983 | 1.987 | 43,0% | 2,1% |
| | 45-47 | 4.552 | 4.632 | 4.586 | 4.620 | 4.617 | 100,0% | 2,6% |
| De 20 à 49 travailleurs | 45 | 475 | 480 | 469 | 463 | 464 | 16,8% | 1,9% |
| | 46 | 1.325 | 1.315 | 1.309 | 1.330 | 1.394 | 50,5% | 2,4% |
| | 47 | 903 | 887 | 908 | 937 | 904 | 32,7% | 0,9% |
| | 45-47 | 2.703 | 2.682 | 2.686 | 2.730 | 2.762 | 100,0% | 1,5% |
| 50 travailleurs et plus | 45 | 131 | 124 | 122 | 137 | 154 | 15,2% | 0,6% |
| | 46 | 541 | 538 | 532 | 552 | 566 | 56,0% | 1,0% |
| | 47 | 310 | 304 | 295 | 296 | 290 | 28,7% | 0,3% |
| | 45-47 | 982 | 966 | 949 | 985 | 1.010 | 100,0% | 0,6% |
| Total | 45 | 23.745 | 23.774 | 24.068 | 24.613 | 24.987 | 14,0% | 100,0% |
| | 46 | 58.945 | 57.833 | 57.655 | 57.951 | 58.307 | 32,6% | 100,0% |
| | 47 | 93.323 | 93.167 | 92.894 | 94.148 | 95.326 | 53,4% | 100,0% |
| | 45-47 | 176.013 | 174.774 | 174.617 | 176.712 | 178.620 | 100,0% | 100,0% |
| Variation du total à 1 an d'écart | 45 | -0,1% | 0,1% | 1,2% | 2,3% | 1,5% | | |
| | 46 | -0,9% | -1,9% | -0,3% | 0,5% | 0,6% | | |
| | 47 | -0,5% | -0,2% | -0,3% | 1,3% | 1,3% | | |
| | 45-47 | -0,6% | -0,7% | -0,1% | 1,2% | 1,1% | | |

Source : Statbel.

Commerce et réparation de véhicules automobiles et de motocycles (G45)

Le nombre d'entreprises assujetties (ou actives) en 2017 dans le secteur G45 a augmenté de 1,5 % en glissement annuel, passant de 24.613 à 24.987 entreprises. Cette progression est soutenue entièrement par les sous-secteurs 45.2 « entretien et réparation de véhicules automobiles » et 45.1 « commerce de véhicules automobiles », qui ont représenté respectivement 26,6 % et 73,4 % des nouveaux assujettissements entre 2016 et 2017, soit 106 et 292 des 398 nouvelles entreprises assujetties.

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

Commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles (G46)

En 2017, le nombre d'entreprises assujetties dans le commerce de gros (G46) a crû de 0,6 % par rapport à 2016, passant de 57.951 à 58.307 entreprises. Cette progression du nombre d'entreprises assujetties a été soutenue par le sous-secteur 46.1 « **intermédiaires du commerce de gros** » qui a compté pour 77,4 % de cette hausse, soit 579 des 748 nouvelles entreprises assujetties du G46.

Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (G47)

Comme pour les deux autres secteurs du commerce, le nombre d'entreprises actives dans le secteur G47 « **commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles** » a également crû en 2017, à un an d'écart. La hausse s'élève à 1,3 %, portant le nombre d'entreprises assujetties à 95.326, contre 94.148 un an auparavant. Cette progression du nombre d'entreprises est soutenue à 88,7 % par les sous-secteurs 47.9 « **commerce de détail hors magasin, éventaires ou marchés** », 47.8 « **commerce de détail sur éventaires et marchés** » et 47.1 « **commerce de détail en magasin non spécialisé** » qui ont représenté respectivement 57,6 %, 17,7 % et 13,4 % de nouveaux assujettissements entre 2017 et 2016, soit 1.108, 340 et 257 des 1.923 nouvelles entreprises assujetties.

Quant au sous-secteur 47.7 « **autres commerces de détail en magasin spécialisé** », sous-secteur dominant du G47, il a comptabilisé 35.120 des 95.326 entreprises assujetties du G47 en 2017. Ces 35.120 entreprises assujetties s'expliquent à 25,6 % par la catégorie 47.71 « **commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé** », à 22,0 % par la catégorie 47.78 « **autres commerces de détail de biens neufs en magasin spécialisé** » et à 14,4 % par la catégorie 47.73 « **commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé** ».

Créations

Le nombre de créations d'entreprises dans l'ensemble du commerce (G45-G47) s'est aussi inscrit en hausse en 2017 par rapport à 2016, passant de 14.579 à 14.696 nouvelles entreprises créées, soit une augmentation de 0,8 %. Comme pour les assujettissements, ces créations d'entreprises sont soutenues à 59 % par le secteur G47, à 28 % par le secteur G46 et à 13 % par le secteur G45. Sur la période 2013-2017, le nombre d'entreprises créées s'est également inscrit en augmentation de 13,8 %.

Tableau 2-5. Nombre des créations par taille d'entreprises dans le commerce (G45-G47)

| Classes | Code NACE | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2017 | |
|-----------------------------------|-----------|--------|--------|--------|--------|--------|-------------------------------------|--------------------------|
| | | | | | | | Part relative dans chaque catégorie | Part relative dans total |
| Moins de 5 travailleurs | 45 | 1.424 | 1.560 | 1.709 | 1.880 | 1.882 | 13,1% | 98,5% |
| | 46 | 4.048 | 3.998 | 4.093 | 4.201 | 4.062 | 28,2% | 98,6% |
| | 47 | 7.203 | 7.744 | 7.827 | 8.233 | 8.471 | 58,8% | 97,7% |
| | 45-47 | 12.675 | 13.302 | 13.629 | 14.314 | 14.415 | 100,0% | 98,1% |
| De 5 à 9 travailleurs | 45 | 10 | 14 | 13 | 13 | 15 | 8,4% | 0,8% |
| | 46 | 33 | 35 | 34 | 40 | 37 | 20,8% | 0,9% |
| | 47 | 117 | 107 | 113 | 96 | 126 | 70,8% | 1,5% |
| | 45-47 | 160 | 156 | 160 | 149 | 178 | 100,0% | 1,2% |
| De 10 à 19 travailleurs | 45 | 5 | 3 | 5 | 5 | 7 | 11,7% | 0,4% |
| | 46 | 15 | 11 | 18 | 17 | 8 | 13,3% | 0,2% |
| | 47 | 39 | 40 | 35 | 66 | 45 | 75,0% | 0,5% |
| | 45-47 | 59 | 54 | 58 | 88 | 60 | 100,0% | 0,4% |
| De 20 à 49 travailleurs | 45 | 3 | 4 | 1 | 4 | 5 | 13,5% | 0,3% |
| | 46 | 4 | 10 | 11 | 6 | 8 | 21,6% | 0,2% |
| | 47 | 9 | 15 | 22 | 14 | 24 | 64,9% | 0,3% |
| | 45-47 | 16 | 29 | 34 | 24 | 37 | 100,0% | 0,3% |
| 50 travailleurs et plus | 45 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 16,7% | 0,1% |
| | 46 | 2 | 1 | 4 | 3 | 3 | 50,0% | 0,1% |
| | 47 | 5 | 2 | 4 | 0 | 2 | 33,3% | 0,0% |
| | 45-47 | 7 | 4 | 9 | 4 | 6 | 100,0% | 0,0% |
| Total | 45 | 1.442 | 1.582 | 1.729 | 1.903 | 1.910 | 13,0% | 100,0% |
| | 46 | 4.102 | 4.055 | 4.160 | 4.267 | 4.118 | 28,0% | 100,0% |
| | 47 | 7.373 | 7.908 | 8.001 | 8.409 | 8.668 | 59,0% | 100,0% |
| | 45-47 | 12.917 | 13.545 | 13.890 | 14.579 | 14.696 | 100,0% | 100,0% |
| Variation du total à 1 an d'écart | 45 | -2,9% | 9,7% | 9,3% | 10,1% | 0,4% | | |
| | 46 | -2,4% | -1,1% | 2,6% | 2,6% | -3,5% | | |
| | 47 | 2,6% | 7,3% | 1,2% | 5,1% | 3,1% | | |
| | 45-47 | 0,3% | 4,9% | 2,5% | 5,0% | 0,8% | | |

Source : Statbel.

Commerce et réparation de véhicules automobiles et de motocycles (G45)

En 2017, le nombre de créations d'entreprises a progressé de 0,4 % dans le commerce automobile (G45) à un an d'écart, passant de 1.903 à 1.910 nouvelles entreprises créées. Le sous-secteur 45.2 « **entretien et réparation de véhicules automobiles** » et le sous-secteur 45.1 « **commerce de véhicules automobiles** » a soutenu cette croissance à 67,6 %, soit 50 des 74 nouvelles entreprises créées.

Commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles (G46)

Le nombre de créations d'entreprises dans le commerce de gros (G46) a diminué en 2017 de 3,5 % en glissement annuel, revenant de 4.267 à 4.118 entreprises créées. Deux sous-secteurs ont absorbé cette diminution à 66,9 %. Il s'agit des sous-secteurs 46.1 « **intermédiaires du commerce de gros** » et 46.7 « **autres commerces de gros spécialisés** », avec respectivement 34,4 % et 32,5 % des pertes d'entreprises entre 2016 et 2017, soit 56 et 53 des 163 entreprises perdues.

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (G47)

En 2017, le nombre de créations d'entreprises dans le secteur G47 « commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles » a augmenté de 3,1 % par rapport à 2016, passant de 8.409 à 8.668 entreprises créées. Les nouvelles créations d'entreprises comptabilisées en 2017 émanent à 92,6 % des sous-secteurs 47.9 « **commerce de détail hors magasin, éventaires ou marchés** » (67,5 %) et 47.8 « **commerce de détail sur éventaires et marchés** » (25,1 %), avec respectivement 339 et 126 des 502 nouvelles entreprises créées.

Quant au sous-secteur 47.7 « **autres commerces de détail en magasin spécialisé** », sous-secteur dominant du G47, en 2017, il capte 2.532 des 8.668 entreprises créées du G47. Ces 2.532 entreprises créées sont soutenues à 64,0 % par trois catégories : la 47.71 « **commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé** » (31,2 %), la 47.78 « **autres commerces de détail de biens neufs en magasin spécialisé** » (21,8 %) et la 47.76 « **commerce de détail de fleurs, de plantes, de graines, d'engrais, d'animaux de compagnie et d'aliments pour ces animaux en magasin spécialisé** » (11,0 %).

Radiations

Le secteur du commerce (G45-G47) a enregistré une évolution défavorable en 2017 en termes de radiations d'entreprises. En effet, le nombre d'entreprises radiées a augmenté de 2,7 % en 2017 en glissement annuel. Le secteur G47 a soutenu à lui seul 70,5 % de l'augmentation du nombre de radiations d'entreprises (soit 337 sur 478 radiations).

Tableau 2-6. Nombre des radiations par taille d'entreprises dans le commerce (G45-G47)

| Classes | Code NACE | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2017 | |
|-----------------------------------|-----------|--------|--------|--------|--------|--------|-------------------------------------|--------------------------|
| | | | | | | | Part relative dans chaque catégorie | Part relative dans total |
| Moins de 5 travailleurs | 45 | 1.438 | 1.521 | 1.396 | 1.255 | 1.396 | 11,4% | 99,2% |
| | 46 | 4.581 | 4.993 | 4.215 | 3.760 | 3.596 | 29,5% | 98,8% |
| | 47 | 7.660 | 8.023 | 8.044 | 6.881 | 7.215 | 59,1% | 99,2% |
| | 45-47 | 13.679 | 14.537 | 13.655 | 11.896 | 12.207 | 100,0% | 99,1% |
| De 5 à 9 travailleurs | 45 | 5 | 6 | 2 | 6 | 6 | 9,5% | 0,4% |
| | 46 | 18 | 27 | 17 | 15 | 14 | 22,2% | 0,4% |
| | 47 | 25 | 35 | 37 | 26 | 43 | 68,3% | 0,6% |
| | 45-47 | 48 | 68 | 56 | 47 | 63 | 100,0% | 0,5% |
| De 10 à 19 travailleurs | 45 | 6 | 4 | 1 | 1 | 2 | 8,0% | 0,1% |
| | 46 | 14 | 12 | 18 | 10 | 17 | 68,0% | 0,5% |
| | 47 | 9 | 9 | 10 | 17 | 6 | 24,0% | 0,1% |
| | 45-47 | 29 | 25 | 29 | 28 | 25 | 100,0% | 0,2% |
| De 20 à 49 travailleurs | 45 | 1 | 1 | 1 | 2 | 3 | 15,8% | 0,2% |
| | 46 | 8 | 11 | 12 | 9 | 11 | 57,9% | 0,3% |
| | 47 | 3 | 7 | 7 | 7 | 5 | 26,3% | 0,1% |
| | 45-47 | 12 | 19 | 20 | 18 | 19 | 100,0% | 0,2% |
| 50 travailleurs et plus | 45 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0,0% | 0,0% |
| | 46 | 11 | 9 | 4 | 3 | 3 | 75,0% | 0,1% |
| | 47 | 9 | 2 | 5 | 2 | 1 | 25,0% | 0,0% |
| | 45-47 | 20 | 11 | 9 | 7 | 4 | 100,0% | 0,0% |
| Total | 45 | 1.450 | 1.532 | 1.400 | 1.266 | 1.407 | 11,4% | 100,0% |
| | 46 | 4.632 | 5.052 | 4.266 | 3.797 | 3.641 | 29,6% | 100,0% |
| | 47 | 7.706 | 8.076 | 8.103 | 6.933 | 7.270 | 59,0% | 100,0% |
| | 45-47 | 13.788 | 14.660 | 13.769 | 11.996 | 12.318 | 100,0% | 100,0% |
| Variation du total à 1 an d'écart | 45 | 2,7% | 5,7% | -8,6% | -9,6% | 11,1% | | |
| | 46 | 11,2% | 9,1% | -15,6% | -11,0% | -4,1% | | |
| | 47 | 7,0% | 4,8% | 0,3% | -14,4% | 4,9% | | |
| | 45-47 | 7,9% | 6,3% | -6,1% | -12,9% | 2,7% | | |

Source : Statbel.

Commerce et réparation de véhicules automobiles et de motocycles (G45)

Le secteur G45 a enregistré une évolution défavorable en termes de radiations d'entreprises. En 2017, le nombre d'entreprises radiées a augmenté de 11,1 % en glissement annuel.

Cette évolution défavorable de radiations d'entreprises est soutenue à 52,5 % par le sous-secteur 45.2 « **entretien et réparation de véhicules automobiles** » et à 24,1 % par le sous-secteur 45.1 « **commerce de véhicules automobiles** », soit respectivement 74 et 34 des 141 entreprises radiées.

Commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles (G46)

Le secteur G46 a enregistré une évolution favorable en termes de radiations d'entreprises en 2017. En effet, le nombre d'entreprises radiées a reculé de 4,1 % en 2017 par rapport à 2016, soit 156 radiations de moins. Cette évolution favorable du nombre des radiations d'entreprises est soutenue à 58,3 % par le sous-secteur 46.1 « **intermédiaires du commerce de gros** » et

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

à 28,1 % par le sous-secteur 46.3 « commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac », soit respectivement 116 et 56 des 199 entreprises radiées.

Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (G47)

En ce qui concerne les radiations en 2017, le secteur G47 a enregistré une évolution défavorable à un an d'écart, comme le secteur G45. Le nombre d'entreprises radiées a augmenté de 4,9 % en glissement annuel, passant de 6.933 à 7.270 entreprises radiées. Cette évolution défavorable est soutenue à 81,3 % par les sous-secteurs 47.7 « autres commerces de détail en magasin spécialisé », 47.5 « commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé » et 47.9 « commerce de détail hors magasin, éventaires ou marchés », soit respectivement 213, 93 et 76 des 470 entreprises radiées.

Quant au sous-secteur 47.7 « autres commerces de détail en magasin spécialisé », sous-secteur dominant du G47, il a comptabilisé 2.458 des 7.270 entreprises radiées du G47 en 2017. Ces 2.458 entreprises radiées sont issues à 65,5 % de trois catégories : la 47.71 « commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé » (33,2 %), la 47.78 « autres commerces de détail de biens neufs en magasin spécialisé » (20,0 %) et la 47.76 « commerce de détail de fleurs, de plantes, de graines, d'engrais, d'animaux de compagnie et d'aliments pour ces animaux en magasin spécialisé » (12,0 %), soit respectivement 817, 491 et 296 des 2.458 entreprises radiées.

Solde net : création ou destruction d'entreprises

Tableau 2-7. Démographie des entreprises dans le commerce (G45-G47)

| Classes | Code NACE | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2017/2013 | 2017/2016 | Part relative en 2017 |
|-------------------------------|-----------|---------|---------|---------|---------|---------|-----------|-----------|-----------------------|
| Assujettis | 45 | 23.745 | 23.774 | 24.068 | 24.613 | 24.987 | 5,2% | 1,5% | 14,0% |
| | 46 | 58.945 | 57.833 | 57.655 | 57.951 | 58.307 | -1,1% | 0,6% | 32,6% |
| | 47 | 93.323 | 93.167 | 92.894 | 94.148 | 95.326 | 2,1% | 1,3% | 53,4% |
| | 45-47 | 176.013 | 174.774 | 174.617 | 176.712 | 178.620 | 1,5% | 1,1% | 100,0% |
| Créations | 45 | 1.442 | 1.582 | 1.729 | 1.903 | 1.910 | 32,5% | 0,4% | 13,0% |
| | 46 | 4.102 | 4.055 | 4.160 | 4.267 | 4.118 | 0,4% | -3,5% | 28,0% |
| | 47 | 7.373 | 7.908 | 8.001 | 8.409 | 8.668 | 17,6% | 3,1% | 59,0% |
| | 45-47 | 12.917 | 13.545 | 13.890 | 14.579 | 14.696 | 13,8% | 0,8% | 100,0% |
| Radiations | 45 | 1.450 | 1.532 | 1.400 | 1.266 | 1.407 | -3,0% | 11,1% | 11,4% |
| | 46 | 4.632 | 5.052 | 4.266 | 3.797 | 3.641 | -21,4% | -4,1% | 29,6% |
| | 47 | 7.706 | 8.076 | 8.103 | 6.933 | 7.270 | -5,7% | 4,9% | 59,0% |
| | 45-47 | 13.788 | 14.660 | 13.769 | 11.996 | 12.318 | -10,7% | 2,7% | 100,0% |
| Créations/destructions nettes | 45 | -8 | 50 | 329 | 637 | 503 | | -21,0% | 21,2% |
| | 46 | -530 | -997 | -106 | 470 | 477 | | 1,5% | 20,1% |
| | 47 | -333 | -168 | -102 | 1.476 | 1.398 | | -5,3% | 58,8% |
| | 45-47 | -871 | -1.115 | 121 | 2.583 | 2.378 | | -7,9% | 100,0% |

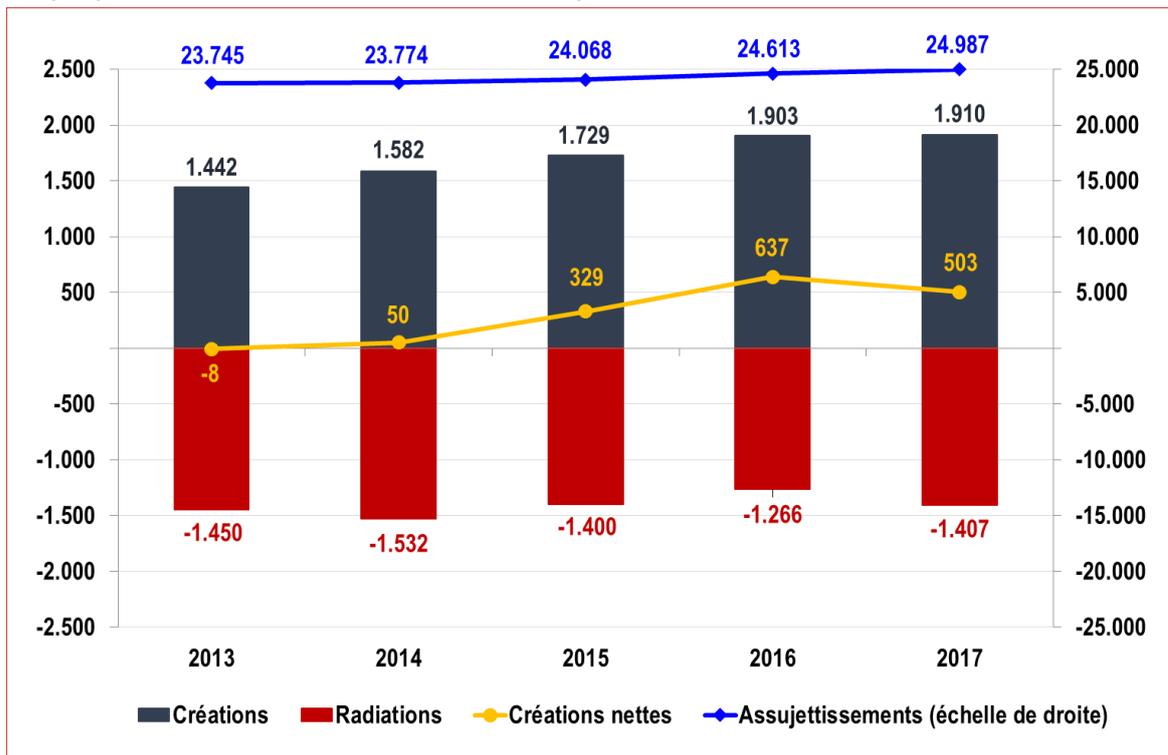
Source : Statbel.

Commerce et réparation de véhicules automobiles et de motocycles (G45)

En 2017, le secteur G45 a été créateur net. 1.910 entreprises ont été créées contre 1.407 radiées, soit un différentiel positif de 503 entreprises. Ce solde est positif pour la quatrième année consécutive, mais est en diminution de 21,0 % par rapport à 2016.

Cette création nette de 2017 est alimentée entièrement par deux sous-secteurs : le 45.2 « entretien et réparation de véhicules automobiles » avec 279 des 503 créations nettes et le 45.1 « commerce de véhicules automobiles » avec 257 des 503 créations nettes.

Graphique 2-10. Créations et radiations d'entreprises dans le secteur G45



Source : Statbel.

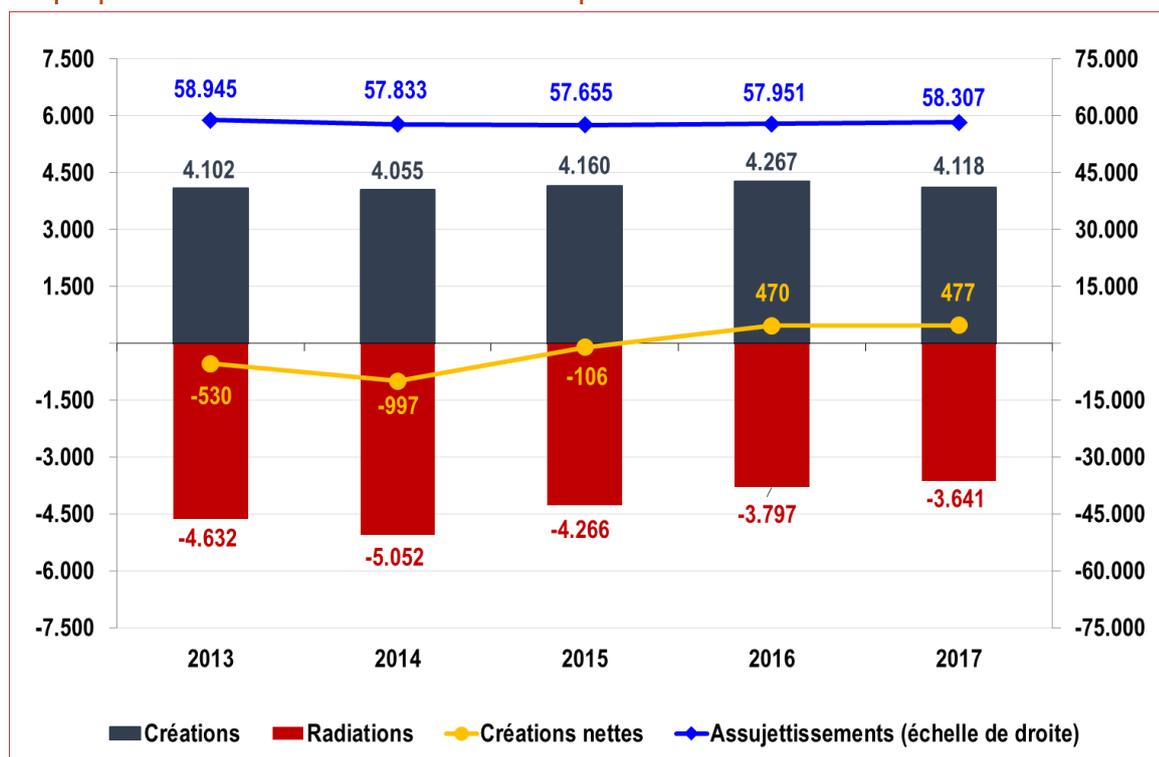
Commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles (G46)

En 2017, le secteur G46 a été **créateur net** d'entreprises. 4.118 entreprises ont été créées contre 3.641 entreprises radiées, soit un différentiel de +477 entreprises. Il s'agit du deuxième solde positif enregistré depuis 2013.

Cette création nette de 2017 est soutenue à 77,0 % par le sous-secteur 46.1 « **intermédiaires du commerce de gros** », avec 486 des 631 créations nettes.

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

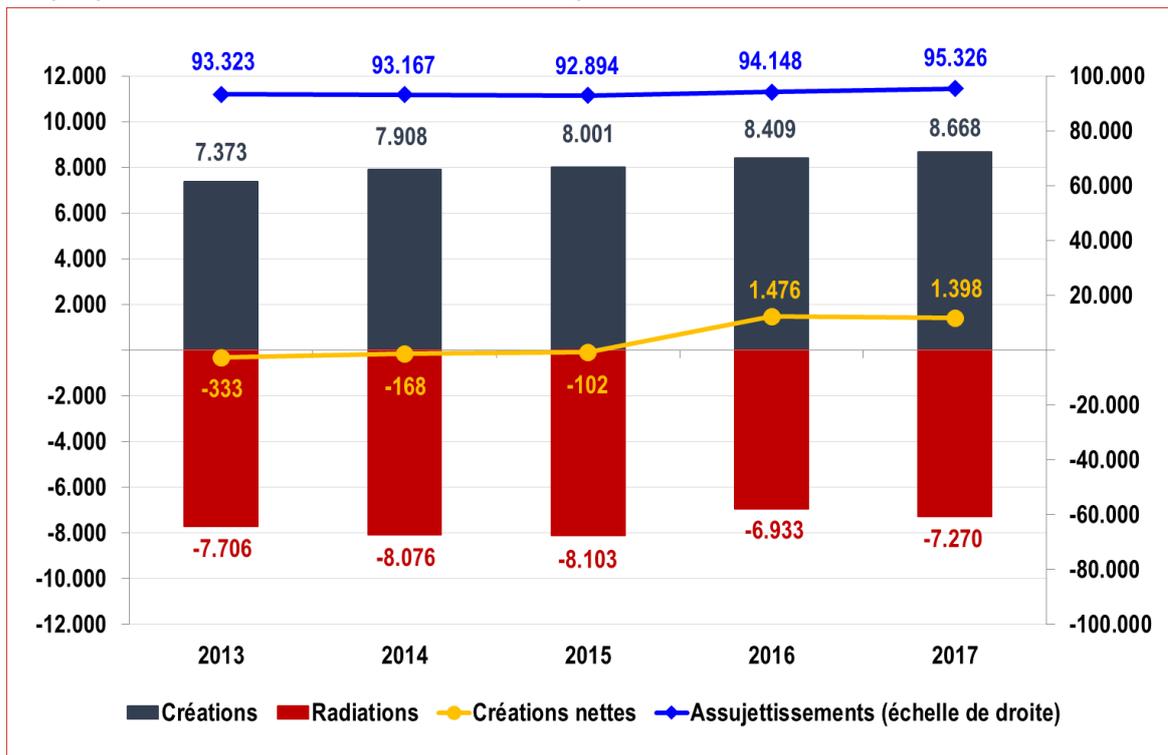
Graphique 2-11. Créations et radiations d'entreprises dans le secteur G46



Source : Statbel.

Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motos (G47)

En 2017, le secteur G47 a lui aussi été **créateur net** avec un solde de 1.398 entreprises. 8.668 entreprises ont été créées contre 7.270 radiées. Il s'agit du deuxième solde positif enregistré depuis 2013. Cette création nette est soutenue à 91,6 % par trois sous-secteurs : le 47,9 « commerce de détail hors magasin, éventaires ou marchés » (1.144 des 1.757 créations nettes), le 47,8 « commerce de détail sur éventaires et marchés » (364 des 1.757 créations nettes) et le 47,1 « commerce de détail en magasin non spécialisé » (102 des 1.757 créations nettes).

Graphique 2-12. Créations et radiations d'entreprises dans le secteur G47


Source : Statbel.

2.6.2. Faillites et pertes d'emploi dues aux faillites

Tableau 2-8. Faillites et emplois perdus

| Code NACE | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2017 | | | | 2018 | | | | |
|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-----|-------|-----|------|-----|-----|-----|-----|
| | | | | | | I | II | III | IV | I | II | III | IV | |
| Faillites | 45 | 326 | 302 | 283 | 299 | 324 | 76 | 87 | 44 | 92 | 84 | 70 | 71 | 99 |
| | 46 | 895 | 803 | 710 | 738 | 687 | 183 | 188 | 159 | 208 | 205 | 165 | 129 | 188 |
| | 47 | 1.545 | 1.394 | 1.382 | 1.499 | 1.374 | 399 | 396 | 283 | 421 | 384 | 309 | 290 | 391 |
| | 45-47 | 2.766 | 2.499 | 2.375 | 2.536 | 2.385 | 658 | 671 | 486 | 721 | 673 | 544 | 490 | 678 |
| Pertes d'emploi dues aux faillites | 45 | 588 | 433 | 348 | 341 | 303 | 90 | 100 | 51 | 100 | 84 | 83 | 43 | 93 |
| | 46 | 1.470 | 1.253 | 1.271 | 952 | 834 | 272 | 239 | 176 | 265 | 216 | 229 | 172 | 217 |
| | 47 | 2.720 | 2.281 | 2.878 | 2.282 | 2.088 | 594 | 671 | 427 | 590 | 600 | 515 | 436 | 537 |
| | 45-47 | 4.778 | 3.967 | 4.497 | 3.575 | 3.225 | 956 | 1.010 | 654 | 955 | 900 | 827 | 651 | 847 |

Source : Statbel.

Sur l'ensemble de la période 2014-2018, le nombre de faillites dans l'ensemble du secteur (G45-G47) n'a cessé de se réduire, exception faite de 2017. En revanche, les pertes d'emploi y afférentes se sont montrées beaucoup plus volatiles, mais avec une tendance baissière depuis 2017.

En 2018, l'ensemble du secteur du commerce (G45-G47) a enregistré 2.385 faillites d'entreprises, en diminution de 5,95 %, soit 151 unités de moins par rapport à 2017 qui avait comptabilisé 2.536 faillites. Cette diminution du nombre de faillites à un an d'écart se confirme dans les pertes d'emploi y afférentes qui se sont également réduites en 2018 dans le secteur du commerce (G45-G47), soit 3.225 emplois perdus en 2018 contre 3.575 en 2017.

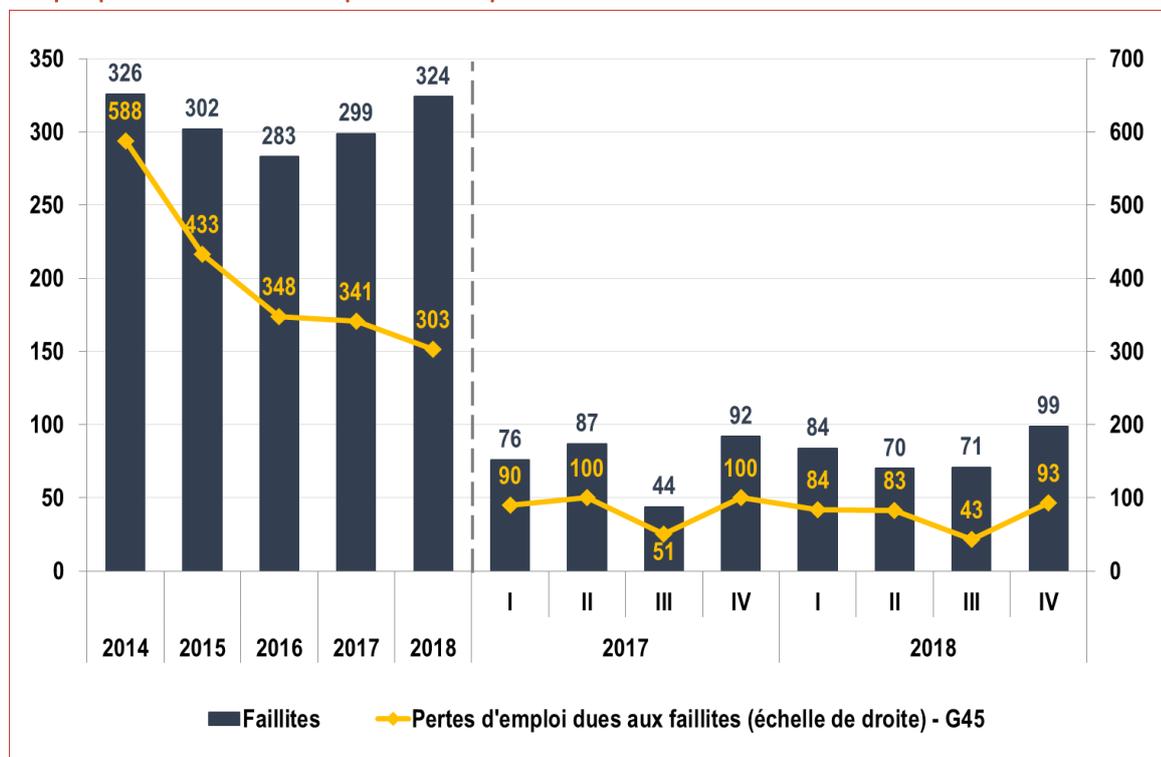
En 2018, la diminution des faillites dans l'ensemble du secteur du commerce (G45-G47) s'observe également dans les secteurs G46 et G47 mais pas dans le G45, alors que la diminution des pertes d'emploi y associées s'observe dans tous les secteurs qui le composent. Par son

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

pois, le secteur G47 « commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motos » joue un rôle prépondérant, tant pour les faillites que pour les pertes d'emplois y afférentes observées pour l'ensemble du secteur du commerce (G45-G47).

Commerce et réparation de véhicules automobiles et de motocycles (G45)

Graphique 2-13. Faillites et pertes d'emploi dans le secteur G45



Source : Statbel.

Sur la période 2014-2018

Alors que les faillites observent un retournement de tendance baissière en 2017, en repartant à la hausse, les pertes d'emploi y associées n'ont cessé de diminuer sur la période d'observation. Avec un résultat de 588 emplois perdus, 2014 reste l'année ayant enregistré le nombre le plus élevé de pertes d'emploi liées aux faillites sur la période 2014-2018.

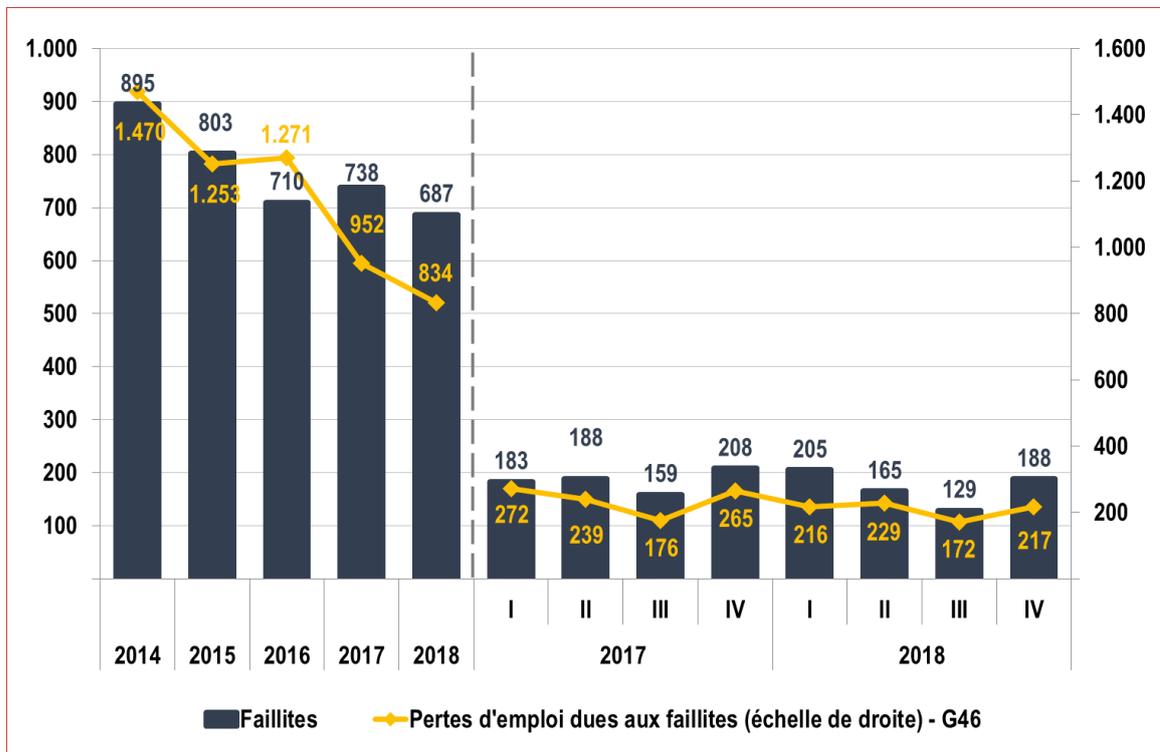
En 2018, le nombre de **faillites** a augmenté de 8,4 % dans le secteur G45 « commerce et réparation de véhicules automobiles et de motocycles » en glissement annuel, passant de 299 faillites en 2017 à 324 faillites en 2018, soit 25 faillites de plus.

Le nombre **d'emplois perdus à la suite de ces faillites** a par contre diminué de 11,1 % en 2018, revenant de 341 emplois perdus en 2017 à 303 en 2018.

Ce sont principalement les **sous-secteurs** 45.1 « commerce de véhicules automobiles » et 45.2 « entretien et réparation de véhicules automobiles » qui ont inscrit le plus grand nombre de faillites **en 2018** avec respectivement 154 et 132 faillites, entraînant la perte de respectivement 129 et 143 emplois. Le nombre de faillites a été moins substantiel dans le sous-secteur 45.4 « commerce, entretien et réparation de motocycles et de pièces et d'accessoires de motocycles », soit 6 faillites d'entreprises ayant occasionné 3 pertes d'emploi.

Commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles (G46)

Graphique 2-14. Faillites et pertes d'emploi dans le secteur G46



Source : Statbel.

Sur la période 2014-2018

Tant les faillites que les pertes d'emploi y associées observent une tendance baissière sur la période d'observation exception faite de 2016. Avec 895 faillites, l'année 2014 enregistre un niveau record sur la période 2014-2018 en termes de nombre de faillites dans le secteur G46. A l'instar des faillites, 2014 est l'année totalisant le plus grand nombre de pertes d'emploi sur la période d'observation.

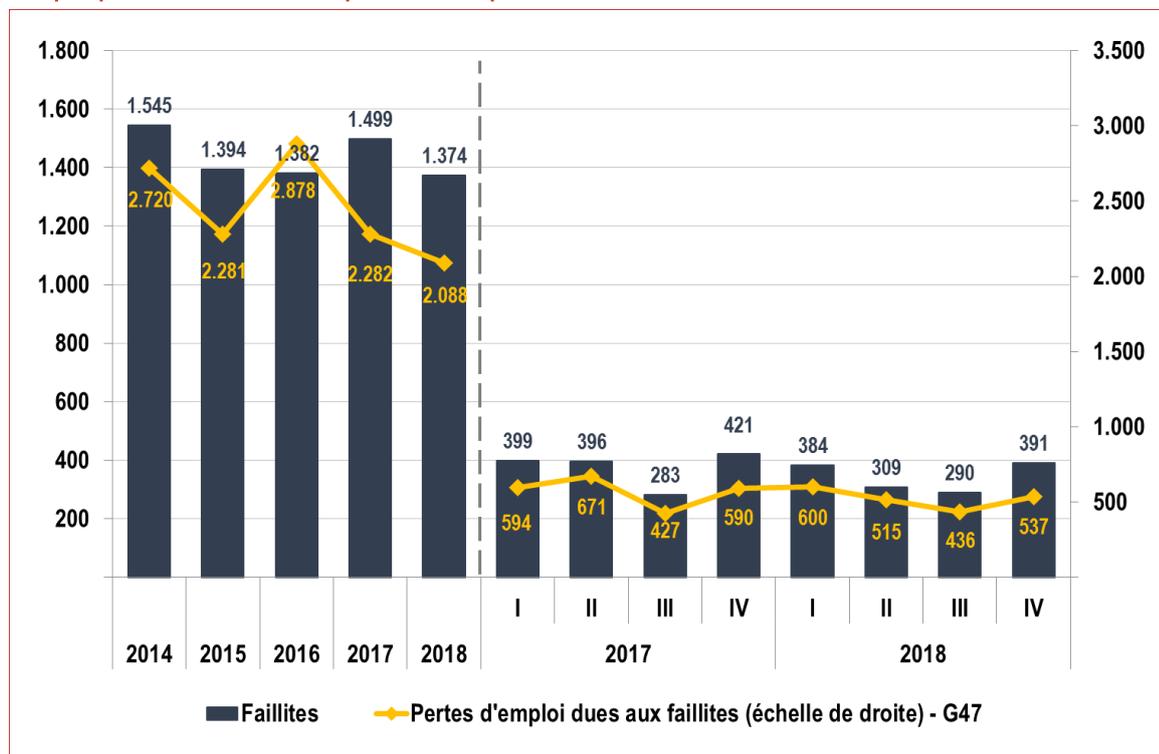
En 2018, le **nombre de faillites** dans le secteur G46 « commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles » a diminué de 6,9 %, revenant de 738 en 2017 à 687, soit 51 faillites de moins. Les faillites observées en 2018 ont entraîné 834 **pertes d'emploi**, en baisse de 12,4 % en glissement annuel.

Ce sont principalement **les sous-secteurs** 46.1 « intermédiaires du commerce de gros », 46.4 « commerce de gros d'autres biens domestiques », 46.7 « autres commerces de gros spécialisés » et 46.3 « commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac » qui ont inscrit le plus de faillites en 2018, avec respectivement 204, 171, 99 et 90 faillites. Ces 4 sous-secteurs sont responsables à 82,1 % des faillites du secteur G46 en 2018 et de 81,3 % de pertes d'emploi y afférentes. Le nombre de faillites a été moins substantiel dans le sous-secteur 46.2 « commerce de gros de produits agricoles bruts et d'animaux vivants », soit 17 faillites d'entreprises ayant entraîné 11 pertes d'emploi.

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (G47)

Graphique 2-15. Faillites et pertes d'emploi dans le secteur G47



Source : Statbel.

Sur la période 2014-2018

2014 reste l'année ayant enregistré le nombre le plus élevé de faillites (1.545), bien que les pertes d'emploi y afférentes (2.720) restent inférieures à celles de 2016 (2.878).

En 2018, le **nombre de faillites** a diminué de 8,3 % dans le secteur G47 « commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles » en glissement annuel, revenant de 1.499 faillites en 2017 à 1.374.

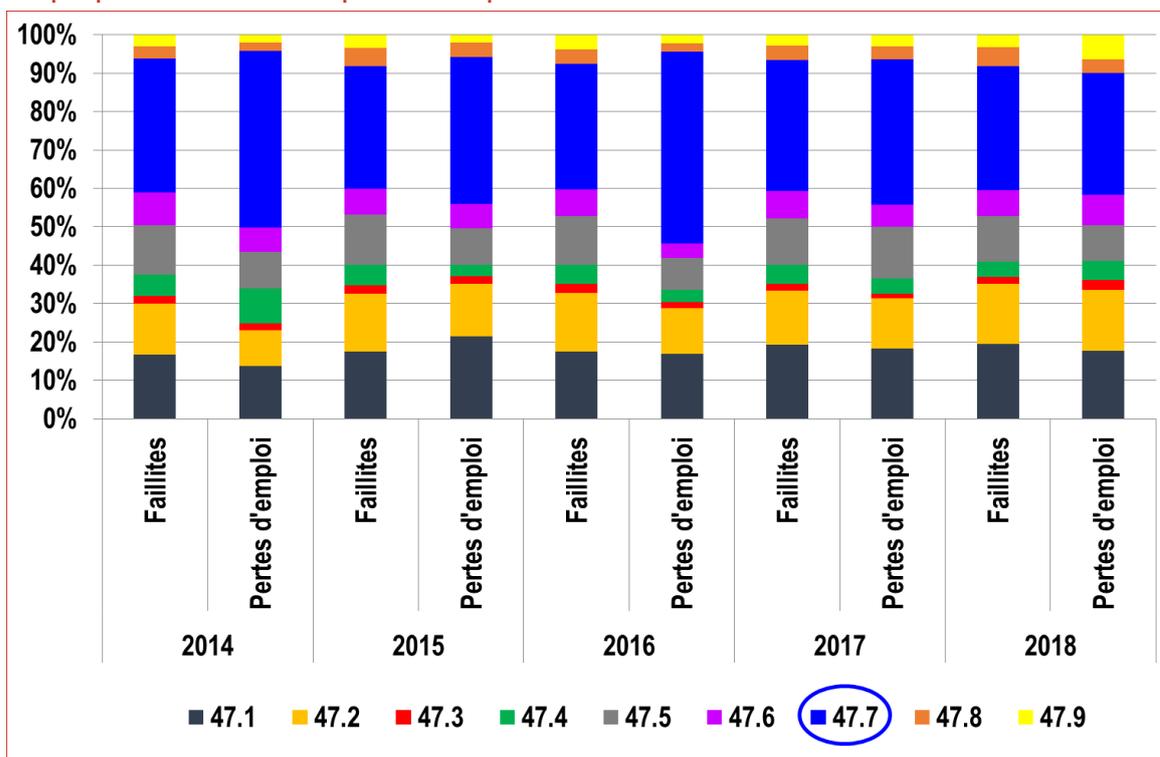
Le **nombre d'emplois perdus à la suite de ces faillites** a également connu une évolution plus favorable **en 2018**, diminuant de 8,5 % en glissement annuel, soit 194 emplois perdus de moins.

Ce sont principalement 4 **sous-secteurs**, à savoir le 47.7 « autres commerces de détail en magasin spécialisé », le 47.1 « commerce de détail en magasin non spécialisé », le 47.2 « commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé » et le 47.5 « commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé » qui sont responsables à 79,5 % du nombre de faillites enregistrées en 2018 dans le secteur G47, avec respectivement 446, 267, 216 et 163 faillites. Ces dernières ont généré la perte de respectivement 663, 371, 331 et 196 emplois (soit 74,8 % de pertes d'emploi dues aux faillites du G47 en 2018). Le nombre d'entreprises ayant mis la clef sous la porte a été moindre dans le sous-secteur 47.3 « commerce de détail de carburants automobiles en magasin spécialisé », soit 25 faillites d'entreprises ayant occasionné 54 pertes d'emploi.

Autres commerces de détail en magasin spécialisé (sous-secteur 47.7)

Comme le montre le graphique 2-16, le sous-secteur 47.7 « autres commerces de détail en magasin spécialisé » occupe une place **prépondérante** dans le secteur G47 « commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles » tant pour le nombre de faillites que pour les pertes d'emploi y afférentes. Cette position dominante s'observe sur l'ensemble de la période 2014-2018.

Graphique 2-16. Faillites et pertes d'emploi dans les sous-secteurs du G47



Source : Statbel.

En 2018, le sous-secteur 47.7 « autres commerces de détail en magasin spécialisé » a comptabilisé 446 faillites, soit 32,5 % des faillites du secteur G47 et 663 pertes d'emplois dues à ces faillites, soit 31,8 % des emplois perdus dans le secteur G47.

Le nombre de **faillites** enregistrées en 2018 dans le sous-secteur 47.7 s'explique à 72,4 % par trois **catégories** : la catégorie 47.71 « commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé », la catégorie 47.78 « autres commerces de détail de biens neufs en magasin spécialisé » et la catégorie 47.72 « commerce de détail de chaussures et d'articles en cuir en magasin spécialisé ». Ces trois catégories ont représenté respectivement 44,6 %, 16,8 % et 11,0 % des faillites du sous-secteur 47.7, soit 119, 75 et 49 faillites sur 446.

Les **pertes d'emploi dues aux faillites** dans le sous-secteur 47.7 sont imputables à 55,8 % à la **catégorie** 47.71 « commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé » (370 de 663 emplois perdus dans le sous-secteur 47.7).

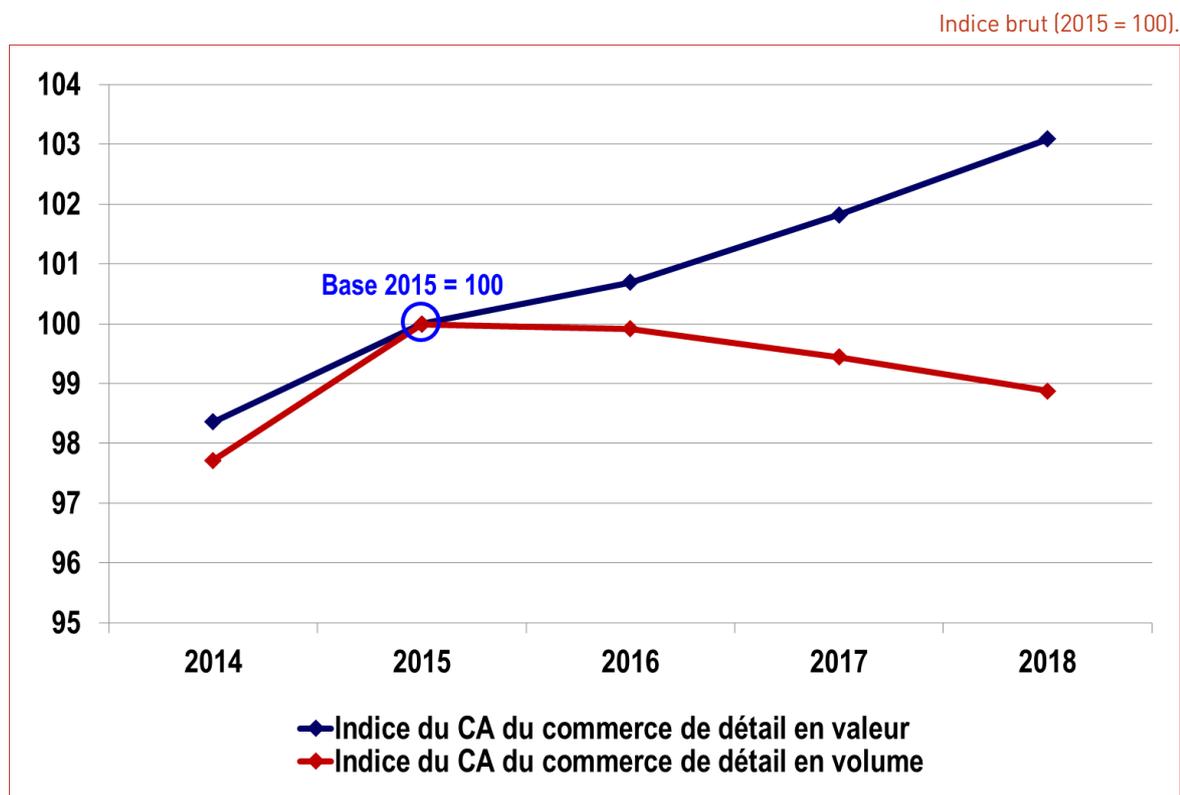
3. Autres indicateurs

3.1. L'enquête de Statbel auprès du commerce de détail (G47)

Les données relatives au chiffre d'affaires dans le commerce de détail sont issues d'une enquête conjoncturelle mensuelle obligatoire²⁷ organisée par Statbel, l'office belge de statistique. Cette enquête couvre les activités répertoriées sous les codes NACE 47.11 à 47.99 de la section G de la nomenclature NACE Rév.2 des activités économiques dans la Communauté européenne, lesquelles sont groupées en 4 catégories, à savoir : les entreprises de commerce de détail à départements multiples, les supermarchés, les entreprises de commerce de détail à succursales et les autres entreprises de commerce de détail. Cette enquête conjoncturelle présente, d'une part, les chiffres à prix courants et à prix constants, ce qui permet de mettre en évidence l'effet prix (un déflateur mensuel des ventes y est repris) et, d'autre part, opère des regroupements NACE du commerce de détail.

Le chiffre d'affaires du commerce de détail (G47)

Graphique 3-1. Chiffre d'affaires du commerce de détail à prix courants et constants



Source : Statbel.

Alors que l'**indice brut du commerce de détail en valeur** est en évolution constante **sur la période d'observation**, progressant de 4,8 % entre 2014 et 2018, l'**indice en volume** observe une tendance inverse depuis 2016. En effet, la trajectoire haussière observée par l'indice en

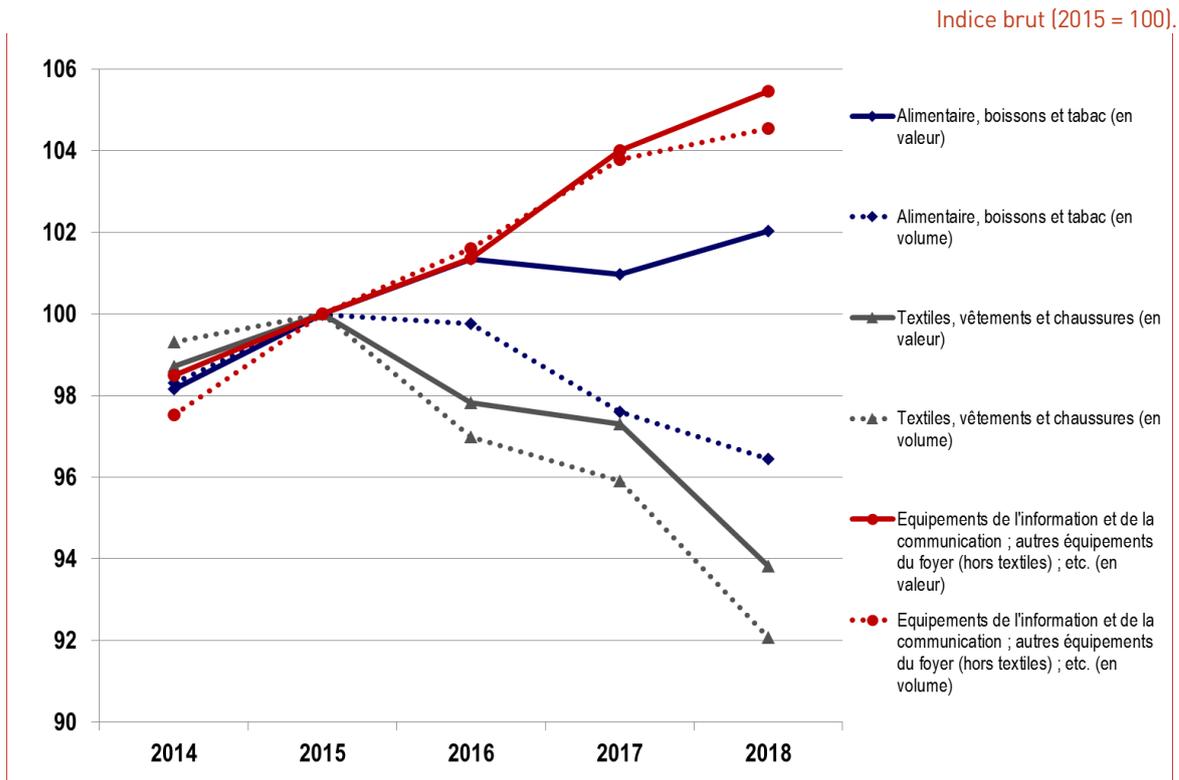
²⁷ Le cadre juridique est fixé par les arrêtés suivants : le règlement CE n° 1165/98 du Conseil du 19 mai 1998 concernant les statistiques conjoncturelles, l'arrêté royal du 4 février 1965 modifié par l'arrêté royal du 4 décembre 1969 et l'arrêté royal du 22 décembre 1967 modifié par l'arrêté royal du 16 avril 1971.

volume jusqu'en 2015, s'est brusquement interrompue par la suite et l'écart entre l'évolution des deux indices se creuse toujours plus, traduisant un effet prix.

En 2018, on observe une augmentation de 1,2 % de l'indice en valeur par rapport à 2017, contre une diminution de 0,6 % pour l'indice en volume.

3.1.1. Le chiffre d'affaires dans différents regroupements du commerce de détail

Graphique 3-2. Chiffre d'affaires à prix courants et à prix constants dans diverses branches du commerce de détail



Source : Statbel.

3.1.2. Le secteur alimentaire, boissons et tabac

Sur la période 2014-2018, les deux indices de chiffre d'affaires du secteur alimentaire, boissons et tabac ont suivi des tendances inverses avec une tendance haussière pour l'indice en valeur et une tendance baissière pour l'indice en volume, creusant ainsi l'écart entre les deux.

En 2018, les ventes du secteur alimentaire, boissons et tabac à prix courants ont augmenté en moyenne de 1,0 % par rapport à 2017 (augmentant son taux de croissance de 1,4 point de pourcentage, à un an d'écart) tandis que le volume des ventes s'est réduit de 1,2 % (augmentant son taux de croissance de 1,0 point de pourcentage à un an d'écart).

3.1.3. Le secteur des textiles, vêtements et chaussures

Entre 2014 et 2018, les ventes dans la branche « textiles, vêtements et chaussures » se sont inscrites à la baisse, tant en valeur qu'en volume, avec respectivement une diminution moyenne de 4,9 % et 7,3 %. Cette tendance s'est confirmée en 2018, les ventes dans ce secteur ayant reculé par rapport à 2017 tant en valeur (-3,6 %) qu'en volume (-4,0 %). L'écart observé entre l'évolution prix-volume semble s'être stabilisé.

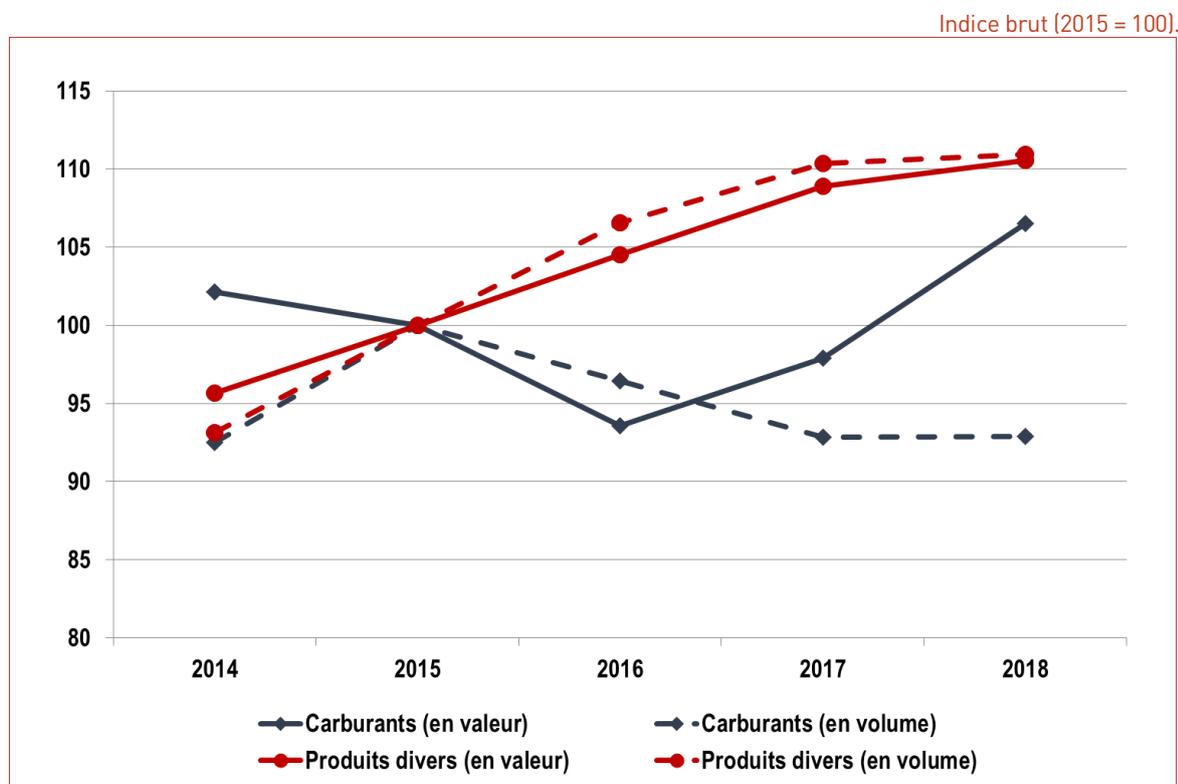
« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

3.1.4. Les produits d'équipement du ménage

Les produits d'équipement du ménage semblent tirer leur épingle du jeu parmi les produits examinés ici. Leurs ventes ont progressé sur toute la période d'observation tant en volume qu'en valeur. En effet, **sur la période 2014-2018**, la trajectoire des ventes de la branche « produits d'équipement du ménage » s'est inscrite en hausse de 7,1 % pour les ventes à prix courants et de 7,2 % pour les ventes à prix constants.

En 2018, les ventes se sont accrues par rapport à l'année précédente, tant en valeur (+1,4 %) qu'en volume (+0,7 %), bien qu'à un rythme moindre, celles-ci ayant progressé respectivement de 2,6 % et de 2,1 % en 2017. A l'instar de 2017, les ventes de la branche « produits d'équipement du ménage » se distinguent de celles des autres catégories de produits, de par la progression enregistrée tant en volume qu'en valeur en 2018.

Graphique 3-3. Chiffre d'affaires à prix courants et à prix constants dans les carburants et produits divers



Source : Statbel.

3.1.5. Les carburants

Sur la période 2014-2018, les ventes de carburants en valeur ont augmenté de 4,3 % tandis que celles en volume ont crû de seulement 0,4 %. Si un renversement de tendance dans l'évolution des ventes en valeur s'observe à partir de 2017, celui relatif à l'évolution des ventes en volume a eu lieu en 2016. Ainsi la tendance baissière des ventes en valeur est devenue haussière à partir de 2017 et la tendance haussière des ventes en volume est devenue baissière à partir de 2016, engendrant ainsi un écart croissant entre les deux indices.

En 2018, les ventes de carburants en valeur ont augmenté de 8,8 %, en accélération par rapport à la croissance de 2017 (4,6 %). Les ventes de carburants en volume ont augmenté très légèrement (+0,1 % en 2018), après un recul de 3,8 % en 2017.

3.1.6. Les produits divers

Ce vocable « produits divers » regroupe notamment : « produits pharmaceutiques ; articles médicaux et orthopédiques ; parfumerie et produits de beauté », « autre commerce de détail en magasin non spécialisé » et « ventes à distance ».

Sur la période 2014-2018, la tendance générale des ventes des **produits divers** est haussière tant pour les ventes à prix courants (+15,6 %) qu'à prix constants (+19,1 %).

Cette tendance haussière des ventes dans la branche « produits divers » s'est confirmée en 2018, tant à prix courants qu'à prix constants avec respectivement 1,5 % et 0,5 % de hausse en glissement annuel.

3.2. Enregistrement de la vente de voitures neuves et d'occasion

Tableau 3-1. Achat de voitures neuves et d'occasion

Evolution à un an d'écart.

| Année | Voitures particulières | | Immatriculations de véhicules neufs | | Immatriculations de véhicules d'occasion | | Immatriculations totales | |
|--------------------|------------------------|----------------|-------------------------------------|----------------|--|----------------|--------------------------|----------------|
| | Nombre | Evolution en % | Nombre | Evolution en % | Nombre | Evolution en % | Nombre | Evolution en % |
| 2014 | 5.555.499 | 1,1% | 487.711 | -0,5% | 738.094 | 1,6% | 1.225.805 | -0,3% |
| 2015 | 5.623.579 | 1,2% | 506.284 | 3,8% | 748.447 | 1,4% | 1.254.731 | 2,4% |
| 2016 | 5.712.061 | 1,6% | 546.142 | 7,9% | 718.856 | -4,0% | 1.264.998 | 0,8% |
| 2017 | 5.785.447 | 1,3% | 553.692 | 1,4% | 729.865 | 1,5% | 1.283.557 | 1,5% |
| 2018 | 5.853.782 | 1,2% | 557.487 | 0,7% | 719.999 | -1,4% | 1.277.486 | -0,5% |
| moyenne sur 10 ans | | 1,4% | | | | | 0,7% | |

Source : Statbel.

En 2018, le parc de voitures particulières a augmenté de 1,2 % par rapport à 2017 pour atteindre 5.853.782 voitures. Cette augmentation se situe en dessous de la moyenne décennale de 1,4 %. Pendant la période 2014-2018, le nombre de voitures a progressé de 298.283 unités.

Le nombre total d'immatriculations de voitures neuves et d'occasion a diminué de 0,5 % en 2018 et a atteint les 1.277.486 unités, ce qui constitue une diminution de 6.071 voitures par rapport à 2017. Les immatriculations de voitures neuves ont augmenté de 0,7 % (+3.795) alors que celles des voitures d'occasion ont diminué de 1,4 % (-9.866).

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

3.3. Evolution des prix à la consommation dans le commerce de détail²⁸

Tableau 3-2. Hausses de prix des produits alimentaires transformés en 2018 par rapport aux pays voisins

| | Belgique | Moyenne des pays voisins | Allemagne | France | Pays-Bas | Poids 2018 (en %) | |
|--|------------|--------------------------|------------|------------|------------|-------------------|--------------------------|
| | | | | | | Belgique | Moyenne des pays voisins |
| Tabac | 6,6 | 7,4 | 3,7 | 14,2 | 3,6 | 21,8 | 19,1 |
| Produits laitiers | 4,7 | 3,7 | 5,2 | 2,0 | 4,0 | 14,8 | 16,4 |
| Pain et céréales | 1,7 | 1,1 | 1,6 | 1,1 | -0,6 | 22,9 | 19,7 |
| Boissons non alcoolisées | 3,0 | 1,5 | 2,0 | 1,0 | 0,0 | 10,3 | 12,1 |
| <i>Eaux minérales, boissons gazeuses et jus</i> | 3,8 | 2,1 | 2,9 | 1,2 | 1,5 | 8,3 | 8,3 |
| <i>Café, thé et cacao</i> | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,8 | -3,0 | 2,0 | 3,8 |
| Boissons alcoolisées | 2,1 | 1,9 | 2,5 | 1,1 | 1,7 | 14,4 | 16,2 |
| <i>Vins</i> | 2,3 | 2,0 | 2,0 | 2,0 | 2,3 | 8,4 | 6,6 |
| <i>Spiriteux</i> | 2,3 | 2,8 | 3,4 | 1,1 | 1,8 | 4,7 | 6,0 |
| <i>Bière</i> | 0,3 | 0,1 | 0,4 | -0,1 | 0,3 | 1,3 | 3,7 |
| Huiles et graisses | 7,0 | 7,0 | 7,4 | 7,0 | 4,8 | 2,7 | 2,9 |
| Sucre, confiture, chocolat | 1,4 | 0,1 | 0,4 | 0,1 | -1,3 | 8,3 | 8,6 |
| Autres denrées alimentaires | 0,1 | 0,3 | 1,2 | -0,4 | -0,3 | 4,8 | 4,9 |
| Produits alimentaires transformés | 3,4 | 3,0 | 2,9 | 3,5 | 1,2 | 100 | 100 |
| Produits alimentaires transformés (hors alcool et tabac) | 2,6 | 1,9 | 2,7 | 1,3 | 0,6 | 63,8 | 64,6 |
| Produits alimentaires transformés (à impôts indirects constants) | 2,0 | 1,8 | 2,9 | 0,8 | 0,7 | 100 | 100 |

Source : CE, SPF Economie, Statbel.

Le taux d'inflation des **produits alimentaires transformés** se chiffrait à 3,4 % en Belgique en 2018 tandis qu'il s'élevait en moyenne à 3 % dans les pays voisins. L'inflation a fortement augmenté en Belgique principalement à cause de l'augmentation des accises au 1^{er} janvier 2018 sur les huiles et les graisses (+7 %), le tabac (+6,6 %), le lait, le fromage et les œufs (+4,7 %). Le taux d'inflation des prix à la consommation des produits laitiers pourrait résulter de l'augmentation ponctuelle des cotations européennes des matières grasses lactiques (poudre de lait entier et beurre) constatée à partir d'avril. La crise du Fipronil a touché le secteur des œufs au cours de l'été 2017, obligeant de nombreux éleveurs à détruire leurs œufs, ce qui a eu pour conséquence de réduire l'offre.

Le taux d'inflation moyen pour le **tabac** s'élevait à 7,4 %, avec une croissance de 14,2 % de l'inflation pour le tabac en France faisant suite à l'augmentation des accises en novembre 2017 et en mars 2018. Il s'agit de la deuxième étape annoncée dans l'augmentation des taxes sur le tabac visant à réduire le tabagisme et à encourager les fumeurs à arrêter de fumer.

Parmi les pays voisins, la France a connu le taux d'inflation le plus élevé pour les produits alimentaires transformés avec 3,5 %, suivie par l'Allemagne 2,9 % et les Pays-Bas 1,2 %. L'inflation du prix des **huiles et graisses** a fortement augmenté dans tous les pays avec une moyenne de 7 %, excepté aux Pays-Bas où l'inflation ne s'élevait qu'à 4,8 % alors que l'Allemagne connaissait une augmentation de 7,4 %. Dans les pays voisins, le taux d'inflation moyen du lait, du fromage et des graisses se chiffrait à 3,7 %. L'Allemagne connaissait l'inflation des produits laitiers la plus élevée avec 5,2 %, suivie par les Pays-Bas avec 4 % et la France avec 2 %.

²⁸ Analyse sur la base du [rapport annuel 2018 de l'Observatoire des prix](#).

Tableau 3-3. Hausses de prix des produits alimentaires non transformés en 2018 par rapport aux pays voisins

| | Belgique | Moyenne des pays voisins | Allemagne | France | Pays-Bas | Poids 2018 (en %) | |
|--|------------|--------------------------|------------|------------|------------|-------------------|--------------------------|
| | | | | | | Belgique | Moyenne des pays voisins |
| Vande | 1,3 | 1,5 | 1,8 | 1,3 | 0,9 | 53,5 | 47,5 |
| Fruits | 3,5 | 4,6 | 4,0 | 5,9 | 2,4 | 13,9 | 18,2 |
| Poisson et fruits de mer | 2,8 | 2,1 | 1,9 | 2,2 | 2,3 | 12,4 | 9,8 |
| Légumes | -0,5 | 1,7 | 0,4 | 3,5 | 0,0 | 20,2 | 24,6 |
| Produits alimentaires non transformés | 1,5 | 2,2 | 1,9 | 2,7 | 1,0 | 100 | 100 |

Source : CE, SPF Economie, Statbel.

Le taux d'inflation des **produits alimentaires non transformés** s'élevait à 1,5 % en Belgique en 2018, soit légèrement en dessous de la moyenne des pays voisins de 2,2 %. La croissance de l'inflation s'est principalement fait ressentir pour les fruits (+3,5 %), les poissons et les fruits de mer (+2,8 %) tandis que l'inflation des légumes diminuait de 0,5 %. Le taux d'inflation des produits alimentaires non transformés s'élevait à 2,7 % en France, à 1,9 % en Allemagne et à 1 % aux Pays-Bas.

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

Tableau 3-4. Hausses de prix des biens industriels non énergétiques en 2018 par rapport aux pays voisins

| | Belgique | Moyenne des pays voisins | Allemagne | France | Pays-Bas | Poids 2018 (en %) | |
|---|------------|--------------------------|------------|------------|-------------|-------------------|--------------------------|
| | | | | | | Belgique | Moyenne des pays voisins |
| Biens non durables | 1,3 | 1,2 | 1,6 | 0,5 | 1,5 | 31,9 | 30,4 |
| Journaux et publications périodiques | 6,3 | 4,6 | 4,6 | 4,6 | 4,1 | 1,8 | 2,5 |
| Fournitures pour travaux d'entretien et de réparation des logements | 2 | 0,8 | 0,8 | 1,4 | -0,3 | 4,3 | 1,4 |
| Biens d'équipement ménager non durables | 1 | 0,4 | 0,2 | 0,7 | -0,4 | 4 | 2,6 |
| Produits pour jardins, plantes et fleurs | 1,1 | 2,3 | 2,3 | 1,9 | 3,9 | 2,8 | 2,8 |
| Produits pharmaceutiques | 0,7 | 0,3 | 2 | -2,3 | 1,2 | 5,4 | 4,5 |
| Animaux de compagnie et articles connexes | 1,1 | 1,2 | 2,3 | 0,5 | -0,6 | 2,9 | 2,8 |
| Alimentation en eau | 1 | 1 | 1,2 | 1,3 | -2,4 | 1,9 | 2,5 |
| Imprimés divers et articles de papeterie et de dessin | 1,2 | 1,2 | 2,1 | 1 | -0,5 | 1,2 | 1,4 |
| Appareils électriques et produits pour soins corporels | 0,3 | 0,7 | 0,8 | 0 | 3,3 | 5,1 | 6,4 |
| Produits médicaux divers et appareils thérapeutiques | 0,4 | 0,6 | 0,4 | 1 | 1,1 | 2,6 | 3,6 |
| Biens semi-durables | 0,6 | 0,3 | 0,5 | 0,1 | -0,5 | 34,6 | 35 |
| Vêtements | 0,3 | -0,1 | 0 | -0,2 | 0 | 15,6 | 13,2 |
| Livres | 2,6 | 0,6 | 1,1 | 0,5 | -3,1 | 1,8 | 2 |
| Chaussures | 0,8 | 0,6 | 1,1 | 1 | -3,9 | 3,2 | 3,7 |
| Pièces de rechange et accessoires pour véhicules particuliers | 1,2 | 0,2 | -0,5 | 1,7 | -0,1 | 1,8 | 2,4 |
| Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage | 1 | 0,5 | 0,8 | 1,2 | -3,5 | 2 | 2,3 |
| Autres effets personnels | 1,4 | 0,3 | -0,3 | 0,7 | -0,4 | 1,1 | 1,5 |
| Jeux, jouets et passe-temps | 0,7 | 1,4 | 2,4 | -2 | 7 | 1,8 | 2,5 |
| Articles de ménage en textiles | 0,3 | 0,7 | 1,1 | 0,1 | 0,7 | 2,4 | 1,7 |
| Autres articles et accessoires d'habillement | 0,5 | 0,3 | 1,3 | 0,2 | -2,8 | 0,8 | 1 |
| Tissus pour habillement | 1,2 | -0,1 | -0,1 | Nb | Nb | 0,2 | 0,1 |
| Articles de sport, camping et matériel pour activités de plein air | 0,2 | -0,2 | 1,2 | -0,6 | -1,5 | 0,6 | 1,7 |
| Outils pour maison et jardin | -0,2 | 0,1 | 0,3 | 0,3 | -2,7 | 2,5 | 2 |
| Supports d'enregistrement | -1,3 | -1,2 | -0,5 | -1,7 | -2,5 | 0,9 | 0,9 |
| Biens durables | 0,7 | 0,4 | 0,6 | 0,2 | 0,4 | 33,5 | 34,7 |
| Voitures automobiles | 1,7 | 1,8 | 2 | 1,4 | 2,6 | 13,8 | 14,5 |
| Meubles et articles d'ameublement | 1,2 | 0,7 | 1 | 0 | 1,2 | 9,1 | 7 |
| Motocycles et bicyclettes | 0,9 | 0,7 | 0,5 | 0,5 | 1,3 | 1,5 | 1,4 |
| Tapis et revêtements de sol divers | 2,5 | 1,9 | 3,7 | 0,2 | -0,2 | 0,2 | 0,7 |
| Articles de bijouterie et horlogerie | 0,3 | 0,5 | 0,2 | 0,6 | 0,6 | 1 | 2,1 |
| Biens durables pour loisirs | 0,4 | 1 | 0,5 | 1,3 | 1,2 | 0,6 | 1,4 |
| Matériel photographique et cinématographique et appareils optiques | -3 | -1,8 | -0,3 | -4,7 | -4,6 | 0,4 | 0,6 |
| Appareils ménagers | -0,4 | -0,9 | -0,5 | -1,9 | 0,3 | 3,6 | 3,4 |
| Matériel de son et de l'image | -2,6 | -4,9 | -4,9 | -3,1 | -9,2 | 1,8 | 1,7 |
| Matériel de traitement de l'information | -3,1 | -4,1 | -4,1 | -4,6 | -2,9 | 1,5 | 1,9 |
| Biens industriels non énergétiques | 0,9 | 0,6 | 0,9 | 0,3 | 0,4 | 100 | 100 |

Source : CE, SPF Economie, Statbel.

Le taux d'inflation des **biens industriels non énergétiques** se chiffrait à 0,9 % en 2018 contre une moyenne de 0,6 % dans les pays voisins. L'Allemagne a connu le même niveau d'inflation que la Belgique, soit 0,9 %, suivie par les Pays-Bas 0,4 % et la France 0,3 %. L'inflation la plus importante enregistrée en Belgique dans le segment des **biens non-durables** touchait les journaux et les périodiques (6,3 %) alors que cette inflation était en moyenne de 4,6 % dans les pays voisins.

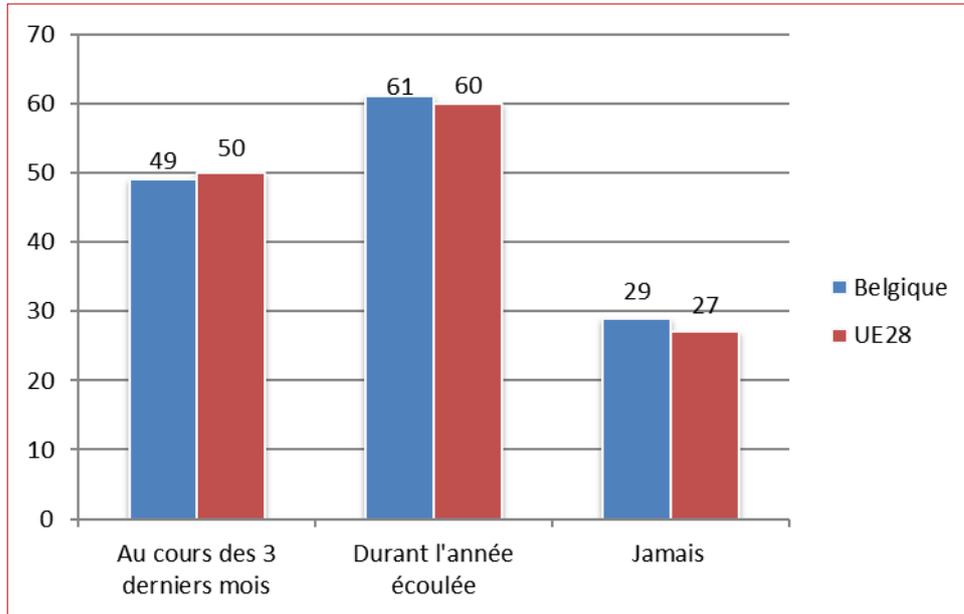
En matière de **biens semi durables**, l'inflation a surtout touché les livres (2,6 %) en Belgique, alors que le taux d'inflation moyen était de 0,6 % dans les pays voisins pour ces produits. Les Pays-Bas ont même noté une baisse de 3,1 % de l'inflation pour les livres.

Dans le segment des **biens durables**, la Belgique a enregistré un taux d'inflation de 0,7 %, contre une moyenne de 0,4 % pour les pays voisins. En 2018, les tapis et autres revêtements de sol ont connu le taux d'inflation le plus élevé, soit 2,5 %, suivis des voitures particulières neuves avec 1,7 %. En revanche, le matériel informatique et le matériel photographique et cinématographique ont connu la plus forte baisse de l'inflation avec respectivement -3,1 % et -3 % en 2018.

3.4. Commerce électronique

3.4.1. Achats en ligne des consommateurs aux entreprises (B2C)

Graphique 3-4. Achats en ligne en 2018 (population de 16 à 74 ans)



Source : Eurostat.

49 % de la population belge âgée de 16 à 74 ans a effectué des **achats en ligne** au cours des trois derniers mois, soit légèrement moins que la moyenne européenne (50 %). Au cours de l'année écoulée, 61 % de la population belge âgée de 16 à 74 ans a réalisé des achats en ligne. La Belgique dépasse ainsi de peu la moyenne européenne (60 %). Le pourcentage de la population âgée de 16 à 74 ans qui n'a encore jamais opéré d'achat en ligne était de 29 % en Belgique, soit un peu plus que la moyenne européenne (27 %). Il faut constater qu'une part importante de la population belge n'a encore jamais réalisé d'achat en ligne.

Tableau 3-5. Achats en ligne au cours de l'année écoulée

En % de la population âgée de 16 à 74 ans.

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--------------------|------|------|------|------|------|
| UE28 | 50% | 53% | 55% | 57% | 60% |
| Belgique | 54% | 55% | 57% | 60% | 61% |
| Allemagne | 70% | 73% | 74% | 75% | 77% |
| France | 62% | 65% | 66% | 67% | 67% |
| Pays-Bas | 71% | 71% | 74% | 79% | 80% |
| Royaume-Uni | 79% | 81% | 83% | 82% | na |

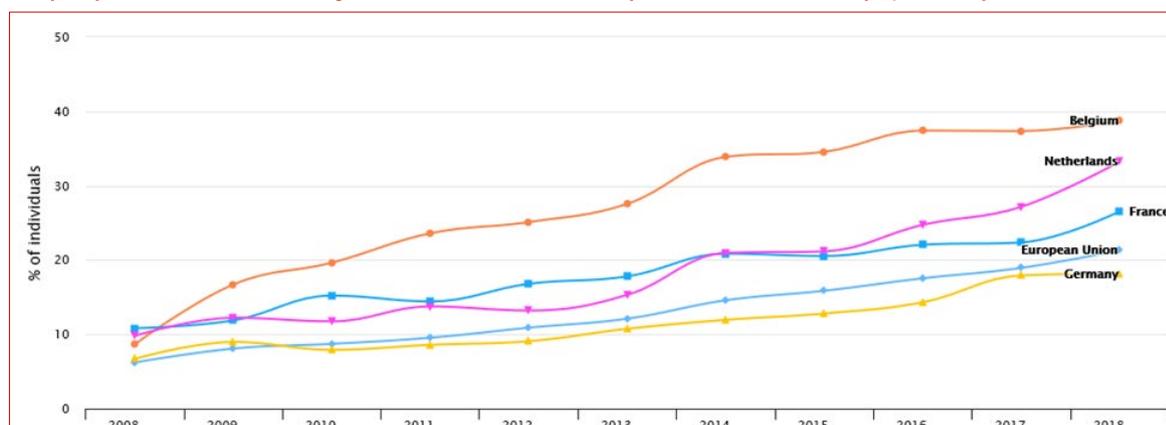
Source : Eurostat.

Le nombre d'acheteurs en ligne augmente chaque année. Alors qu'en 2014, seulement 54 % de la population belge âgée de 16 à 74 ans effectuait des achats en ligne, ce pourcentage atteignait déjà les 61 % en 2018. Parallèlement, dans l'UE28, une augmentation de 10 points de pourcentage était constatée sur 5 ans, soit un passage de 50 % en 2014 à 60 % en 2018. Le commerce en ligne a également fortement progressé dans les pays voisins. Toutefois, le commerce en ligne belge est toujours à la traîne par rapport à ceux-ci. En 2018, les Pays-Bas

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

avaient le pourcentage le plus élevé d'acheteurs en ligne avec 80 %, suivis par l'Allemagne avec 77 % et la France avec 67 %.

Graphique 3-5. Achats en ligne de biens et services provenant d'autres pays européens



Source : Commission européenne (Digital Scoreboard).

Selon le tableau de bord numérique de la Commission européenne, en 2018, 38,8 % des personnes basées en Belgique ont **acheté en ligne auprès de vendeurs établis dans d'autres pays européens**. Ce pourcentage est donc encore plus élevé qu'en 2017, où il était de 37,4 %. En comparant avec les pays voisins, une tendance à la hausse peut être constatée autant aux Pays-Bas (33,3 %) qu'en France (26,6 %). En Allemagne, seuls 18,2 % des personnes ont opéré des achats en ligne auprès des vendeurs d'autres pays de l'UE, tandis que la moyenne de l'Union européenne en la matière s'élève à 21,3 %, soit 17,5 points de pourcentage de moins qu'en Belgique. Si la Belgique parvenait à se rapprocher de la moyenne européenne, de nombreux emplois supplémentaires pourraient être créés.

Tableau 3-6. Achats en ligne par catégorie de produits

% d'individus qui ont commandé en ligne au cours des 12 derniers mois.

| Biens ou services commandés sur internet au cours des 12 derniers mois pour usage privé | Belgique | | | UE28 | | |
|---|----------|------|------|------|------|------|
| | 2016 | 2017 | 2018 | 2016 | 2017 | 2018 |
| Vêtements et équipements sportifs | 55% | 57% | 54% | 61% | 64% | 64% |
| Hébergement de vacances | 47% | 47% | 41% | 52% | 53% | 53% |
| Billets pour les événements | 36% | 40% | 35% | 38% | 39% | 39% |
| Articles ménagers | 32% | 33% | 28% | 44% | 46% | 45% |
| Livres, magazines et/ou journaux (en ligne) | 30% | 32% | 24% | 33% | 34% | 32% |
| Films/Musique | 18% | 20% | 15% | 23% | 28% | 25% |
| Logiciels d'ordinateur | 18% | 19% | 17% | 21% | 25% | 23% |
| Équipement électronique | 19% | 21% | 17% | 24% | 25% | 25% |
| Services de télécommunications | 13% | 14% | 11% | 18% | 19% | 20% |
| Matériel informatique | 12% | 13% | 11% | 17% | 18% | 17% |
| Aliments ou produits d'épicerie | 12% | 16% | 14% | 23% | 24% | 25% |
| Médicaments | 7% | 9% | 10% | 13% | 13% | 14% |

Source : Eurostat.

En 2018, ce sont les articles « d'habillement et de sport » que les Belges ont le plus achetés en ligne (54 %), bien qu'il y ait une diminution par rapport à 2017, où ce pourcentage était encore de 57 %. Au sein de l'Union européenne également, les vêtements et les équipements sportifs sont les plus souvent achetés en ligne (64 %), mais ce chiffre stagne.

En outre, en 2018, les Belges ont souvent utilisé internet pour réserver leurs vacances, avec 41 % contre 53 % pour l'UE. Les billets pour des événements sont souvent achetés en ligne également : 35% en Belgique et 39 % dans l'UE. Les achats en ligne d'articles ménagers se font en Belgique dans 28 % des cas, contre 45 % pour l'UE. Les livres, périodiques et/ou journaux sont achetés en ligne dans 24 % des cas en Belgique, soit une forte baisse par rapport à 2017 où le chiffre pour la Belgique était de 32 %. Pour l'UE, le taux d'achats en ligne des livres, périodiques et/journaux s'élève à 36 % en 2018. Ces articles complètent le top 5 des achats en ligne les plus populaires.

3.4.2. Achats en ligne d'entreprise à entreprise (B2B)

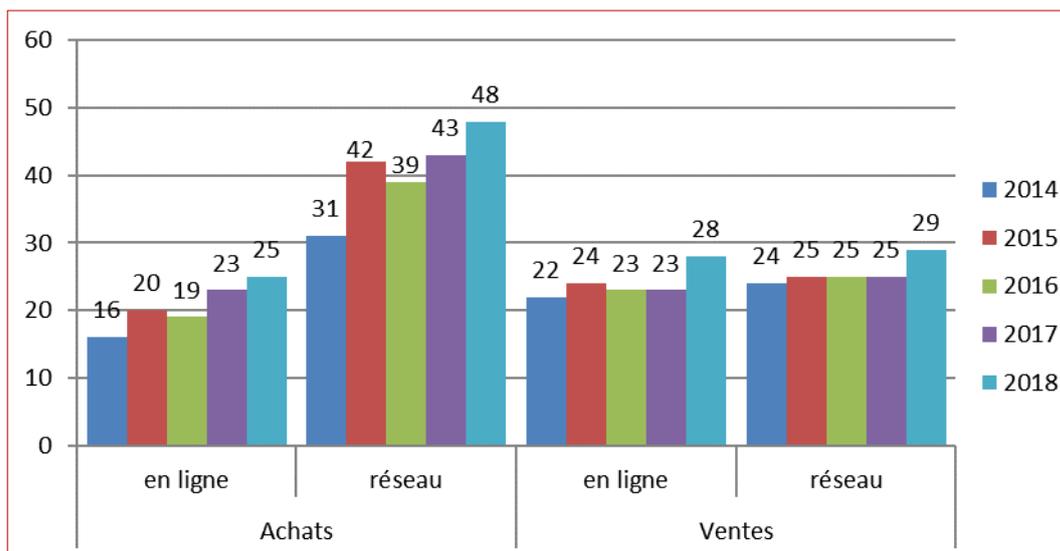
En 2018, 25 % des PME belges (10-249 salariés) ont effectué des achats via des sites web, soit une augmentation de 2 points de pourcentage par rapport à 2017 et de 9 points par rapport à 2014. Le nombre de PME belges qui ont fait des achats via des réseaux informatiques a encore augmenté pour atteindre 48 % en 2018, contre seulement 43 % en 2017. Si l'on compare avec 2014, on constate une augmentation de 17 points de pourcentage. Pour les Pays-Bas, seul pays voisin qui dispose également de ces données, 34 % des PME néerlandaises ont effectué des achats via des sites web et 66 % via des réseaux informatiques en 2018, ce qui est nettement plus élevé qu'en Belgique.

3.4.3. Ventes en ligne d'entreprise à entreprise (B2B)

En 2018, les ventes en ligne des PME se sont élevées à 28 %, soit une augmentation de 5 points de pourcentage par rapport à 2017 et de 6 points de pourcentage par rapport à 2014. Les ventes via les réseaux informatiques ont généré 29 % du chiffre d'affaires des PME en 2018, ce qui constitue une augmentation positive évidente de 4 points de pourcentage après une stagnation à 25 %. Si l'on compare avec 2014, on observe une augmentation de 5 points.

Graphique 3-6. Utilisation du commerce électronique dans les PME entre 2014 et 2017

En % d'entreprises.



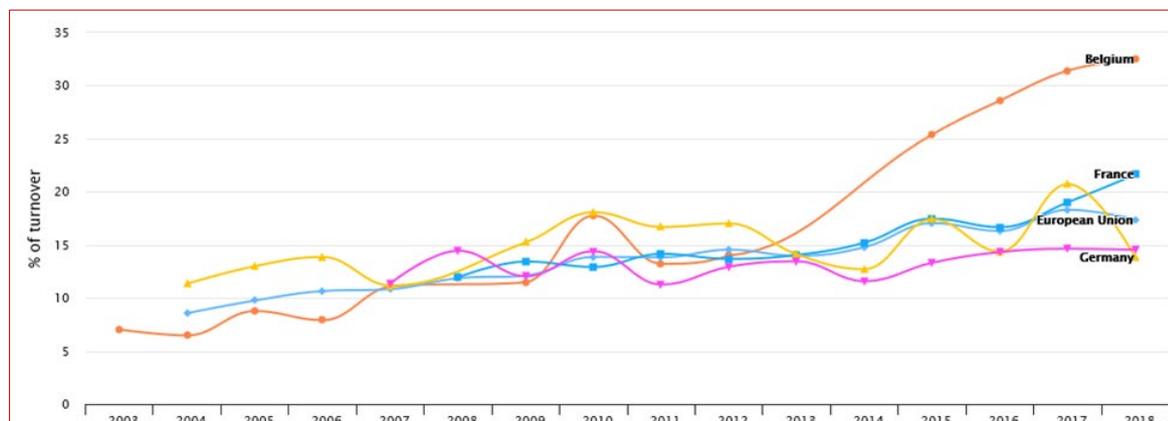
Source : Eurostat.

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

3.4.4. Chiffre d'affaires du commerce électronique

Graphique 3-7. Total des ventes par voie électronique des entreprises

En pourcentage de leur chiffre d'affaires.



Source : Commission européenne (Digital Scoreboard).

Selon le tableau de bord numérique de la Commission européenne, depuis 2013, les entreprises belges se sont fortement rattrapées par rapport à celles des pays voisins en matière de chiffre d'affaires réalisé au moyen du commerce électronique. En 2018, les entreprises belges ont réalisé 32,5 % de leur chiffre d'affaires via le commerce électronique, ce qui est encore plus élevé qu'en 2017 où ce chiffre était de 31,4 %. En 2018, ce chiffre s'élevait à 13,8 % pour l'Allemagne, à 21,6 % pour la France et à 14,5 % pour les Pays-Bas. Aucun autre pays voisin n'a enregistré une croissance aussi impressionnante que la Belgique depuis 2013.

Graphique 3-8. Total des ventes par voie électronique des PME (10-249 personnes employées)

En pourcentage de leur chiffre d'affaires (secteur financier non compris).



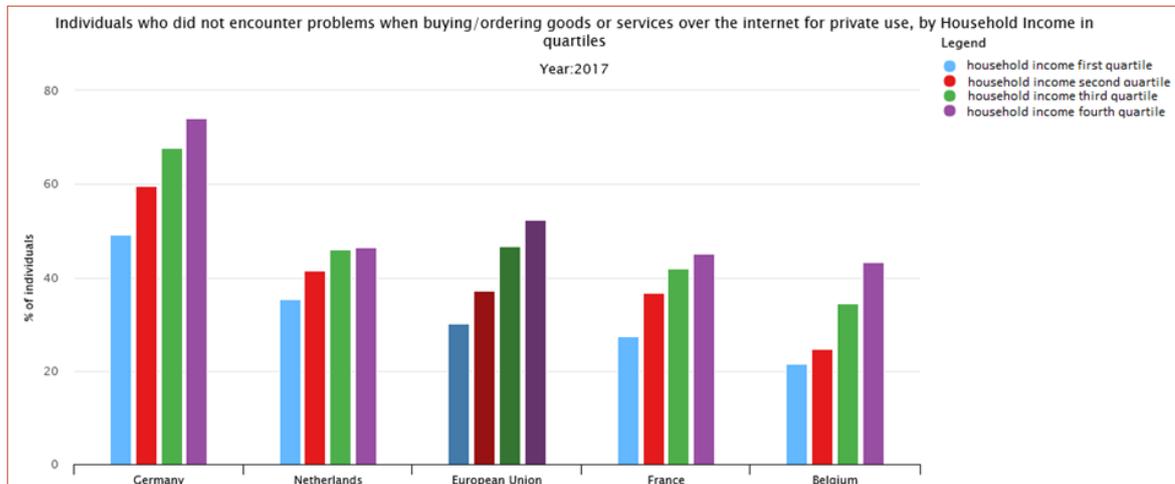
Source : Commission européenne (Digital Scoreboard).

Les résultats sont toutefois différents si l'on analyse uniquement le chiffre d'affaires des PME réalisé au moyen du commerce électronique. Dans ce cas de figure, la Belgique obtient toujours un meilleur résultat que ses pays voisins, mais l'on constate un net recul depuis 2016 où l'e-commerce représentait 19,6 % du chiffre d'affaires. Il se chiffrait à 15,4 % en 2017 avant de connaître une nouvelle diminution en 2018 pour n'atteindre que 12,5 %.

3.4.5. Obstacles au commerce électronique

Graphique 3-9. Individus n'ayant pas rencontré de problème lors de l'achat ou de la commande de biens ou de services en ligne, pour leur usage privé

Part en %.



Source : Commission européenne (Digital Scoreboard).

2017 est la dernière année pour laquelle on dispose de données sur les **obstacles au commerce électronique**. Sur la base du tableau de bord numérique de la Commission européenne, si l'on compare la Belgique avec les pays voisins pour les achats en ligne où aucun problème n'est survenu lors de l'opération, elle obtient des résultats nettement inférieurs pour tous les revenus. En 2017, 34,3 % des particuliers en Belgique n'ont rencontré aucun problème lors de leurs achats en ligne, alors que cette proportion s'élève à 38,9 % en France, à 43 % aux Pays-Bas et voire à 64,4 % en Allemagne. L'Allemagne obtient des résultats sensiblement meilleurs que les autres pays voisins et bien meilleurs que la Belgique. Si l'on opère une segmentation sur base du revenu, on peut remarquer que plus leur revenu est élevé, moins les gens connaissent de problèmes lors de leurs achats en ligne et ce constat est valable pour chaque pays. Par exemple, 43,3 % des revenus les plus élevés en Belgique ne rencontrent aucun problème lors de l'achat en ligne, alors que ce pourcentage n'atteint que 21,5 % pour les revenus les plus faibles.

Un Brexit « dur » affectera fortement le commerce électronique et entraînera une augmentation considérable des déclarations en douane. Il aura pour effet que les agents des douanes devront contrôler tous les colis en provenance du Royaume-Uni étant donné que ce pays ne sera plus soumis à la législation européenne, ce qui pourrait entraîner de longs retards.

En outre, la « **politique de livraison gratuite** » est en cours de révision par de grandes entreprises de commerce électronique telles que Zalando et le géant de l'habillement H&M, où le client paie actuellement pour des livraisons inférieures à 24,90 euros. En effet, la moitié des produits vendus en ligne par Zalando sont retournés, ce qui affecte fortement sa marge bénéficiaire²⁹.

²⁹ De Morgen, " [Moeten we straks weer betalen om pakjes thuis te laten leveren? E-commerce beleeft kantelmoment](#) " 3 mai 2019.

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

4. Annexes

Tableau 4-1. Nomenclature NACE dans le secteur de la distribution

| | | |
|------------|---|---|
| 45 | Groot- en detailhandel in en onderhoud en reparatie van motorvoertuigen en motorfietsen | Commerce de gros et de détail et réparation véhicules automobiles et de motocycles |
| 451 | Handel in auto's | Commerce de véhicules automobiles |
| 4511 | Handel in auto's en lichte bestelwagens (kleiner of gelijk aan 3,5 ton) | Commerce d'automobiles et d'autres véhicules automobiles légers (inférieur ou égal à 3,5 tonnes) |
| 4519 | Handel in andere motorvoertuigen | Commerce d'autres véhicules automobiles |
| 452 | Onderhoud en reparatie van motorvoertuigen | Entretien et réparation de véhicules automobiles |
| 453 | Handel in onderdelen en accessoires van motorvoertuigen | Commerce d'équipements de véhicules automobiles |
| 4531 | Groothandel in onderdelen en accessoires van motorvoertuigen | Commerce de gros d'équipements de véhicules automobiles |
| 4532 | Detailhandel in onderdelen en accessoires van motorvoertuigen | Commerce de détail d'équipements de véhicules automobiles |
| 454 | Handel in en onderhoud en reparatie van motorfietsen en delen en toebehoren van motorfietsen | Commerce, entretien et réparation de motocycles et de pièces et d'accessoires de motocycles |
| 46 | Groothandel en handelsbemiddeling, met uitzondering van de handel in motorvoertuigen en motorfietsen | Commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles |
| 461 | Handelsbemiddeling | Intermédiaires du commerce de gros |
| 4611 | Handelsbemiddeling in landbouwproducten, levende dieren en textielgrondstoffen en halffabricaten | Intermédiaires du commerce en matières premières agricoles, animaux vivants, matières premières textiles et produits semi-finis |
| 4612 | Handelsbemiddeling in brandstoffen, ertsen, metalen en chemische producten | Intermédiaires du commerce en combustibles, métaux, minéraux et produits chimiques |
| 4613 | Handelsbemiddeling in hout en bouwmaterialen | Intermédiaires du commerce en bois et matériaux de construction |
| 4614 | Handelsbemiddeling in machines, apparaten en werktuigen voor de industrie en in schepen en luchtvaartuigen | Intermédiaires du commerce en machines, équipements industriels, navires et avions |
| 4615 | Handelsbemiddeling in meubelen, huishoudelijke artikelen en ijzerwaren | Intermédiaires du commerce en meubles, articles de ménage et quincaillerie |
| 4616 | Handelsbemiddeling in textiel, kleding, bont, schoeisel en lederwaren | Intermédiaires du commerce en textiles, habillement, fourrures, chaussures et articles en cuir |
| 4617 | Handelsbemiddeling in voedings- en genotmiddelen | Intermédiaires du commerce en denrées, boissons et tabac |
| 4618 | Handelsbemiddeling gespecialiseerd in andere goederen | Intermédiaires spécialisés dans le commerce d'autres produits spécifiques |
| 4619 | Handelsbemiddeling in goederen, algemeen assortiment | Intermédiaires du commerce en produits divers |
| 462 | Groothandel in landbouwproducten en levende dieren | Commerce de gros de produits agricoles bruts et d'animaux vivants |
| 4621 | Groothandel in granen, ruwe tabak, zaden en veevoeders | Commerce de gros de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail |
| 4622 | Groothandel in bloemen en planten | Commerce de gros de fleurs et de plantes |
| 4623 | Groothandel in levende dieren | Commerce de gros d'animaux vivants |
| 4624 | Groothandel in huiden, vellen en leer | Commerce de gros de cuirs et de peaux |

| | | |
|------------|--|---|
| 463 | Groothandel in voedingsmiddelen, dranken en ge- notmiddelen | Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac |
| 4631 | Groothandel in groenten en fruit | Commerce de gros de fruits et de légumes |
| 4632 | Groothandel in vlees en vleesproducten | Commerce de gros de viandes et de produits à base de viande |
| 4633 | Groothandel in zuivelproducten, eieren en spijsoliën en -vetten | Commerce de gros de produits laitiers, œufs, huiles et matières grasses comestibles |
| 4634 | Groothandel in dranken | Commerce de gros de boissons |
| 4635 | Groothandel in tabaksproducten | Commerce de gros de produits à base de tabac |
| 4636 | Groothandel in suiker, chocolade en suikerwerk | Commerce de gros de sucre, de chocolat et de confi- serie |
| 4637 | Groothandel in koffie, thee, cacao en specerijen | Commerce de gros de café, de thé, de cacao et d'épices |
| 4638 | Groothandel in andere voedingsmiddelen, met inbe- grip van vis en schaal- en weekdieren | Commerce de gros d'autres produits alimentaires, y compris poissons, crustacés et mollusques |
| 4639 | Niet-gespecialiseerde groothandel in voedings- en ge- notmiddelen | Commerce de gros non spécialisé de denrées, bois- sons et tabac |
| 464 | Groothandel in andere consumentenartikelen | Commerce de gros d'autres biens domestiques |
| 4641 | Groothandel in textiel | Commerce de gros de textiles |
| 4642 | Groothandel in kleding en schoeisel | Commerce de gros d'habillement et de chaussures |
| 4643 | Groothandel in elektrische huishoudelijke apparaten | Commerce de gros d'appareils électroménagers |
| 4644 | Groothandel in porselein, glaswerk en reinigingsmid- delen | Commerce de gros de porcelaine, de verrerie et de produits d'entretien |
| 4645 | Groothandel in parfumerieën en cosmetica | Commerce de gros de parfumerie et de produits de beauté |
| 4646 | Groothandel in farmaceutische producten | Commerce de gros de produits pharmaceutiques |
| 4647 | Groothandel in huismeubilair, tapijten en verlichtings- apparatuur | Commerce de gros de mobilier domestique, de tapis et d'appareils d'éclairage |
| 4648 | Groothandel in uurwerken en sieraden | Commerce de gros d'articles d'horlogerie et de bijou- terie |
| 4649 | Groothandel in andere consumentenartikelen | Commerce de gros d'autres biens domestiques |
| 465 | Groothandel in informatie- en communicatieap- paratuur | Commerce de gros d'équipements de l'information et de la communication |
| 4651 | Groothandel in computers, randapparatuur en soft- ware | Commerce de gros d'ordinateurs, d'équipements infor- matiques périphériques et de logiciels |
| 4652 | Groothandel in elektronische en telecommunicatieap- paratuur en delen daarvan | Commerce de gros de composants et d'équipements électroniques et de télécommunication |
| 466 | Groothandel in andere machines en werktuigen en toebehoren | Commerce de gros d'autres équipements indus- triels |
| 4661 | Groothandel in machines, werktuigen en toebehoren voor de landbouw | Commerce de gros de matériel agricole |
| 4662 | Groothandel in gereedschapswerktuigen | Commerce de gros de machines-outils |
| 4663 | Groothandel in machines voor de mijnbouw, de bouw- nijverheid en de weg- en waterbouw | Commerce de gros de machines pour l'extraction, la construction et le génie civil |
| 4664 | Groothandel in machines voor de textielindustrie en in naai- en breimachines | Commerce de gros de machines pour l'industrie textile et l'habillement |
| 4665 | Groothandel in kantoormeubelen | Commerce de gros de mobilier de bureau |
| 4666 | Groothandel in andere kantoormachines en kantoor- benodigdheden | Commerce de gros d'autres machines et équipements de bureau |
| 4669 | Groothandel in andere machines en werktuigen | Commerce de gros d'autres machines et équipements |

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »

| 467 | Overige gespecialiseerde groothandel | Autres commerces de gros spécialisés |
|------------|--|---|
| 4671 | Groothandel in vaste, vloeibare en gasvormige brandstoffen en aanverwante producten | Commerce de gros de combustibles solides, liquides et gazeux et de produits annexes |
| 4672 | Groothandel in metalen en metaalertsen | Commerce de gros de minerais et de métaux |
| 4673 | Groothandel in hout, bouwmaterialen en sanitair | Commerce de gros de bois, de matériaux de construction et d'appareils sanitaires |
| 4674 | Groothandel in ijzerwaren en in installatiemateriaal voor loodgieterswerk en verwarming | Commerce de gros de quincaillerie et de fournitures pour plomberie et chauffage |
| 4675 | Groothandel in chemische producten | Commerce de gros de produits chimiques |
| 4676 | Groothandel in andere intermediaire producten | Commerce de gros d'autres produits intermédiaires |
| 4677 | Groothandel in afval en schroot | Commerce de gros de déchets et de débris |
| 469 | Niet-gespecialiseerde groothandel | Commerce de gros non spécialisé |
| 47 | Detailhandel, met uitzondering van de handel in auto's en motorfietsen | Commerce de détail, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles |
| 471 | Detailhandel in niet-gespecialiseerde winkels | Commerce de détail en magasin non spécialisé |
| 4711 | Detailhandel in niet-gespecialiseerde winkels waarbij voedings- en genotmiddelen overheersen | Commerce de détail en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire |
| 4719 | Overige detailhandel in niet-gespecialiseerde winkels | Autres commerces de détail en magasin non spécialisé |
| 472 | Detailhandel in voedings- en genotmiddelen in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé |
| 4721 | Detailhandel in groenten en fruit in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail de fruits et de légumes en magasin spécialisé |
| 4722 | Detailhandel in vlees en vleesproducten in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé |
| 4723 | Detailhandel in vis en schaal- en weekdieren in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques en magasin spécialisé |
| 4724 | Detailhandel in brood, banketbakkerswerk en suikerwerk in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail de pain, de pâtisserie et de confiserie en magasin spécialisé |
| 4725 | Detailhandel in dranken in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé |
| 4726 | Detailhandel in tabaksproducten in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail de produits à base de tabac en magasin spécialisé |
| 4729 | Overige detailhandel in voedingsmiddelen in gespecialiseerde winkels | Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé |
| 473 | Detailhandel in motorbrandstoffen in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail de carburants automobiles en magasin spécialisé |
| 474 | Detailhandel in ICT-apparatuur in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail d'équipements de l'information et de la communication en magasin spécialisé |
| 4741 | Detailhandel in computers, randapparatuur en software in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé |
| 4742 | Detailhandel in telecommunicatieapparatuur in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin spécialisé |
| 4743 | Detailhandel in audio- en videoapparatuur in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail de matériels audio-vidéo en magasin spécialisé |

| | | |
|------------|--|--|
| 475 | Detailhandel in andere consumentenartikelen in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé |
| 4751 | Detailhandel in textiel in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail de textiles en magasin spécialisé |
| 4752 | Detailhandel in ijzerwaren, verf en glas in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail de quincaillerie, de peintures et de verres en magasin spécialisé |
| 4753 | Detailhandel in tapijten en andere vloerbedekking en wandbekleding in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail de tapis, de moquettes et de revêtements de murs et de sols en magasin spécialisé |
| 4754 | Detailhandel in elektrische huishoudapparaten in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé |
| 4759 | Detailhandel in meubelen, verlichtingsbenodigdheden en andere huishoudelijke artikelen in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail de meubles, d'appareils d'éclairage et d'autres articles de ménage en magasin spécialisé |
| 476 | Detailhandel in cultuur- en recreatieartikelen in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail de biens culturels et de loisirs en magasin spécialisé |
| 4761 | Detailhandel in boeken in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail de livres en magasin spécialisé |
| 4762 | Detailhandel in kranten en kantoorbehoeften in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail de journaux et de papeterie en magasin spécialisé |
| 4763 | Detailhandel in audio- en video-opnamen in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail d'enregistrements musicaux et vidéo en magasin spécialisé |
| 4764 | Detailhandel in sportartikelen in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé |
| 4765 | Detailhandel in spellen en speelgoed in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail de jeux et de jouets en magasin spécialisé |
| 477 | Detailhandel in andere artikelen in gespecialiseerde winkels | Autres commerces de détail en magasin spécialisé |
| 4771 | Detailhandel in kleding in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé |
| 4772 | Detailhandel in schoeisel en lederwaren in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail de chaussures et d'articles en cuir en magasin spécialisé |
| 4773 | Apothekers in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé |
| 4774 | Detailhandel in medische en orthopedische artikelen in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé |
| 4775 | Detailhandel in cosmetica en toiletartikelen in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé |
| 4776 | Detailhandel in bloemen, planten, zaden, kunstmeststoffen, huisdieren en voedsel voor huisdieren in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail de fleurs, de plantes, de graines, d'engrais, d'animaux de compagnie et d'aliments pour ces animaux en magasin spécialisé |
| 4777 | Detailhandel in uurwerken en sieraden in gespecialiseerde winkels | Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé |
| 4778 | Overige detailhandel in nieuwe artikelen in gespecialiseerde winkels | Autres commerces de détail de biens neufs en magasin spécialisé |
| 4779 | Detailhandel in antiek en tweedehandsgoederen in winkels | Commerce de détail d'antiquités et de biens d'occasion en magasin |
| 478 | Markt- en straathandel | Commerce de détail sur éventaires et marchés |
| 4781 | Markt- en straathandel in voedings- en genotmiddelen | Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés |
| 4782 | Markt- en straathandel in textiel, kleding en schoeisel | Commerce de détail de textiles, d'habillement et de chaussures sur éventaires et marchés |
| 4789 | Markt- en straathandel in andere artikelen | Autres commerces de détail sur éventaires et marchés |
| 479 | Detailhandel, niet in winkels en exclusief markt- en straathandel | Commerce de détail hors magasin, éventaires ou marchés |
| 4791 | Detailhandel via postorderbedrijven of via internet | Vente à distance |
| 4799 | Overige detailhandel, niet in winkels en exclusief markt- en straathandel | Autres commerces de détail hors magasin, éventaires ou marchés |

Tableau 4-2. Chiffre d'affaires selon les données TVA

| | Montant en milliers d'euros | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-----|-----------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2017-I | 2017-II | 2017-III | 2017-IV | 2018-I | 2018-II | 2018-III | 2018-IV |
| 45 | 90.918.527 | 73.389.120 | 82.515.819 | 88.834.811 | 85.393.373 | 88.024.632 | 92.330.933 | 100.289.637 | 109.996.637 | 119.575.208 | 122.755.608 | 30.437.237 | 30.941.398 | 27.050.688 | 31.145.885 | 32.145.230 | 31.821.944 | 27.292.180 | 31.496.254 |
| 451 | 69.990.691 | 55.085.623 | 61.240.107 | 65.336.509 | 63.006.741 | 64.090.496 | 69.076.396 | 75.421.416 | 83.020.532 | 91.615.640 | 94.703.177 | 23.390.950 | 23.822.824 | 20.712.492 | 23.689.374 | 25.103.775 | 24.364.199 | 20.823.696 | 24.411.507 |
| 452 | 6.002.303 | 6.014.043 | 5.184.216 | 5.499.430 | 5.209.068 | 5.315.427 | 4.965.750 | 4.569.529 | 4.944.418 | 5.253.579 | 5.265.968 | 1.305.724 | 1.340.223 | 1.109.059 | 1.498.573 | 1.304.986 | 1.374.870 | 1.095.518 | 1.490.594 |
| 453 | 13.921.702 | 11.506.758 | 15.361.287 | 17.331.133 | 16.510.612 | 17.940.718 | 17.642.068 | 19.608.140 | 21.159.133 | 21.842.946 | 21.832.692 | 5.547.585 | 5.523.038 | 5.005.873 | 5.766.450 | 5.508.333 | 5.803.905 | 5.146.180 | 5.374.274 |
| 454 | 1.003.831 | 782.696 | 730.209 | 667.739 | 666.952 | 677.991 | 646.719 | 670.552 | 872.554 | 863.043 | 953.771 | 192.978 | 255.313 | 223.264 | 191.488 | 228.136 | 278.970 | 226.786 | 219.879 |
| 46 | 307.497.397 | 270.202.454 | 314.892.513 | 352.821.168 | 365.769.640 | 362.709.747 | 364.202.111 | 358.922.125 | 346.050.351 | 368.327.063 | 383.925.856 | 90.771.927 | 93.145.167 | 87.904.740 | 96.505.229 | 93.962.489 | 98.370.017 | 92.610.271 | 98.983.079 |
| 461 | 14.834.222 | 12.733.286 | 14.759.391 | 18.271.469 | 18.063.062 | 17.681.841 | 15.039.902 | 15.023.963 | 14.963.305 | 17.941.612 | 18.825.603 | 4.443.877 | 4.452.943 | 4.407.839 | 4.636.953 | 4.524.926 | 4.874.741 | 4.707.933 | 4.718.003 |
| 462 | 8.191.346 | 7.290.488 | 7.517.065 | 7.834.698 | 8.124.146 | 8.540.084 | 8.359.222 | 7.543.817 | 7.715.050 | 8.176.844 | 9.112.054 | 1.920.956 | 2.138.964 | 1.804.190 | 2.312.734 | 2.263.115 | 2.411.989 | 2.074.714 | 2.362.236 |
| 463 | 39.089.773 | 38.438.498 | 41.595.619 | 43.630.734 | 45.239.729 | 47.812.556 | 48.228.978 | 49.048.715 | 50.365.416 | 52.715.869 | 53.512.150 | 12.425.383 | 13.633.958 | 13.015.321 | 13.641.207 | 12.492.727 | 13.862.951 | 13.229.073 | 13.927.399 |
| 464 | 77.763.227 | 80.869.723 | 86.759.548 | 91.177.595 | 92.747.715 | 89.739.263 | 91.846.338 | 100.256.225 | 88.219.091 | 85.814.319 | 86.500.048 | 21.083.965 | 21.245.354 | 21.335.189 | 22.149.811 | 21.539.955 | 21.400.054 | 21.068.683 | 22.491.356 |
| 465 | 11.735.754 | 9.563.696 | 10.431.036 | 9.679.390 | 8.935.545 | 8.579.748 | 8.485.967 | 8.581.505 | 8.735.036 | 10.555.522 | 10.583.618 | 2.558.263 | 2.455.198 | 2.447.212 | 3.094.849 | 2.516.242 | 2.371.051 | 2.491.106 | 3.205.219 |
| 466 | 25.117.055 | 20.646.787 | 23.115.175 | 26.489.171 | 26.483.453 | 26.038.994 | 27.189.675 | 28.633.220 | 29.407.139 | 30.110.621 | 30.804.707 | 7.640.282 | 7.759.719 | 6.982.872 | 7.727.748 | 7.684.666 | 7.934.840 | 7.167.286 | 8.017.915 |
| 467 | 124.469.604 | 94.791.878 | 126.273.402 | 151.449.533 | 163.092.304 | 161.307.225 | 161.184.550 | 146.332.562 | 143.079.407 | 159.625.387 | 171.024.804 | 39.834.053 | 40.629.211 | 37.070.989 | 42.091.134 | 42.137.605 | 44.687.150 | 40.952.781 | 43.247.268 |
| 469 | 6.296.416 | 5.868.098 | 4.441.277 | 4.288.578 | 3.083.686 | 3.010.036 | 3.867.479 | 3.502.118 | 3.565.907 | 3.386.889 | 3.562.872 | 865.148 | 829.820 | 841.128 | 850.793 | 803.253 | 827.241 | 918.695 | 1.013.683 |
| 47 | 77.645.795 | 78.956.881 | 84.226.637 | 86.734.346 | 88.780.670 | 90.001.815 | 91.364.805 | 93.830.662 | 96.663.157 | 98.034.572 | 99.309.150 | 23.654.105 | 24.998.789 | 24.055.381 | 25.326.297 | 23.743.019 | - | - | - |
| 471 | 30.319.371 | 31.910.788 | 34.487.259 | 34.868.925 | 36.522.051 | 37.402.305 | 37.402.917 | 44.263.917 | 44.263.917 | 45.389.272 | 46.005.978 | 11.003.070 | 11.725.184 | 11.193.988 | 11.467.035 | 11.251.006 | - | - | - |
| 472 | 4.499.691 | 4.487.566 | 4.704.929 | 4.843.837 | 4.966.522 | 5.055.838 | 4.989.662 | 5.079.327 | 5.144.211 | 5.022.771 | 5.112.747 | 1.147.065 | 1.287.637 | 1.212.156 | 1.375.913 | 1.169.762 | - | - | - |
| 473 | 4.900.384 | 4.317.110 | 5.193.274 | 5.223.622 | 5.427.852 | 5.502.483 | 5.922.657 | 5.405.713 | 4.997.368 | 4.837.553 | 4.102.072 | 1.360.011 | 1.293.245 | 1.195.536 | 988.761 | 987.091 | 1.034.081 | 1.040.142 | 1.040.758 |
| 474 | 2.568.012 | 2.397.225 | 2.289.102 | 2.280.435 | 2.124.606 | 2.087.390 | 2.119.415 | 1.775.369 | 1.807.860 | 1.757.080 | 1.806.986 | 418.200 | 404.237 | 414.191 | 520.452 | 435.809 | 400.503 | 428.059 | 542.615 |
| 475 | 9.782.807 | 9.985.685 | 10.431.126 | 10.832.316 | 10.986.813 | 10.801.280 | 10.769.240 | 10.936.516 | 11.193.434 | 11.128.324 | 11.235.689 | 2.669.577 | 2.803.902 | 2.783.241 | 2.872.414 | 2.726.262 | 2.806.108 | 2.734.842 | 2.968.477 |
| 476 | 3.592.660 | 3.492.424 | 3.559.211 | 3.341.605 | 3.210.815 | 3.142.580 | 3.067.238 | 3.057.731 | 2.962.962 | 2.927.790 | 2.927.790 | 651.653 | 700.351 | 753.785 | 857.173 | 638.311 | 695.728 | 730.850 | 862.901 |
| 477 | 20.258.614 | 19.514.872 | 20.396.374 | 21.463.417 | 21.485.009 | 21.849.742 | 22.113.710 | 22.631.156 | 21.887.395 | 21.897.251 | 22.229.892 | 5.227.868 | 5.595.253 | 5.309.974 | 5.764.156 | 5.186.078 | 5.737.262 | 5.258.138 | 6.048.414 |
| 478 | 382.103 | 397.053 | 413.832 | 425.796 | 436.701 | 441.532 | 465.364 | 476.417 | 494.799 | 497.981 | 503.053 | 108.440 | 136.554 | 125.121 | 127.866 | 107.333 | 136.836 | 126.938 | 131.946 |
| 479 | 1.342.153 | 2.454.158 | 2.751.530 | 3.035.263 | 3.489.511 | 3.650.430 | 3.091.335 | 3.426.009 | 3.816.376 | 4.541.373 | 5.384.943 | 1.068.221 | 1.053.236 | 1.067.389 | 1.352.527 | 1.241.367 | 1.226.583 | 1.327.276 | 1.589.717 |

| | Evolution | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-----|-----------|--------|-------|--------|-------|--------|--------|--------|-------|--------|--------|-----------|--------|---------|----------|---------|--------|---------|----------|
| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2018/2008 | 2017-I | 2017-II | 2017-III | 2017-IV | 2018-I | 2018-II | 2018-III |
| 45 | -19,3% | 12,4% | 7,7% | -3,9% | 3,1% | 4,9% | 8,6% | 9,7% | 8,7% | 2,7% | 35,0% | 13,4% | 8,3% | 9,1% | 4,5% | 5,6% | 2,8% | 0,9% | 1,1% |
| 451 | -21,3% | 11,2% | 6,7% | -3,6% | 1,7% | 7,8% | 9,2% | 10,1% | 10,4% | 3,4% | 35,3% | 14,9% | 11,1% | 10,6% | 5,3% | 7,3% | 2,3% | 0,5% | 3,0% |
| 452 | 0,2% | -13,8% | 6,1% | -5,3% | 2,0% | -6,6% | -8,0% | 8,2% | 6,3% | 0,2% | -12,3% | 13,1% | 6,0% | 1,0% | 5,0% | -0,1% | 2,6% | -1,2% | -0,5% |
| 453 | -17,3% | 33,5% | 12,8% | -4,7% | 8,7% | -1,7% | 11,1% | 7,9% | 3,2% | 0,0% | 56,8% | 8,5% | -1,5% | 5,0% | 1,7% | -0,7% | 5,1% | 2,8% | -6,8% |
| 454 | -22,0% | -6,7% | -8,6% | -0,1% | 1,7% | -4,6% | 3,7% | 30,1% | -1,1% | 10,5% | -5,0% | -8,2% | 0,1% | 10,6% | -6,7% | 18,2% | 9,3% | 1,6% | 14,8% |
| 46 | -12,1% | 16,5% | 12,0% | 3,7% | -0,8% | 0,4% | -1,4% | -3,6% | 6,4% | 4,2% | 24,9% | 4,2% | 5,8% | 6,0% | 9,6% | 3,5% | 5,6% | 5,4% | 2,6% |
| 461 | -14,2% | 15,9% | 23,8% | -1,1% | -2,1% | -14,9% | -0,1% | -0,4% | 19,9% | 4,9% | 26,9% | 22,1% | 18,9% | 24,1% | 15,1% | 1,8% | 9,5% | 6,8% | 1,7% |
| 462 | -11,0% | 3,1% | 4,2% | 3,7% | 5,1% | -2,1% | -9,8% | 2,3% | 6,0% | 11,4% | 11,2% | 4,1% | 1,6% | 2,4% | 15,5% | 17,8% | 12,8% | 15,0% | 2,1% |
| 463 | -1,7% | 8,2% | 4,9% | 3,7% | 5,7% | 0,9% | 1,7% | 2,7% | 4,7% | 1,5% | 36,9% | 5,8% | 7,4% | 2,6% | 3,0% | 0,5% | 1,7% | 1,6% | 2,1% |
| 464 | 4,0% | 7,3% | 5,1% | 1,7% | -3,2% | 2,3% | 9,2% | -12,0% | -2,7% | 0,8% | 11,2% | -16,3% | -0,2% | 3,6% | 4,8% | 2,2% | 0,7% | -1,2% | 1,5% |
| 465 | -18,5% | 9,1% | -7,2% | -7,7% | -4,0% | -1,1% | 1,1% | 1,8% | 20,8% | 0,3% | -9,8% | 22,3% | 20,2% | 23,7% | 18,1% | -1,6% | -3,4% | 1,8% | 3,6% |
| 466 | -17,8% | 12,0% | 14,6% | 0,0% | -1,7% | 4,4% | 5,3% | 2,7% | 2,4% | 2,3% | 22,6% | 5,6% | 0,1% | 2,0% | 2,1% | 0,6% | 2,3% | 2,6% | 3,8% |
| 467 | -23,8% | 33,2% | 19,9% | 7,7% | -1,1% | -0,1% | -9,2% | -2,2% | 11,6% | 7,1% | 37,4% | 15,7% | 8,3% | 7,0% | 15,3% | 5,8% | 10,0% | 10,5% | 2,7% |
| 469 | -6,8% | -24,3% | -3,4% | -28,1% | -2,4% | 28,5% | -9,4% | 1,8% | -5,0% | 5,2% | -43,4% | -4,3% | -4,4% | -2,1% | -9,0% | -7,2% | -0,3% | 9,2% | 19,1% |
| 47 | 1,7% | 6,7% | 3,0% | 2,4% | 1,4% | 1,5% | 2,7% | 3,0% | 1,4% | 1,3% | 27,9% | 4,4% | 2,9% | 1,8% | -2,9% | 0,4% | -0,1% | 0,8% | 4,0% |
| 471 | 5,2% | 8,1% | 1,1% | 4,7% | 2,4% | 3,6% | 5,9% | 7,9% | 2,5% | 1,4% | 51,7% | 8,1% | 4,0% | 1,3% | -2,6% | 2,3% | -0,8% | 1,6% | 2,4% |
| 472 | -0,3% | 4,8% | 3,0% | 2,5% | 1,8% | -1,3% | 1,8% | 1,3% | -2,4% | 1,8% | 13,6% | -3,7% | -0,4% | -4,3% | -1,4% | 2,0% | 1,9% | 0,9% | 2,4% |
| 473 | -11,9% | 20,3% | 4,4% | 0,1% | 1,4% | 7,6% | -8,7% | -7,6% | -3,2% | -15,2% | -16,3% | 12,4% | 6,8% | 2,1% | -29,6% | -27,4% | -20,0% | -13,0% | 5,3% |
| 474 | -6,7% | -4,5% | -0,4% | -6,8% | -1,8% | 1,5% | -16,2% | 1,8% | -2,8% | 2,8% | -29,6% | -3,4% | -5,1% | -4,4% | 0,9% | 4,2% | -0,9% | 3,3% | 4,3% |
| 475 | 2,1% | 4,5% | 3,8% | 1,4% | -1,7% | -0,3% | 1,6% | 2,3% | -0,6% | 1,0% | 14,9% | -0,1% | -0,6% | 0,9% | -2,3% | 2,1% | 0,1% | -1,7% | 3,3% |
| 476 | -2,8% | 1,9% | 0,0% | -6,2% | -3,9% | -2,1% | -2,4% | -0,3% | -3,1% | -1,2% | -18,5% | -4,9% | -2,4% | -2,4% | -2,7% | -2,0% | -0,7% | -3,0% | 0,7% |
| 477 | -3,7% | 4,5% | 5,2% | 0,1% | 1,7% | 1,2% | 2,3% | -3,3% | 0,0% | 1,5% | 9,7% | -1,7% | 1,7% | 2,5% | -2,1% | -0,8% | 2,5% | -1,0% | 4,9% |
| 478 | 3,9% | 4,2% | 2,9% | 2,6% | 1,1% | 5,4% | 2,4% | 3,9% | 0,6% | 1,0% | 31,7% | 3,2% | 0,6% | -0,4% | -0,3% | -1,0% | 0,2% | 1,5% | 3,2% |
| 479 | 82,9% | 12,1% | 10,3% | 15,0% | 4,6% | -15,3% | 10,8% | 11,4% | 19,0% | 18,6% | 301,2% | 21,5% | 15,9% | 21,5% | 17,7% | 16,2% | 16,5% | 24,3% | 17,5% |

Source : Statbel.

Tableau 4-3. Investissements selon les données TVA

| | Montant en milliers d'euros | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-----|-----------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|---------|---------|----------|---------|---------|---------|----------|---------|
| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2017-I | 2017-II | 2017-III | 2017-IV | 2018-I | 2018-II | 2018-III | 2018-IV |
| 45 | 949.158 | 844.331 | 880.723 | 1.033.371 | 882.882 | 927.493 | 1.059.752 | 1.158.409 | 1.365.092 | 1.436.805 | 1.508.072 | 339.633 | 388.866 | 311.087 | 397.219 | 358.676 | 358.551 | 324.676 | 466.169 |
| 451 | 627.391 | 515.631 | 499.985 | 695.489 | 606.912 | 666.592 | 783.222 | 864.431 | 1.078.546 | 1.079.068 | 1.170.306 | 237.682 | 307.085 | 239.122 | 295.179 | 286.352 | 267.289 | 244.612 | 372.053 |
| 452 | 232.334 | 234.783 | 301.220 | 249.106 | 175.351 | 171.907 | 178.845 | 165.060 | 175.190 | 219.186 | 209.886 | 49.743 | 52.802 | 54.274 | 62.367 | 48.928 | 51.610 | 46.182 | 63.166 |
| 453 | 68.998 | 74.764 | 60.060 | 74.806 | 87.453 | 87.220 | 81.258 | 115.548 | 93.504 | 122.909 | 110.091 | 47.663 | 24.737 | 15.260 | 35.249 | 18.805 | 34.932 | 28.999 | 27.355 |
| 454 | 20.435 | 19.153 | 19.458 | 13.970 | 13.166 | 11.774 | 16.427 | 13.370 | 17.852 | 15.642 | 17.789 | 4.545 | 4.242 | 2.431 | 4.424 | 4.591 | 4.720 | 4.883 | 3.595 |
| 46 | 2.350.382 | 1.875.982 | 1.993.095 | 2.131.022 | 2.043.110 | 1.962.992 | 1.897.751 | 1.921.676 | 2.077.439 | 2.206.371 | 2.233.876 | 489.046 | 548.930 | 574.977 | 593.418 | 493.329 | 570.892 | 507.417 | 662.238 |
| 461 | 180.070 | 169.445 | 186.449 | 181.100 | 158.085 | 151.628 | 145.573 | 150.009 | 196.227 | 198.251 | 176.564 | 34.775 | 40.861 | 72.171 | 50.444 | 40.035 | 43.451 | 41.703 | 51.375 |
| 462 | 104.129 | 93.231 | 94.633 | 104.156 | 93.472 | 86.085 | 93.497 | 101.974 | 103.565 | 98.929 | 108.575 | 22.578 | 30.311 | 25.135 | 20.905 | 24.071 | 25.002 | 27.348 | 32.154 |
| 463 | 375.049 | 336.633 | 335.377 | 387.248 | 367.530 | 354.828 | 381.279 | 393.528 | 400.520 | 413.791 | 519.627 | 89.786 | 108.899 | 96.184 | 118.922 | 99.389 | 135.461 | 126.974 | 157.803 |
| 464 | 379.471 | 357.685 | 497.762 | 456.407 | 464.753 | 395.664 | 412.443 | 375.948 | 362.095 | 394.059 | 364.651 | 94.791 | 106.542 | 93.629 | 99.097 | 79.561 | 94.711 | 82.270 | 108.109 |
| 465 | 97.145 | 54.118 | 49.229 | 37.442 | 46.793 | 62.584 | 40.210 | 37.735 | 38.884 | 58.646 | 39.386 | 14.929 | 10.688 | 8.783 | 24.246 | 10.162 | 9.489 | 8.934 | 10.801 |
| 466 | 392.394 | 274.816 | 287.077 | 306.486 | 327.297 | 332.305 | 296.794 | 299.360 | 317.264 | 403.975 | 361.914 | 76.523 | 98.358 | 131.443 | 97.651 | 85.021 | 91.850 | 77.644 | 107.399 |
| 467 | 765.731 | 537.132 | 518.558 | 634.697 | 563.585 | 559.713 | 499.995 | 530.936 | 635.762 | 613.806 | 638.309 | 147.441 | 148.422 | 143.490 | 174.453 | 146.156 | 165.628 | 137.981 | 188.544 |
| 469 | 56.393 | 52.922 | 24.010 | 23.486 | 21.595 | 20.185 | 27.960 | 32.186 | 23.122 | 24.914 | 24.850 | 8.223 | 4.849 | 4.142 | 7.700 | 8.934 | 5.300 | 4.563 | 6.053 |
| 47 | 2.156.092 | 2.136.739 | 2.870.675 | 2.302.862 | 2.348.089 | 2.191.700 | 2.311.528 | 2.340.111 | 2.491.762 | 2.589.470 | 2.461.343 | 611.200 | 610.066 | 589.357 | 778.847 | 569.968 | - | - | - |
| 471 | 697.217 | 674.504 | 1.432.838 | 846.363 | 959.553 | 818.890 | 954.806 | 965.127 | 1.076.475 | 1.195.028 | 1.108.130 | 257.159 | 266.130 | 280.175 | 391.564 | 240.376 | - | - | - |
| 472 | 182.586 | 181.533 | 192.210 | 200.636 | 185.387 | 179.279 | 166.531 | 186.696 | 201.445 | 192.359 | 187.678 | 44.352 | 48.352 | 41.780 | 57.875 | 41.932 | 48.415 | 42.974 | 54.357 |
| 473 | 54.489 | 45.730 | 40.038 | 39.752 | 35.330 | 74.809 | 34.791 | 37.912 | 35.654 | 34.726 | 39.973 | 7.545 | 8.644 | 7.219 | 11.318 | 7.365 | 8.388 | 9.894 | 14.326 |
| 474 | 77.702 | 75.619 | 65.981 | 61.953 | 54.908 | 47.143 | 41.749 | 53.153 | 48.241 | 40.962 | 35.592 | 8.764 | 11.094 | 9.138 | 11.966 | 8.294 | 7.919 | 8.067 | 11.312 |
| 475 | 298.615 | 305.610 | 295.893 | 282.320 | 285.596 | 255.787 | 297.877 | 284.726 | 293.015 | 259.328 | 254.752 | 61.224 | 68.081 | 58.769 | 71.254 | 67.385 | 52.342 | 54.945 | 80.080 |
| 476 | 97.102 | 81.347 | 80.781 | 74.852 | 67.895 | 70.430 | 62.760 | 56.846 | 59.711 | 59.057 | 63.253 | 13.360 | 13.756 | 14.329 | 17.612 | 14.867 | 16.673 | 13.836 | 17.877 |
| 477 | 701.404 | 711.609 | 705.724 | 736.799 | 698.316 | 686.318 | 696.602 | 693.735 | 709.495 | 737.539 | 696.005 | 204.649 | 177.753 | 161.693 | 193.444 | 172.382 | 171.608 | 151.856 | 200.159 |
| 478 | 25.898 | 26.493 | 25.208 | 28.321 | 23.366 | 25.660 | 25.503 | 26.476 | 26.926 | 26.968 | 30.831 | 5.415 | 8.141 | 6.940 | 6.472 | 6.574 | 8.632 | 7.646 | 7.979 |
| 479 | 21.079 | 34.294 | 32.002 | 31.866 | 37.738 | 33.384 | 30.909 | 35.440 | 40.800 | 43.503 | 45.129 | 8.732 | 8.115 | 9.314 | 17.342 | 10.793 | 9.884 | 8.801 | 15.651 |

| | Evolution | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-----|-----------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-----------|--------|---------|----------|---------|--------|---------|----------|
| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2018/2008 | 2017-I | 2017-II | 2017-III | 2017-IV | 2018-I | 2018-II | 2018-III |
| 45 | -11,0% | 4,3% | 17,3% | -14,6% | 5,1% | 14,3% | 9,3% | 17,8% | 5,3% | 5,0% | 58,9% | 23,4% | -16,7% | 3,4% | 23,4% | 5,6% | -7,8% | 4,4% | 17,4% |
| 451 | -17,8% | -3,0% | 39,1% | -12,7% | 8,2% | 19,3% | 10,4% | 24,8% | 0,0% | 8,5% | 86,5% | 18,6% | -21,9% | -0,6% | 20,7% | 20,5% | -13,0% | 2,3% | 26,0% |
| 452 | 1,1% | 28,3% | -17,3% | -29,6% | -2,0% | 4,0% | -7,7% | 6,1% | 25,1% | -4,2% | -9,7% | 22,9% | 18,5% | 45,5% | 18,0% | -1,6% | -2,3% | -14,9% | 1,3% |
| 453 | 8,4% | -19,7% | 24,6% | 16,9% | -0,3% | -6,8% | 42,2% | -19,1% | 31,4% | -10,4% | 59,6% | 76,3% | -4,2% | -26,9% | 78,1% | -60,5% | 41,2% | 90,0% | -22,4% |
| 454 | -6,3% | 1,6% | -28,2% | -5,8% | -10,6% | 39,5% | -18,6% | 33,5% | -12,4% | 13,7% | -12,9% | -38,8% | 24,3% | 9,1% | -7,6% | 1,0% | 11,3% | 100,9% | -18,7% |
| 46 | -20,2% | 6,2% | 6,9% | -4,1% | -3,9% | -3,3% | 1,3% | 8,1% | 6,2% | 1,2% | -5,0% | 3,5% | 6,0% | 19,1% | -1,8% | 0,9% | 4,0% | -11,8% | 11,6% |
| 461 | -5,9% | 10,0% | -2,9% | -12,7% | -4,1% | -4,0% | 3,0% | 30,8% | 1,0% | -10,9% | -1,9% | -3,5% | 6,7% | 8,9% | -9,4% | 15,1% | 6,3% | -42,2% | 1,8% |
| 462 | -10,5% | 1,5% | 10,1% | -10,3% | -7,9% | 8,6% | 9,1% | 1,6% | -4,5% | 9,8% | 4,3% | -13,4% | 4,3% | 1,6% | -11,8% | 6,6% | -17,5% | 8,8% | 53,8% |
| 463 | -10,2% | -0,4% | 15,5% | -5,1% | -3,5% | 7,5% | 3,2% | 1,8% | 3,3% | 25,6% | 38,5% | -9,6% | 5,5% | 8,4% | 8,8% | 10,7% | 24,4% | 32,0% | 32,7% |
| 464 | -5,7% | 39,2% | -8,3% | 1,8% | -14,9% | 4,2% | -8,8% | -3,7% | 8,8% | -7,5% | -3,9% | 5,4% | 28,2% | 16,7% | -8,9% | -16,1% | -11,1% | -12,1% | 9,1% |
| 465 | -44,3% | -9,0% | -23,9% | 25,0% | 33,7% | -35,8% | -6,2% | 3,0% | 50,8% | -32,8% | -59,5% | 72,6% | 10,2% | 11,0% | 92,1% | -31,9% | -11,2% | 1,7% | -55,5% |
| 466 | -30,0% | 4,5% | 6,8% | 6,8% | 1,5% | -10,7% | 0,9% | 6,0% | 27,3% | -10,4% | -7,8% | 2,6% | 29,9% | 80,9% | 3,6% | 11,1% | -6,6% | -40,9% | 10,0% |
| 467 | -29,9% | -3,5% | 22,4% | -11,2% | -0,7% | -10,7% | 6,2% | 19,7% | -3,5% | 4,0% | -16,6% | 13,2% | -14,0% | 3,9% | -10,4% | -0,9% | 11,6% | -3,8% | 8,1% |
| 469 | -6,2% | -54,6% | -2,2% | -8,1% | -6,5% | 38,5% | 15,1% | -28,2% | 7,8% | -0,3% | -55,9% | 5,0% | -21,6% | 0,6% | 54,3% | 8,6% | 9,3% | 10,2% | -21,4% |
| 47 | -0,9% | 34,3% | -19,8% | 2,0% | -6,7% | 5,5% | 1,2% | 6,5% | 3,9% | 4,9% | 14,2% | 4,3% | -1,3% | 4,2% | 7,8% | -6,7% | -5,9% | -2,3% | -4,7% |
| 471 | -3,3% | 112,4% | -40,9% | 13,4% | -14,7% | 16,6% | 1,1% | 11,5% | 11,0% | -7,3% | 58,9% | 2,0% | 0,3% | 8,3% | 30,5% | -6,5% | -6,1% | -0,9% | -13,1% |
| 472 | -0,6% | 5,9% | 4,4% | -7,6% | -3,3% | -7,1% | 12,1% | 7,9% | -4,5% | -2,4% | 2,8% | -6,5% | -7,2% | -8,3% | 2,7% | -5,5% | 0,1% | 2,9% | -6,1% |
| 473 | -16,1% | -12,4% | -0,7% | -11,1% | 111,7% | -53,5% | 9,0% | -6,0% | -2,6% | 15,1% | -26,6% | -3,1% | -18,0% | 3,7% | 9,2% | -2,4% | -3,0% | 37,1% | 26,6% |
| 474 | -2,7% | -12,7% | -6,1% | -11,4% | -14,1% | -11,4% | 27,3% | -9,2% | -15,1% | -13,1% | -54,2% | -12,4% | -6,7% | -32,5% | -6,6% | -5,4% | -28,6% | -11,7% | -5,5% |
| 475 | 2,3% | -3,2% | -4,6% | 1,2% | -10,4% | 16,5% | -4,4% | 2,9% | -11,5% | -1,8% | -14,7% | -12,8% | -10,0% | 5,9% | -22,2% | 10,1% | -23,1% | -6,5% | 12,4% |
| 476 | -16,2% | -0,7% | -7,3% | -9,3% | 3,7% | -10,9% | -9,4% | 5,0% | -1,1% | 7,1% | -34,9% | -10,0% | -6,8% | 9,1% | 3,8% | 11,3% | 21,2% | -3,4% | 1,5% |
| 477 | 1,5% | -0,8% | 4,4% | -5,2% | -1,7% | 1,5% | -0,4% | 2,3% | 4,0% | -5,6% | -0,8% | 22,2% | 4,5% | 3,4% | -10,3% | -15,8% | -3,5% | -6,1% | 3,5% |
| 478 | 2,3% | -4,9% | 12,3% | -17,5% | 9,8% | -0,6% | 3,8% | 1,7% | 0,2% | 14,3% | 19,0% | -21,8% | 15,3% | 18,6% | -8,7% | 21,4% | 6,0% | 10,2% | 23,3% |
| 479 | 62,7% | -6,7% | -0,4% | 18,4% | -11,5% | -7,4% | 14,7% | 15,1% | 6,6% | 3,7% | 114,1% | -6,1% | -21,2% | -4,5% | 51,5% | 23,6% | 21,8% | -5,5% | -9,8% |

Source : Statbel.